

La Responsabilité des Membres de l'Enseignement Privé

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 6 décembre 1937, à 14 heures

PAR

Marie-Thérèse BEAULATON

MEMBRES DU JURY :

Président : M. MOREL, Professeur.

Suffragants { M. AMIAUD, Professeur.
M. ESMEIN, Professeur.

IMPRIMERIES " LES PRESSES MODERNES "
PALAIS-ROYAL - PARIS

1937

La Responsabilité des Membres de l'Enseignement Privé

A la mémoire de mon Père
A ma Mère

La Responsabilité des Membres de l'Enseignement Privé

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 6 décembre 1937, à 14 heures

PAR

Marie-Thérèse BEAULATON

MEMBRES DU JURY :

Président : M. MOREL, Professeur.

Suffragants { M. AMIAUD, Professeur.
M. ESMEIN, Professeur.

IMPRIMERIES " LES PRESSES MODERNES "
PALAIS-ROYAL - PARIS

—
1937

La Faculté n'entend donner ni approbation, ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



Avant-Propos

Notre étude de la responsabilité des membres de l'enseignement privé était en cours et même assez avancée lors de la promulgation de la loi du 5 avril 1937. Nous avons dû la revoir entièrement pour la mettre à jour en y ajoutant un titre deuxième à la première partie. Nous regrettons que la trop grande nouveauté de ce texte ne nous permette pas d'insister sur les modifications qui surgiront en pratique. Nous avons dû nous borner à énoncer les différentes hypothèses susceptibles de se réaliser.

Nous nous sommes simplement efforcée de mettre en lumière les conséquences logiques de la modification législative. Malgré tout nous ne pouvons affirmer que les faits seront déterminés suivant les règles d'une logique rigoureuse. Dans la faculté d'appréciation des tribunaux il reste toujours la latitude de s'éloigner d'une interprétation rigoureuse du texte.

Introduction

Les membres de l'enseignement privé sont des auxiliaires précieux pour les parents. Ils leur permettent de mener à bien la lourde tâche que la loi et la nature leur imposent : l'éducation et l'enseignement de leurs enfants.

Si les pouvoirs publics ont organisé un enseignement dont chacun peut bénéficier ; si de nombreux fonctionnaires sont chargés de l'éducation et de l'enseignement dont l'Etat assume la charge, il reste, à côté de l'enseignement public, des institutions privées dont le but est précisément de donner un enseignement ou de participer à l'éducation.

Ces institutions privées ont connu un essor considérable. De nos jours elles concurrencent sérieusement les institutions de l'Etat sous toutes ses formes : écoles primaires, établissements secondaires, institutions d'enseignement supérieur, écoles professionnelles, patronages, colonies de vacances. Par suite de leur nombre, le législateur ne peut se désintéresser des membres de l'enseignement privé. S'il n'a aucun titre pour réglementer l'exercice de cette profession qui reste une profession privée, il ne peut oublier que l'avenir d'un pays, la destinée d'une nation dépendent en grande partie de ceux qui ont donné aux jeunes générations une formation intellectuelle et morale. Le pays tout entier, la société est intéressée au plus haut degré par la façon dont ils remplissent leur tâche. L'importance sociale de leurs fonctions entraîne pour conséquence inéluctable l'existence d'une

responsabilité qui pèsera d'autant plus lourdement sur eux que l'exercice de leur profession intéresse davantage la société.

Cette responsabilité est celle qu'entraînent toute activité, l'exercice de toute profession. Au point de vue moral, elle est fort lourde, mais nous ne pouvons l'étudier ici. Au point de vue civil, lorsqu'un individu quelconque exerce une activité quelconque, en retire des avantages d'ordre matériel ou moral, il est normal qu'en contre-partie il assume certains risques inhérents à son activité. C'est l'application du vieux principe d'équité : *Ubi émolumentum et ibi onus*. Tel est le cas pour les membres de l'enseignement privé. Si une telle profession exige de la part de ceux qui s'y adonnent un dévouement incontestable, si la plupart d'entre eux sont poussés par des mobiles les plus élevés, ils bénéficient en contre-partie d'avantages qui peuvent se présenter aussi bien sous la forme d'avantages d'ordre moral que d'ordre pécuniaire. L'existence de tels avantages impose certains risques auxquels ne peuvent se soustraire ceux qui en bénéficient : on ne peut dissocier les avantages et les inconvénients.

Seule cette considération permet d'expliquer comment les membres de l'enseignement privé, dont le dévouement est mis à une telle contribution, dont la tâche est si ingrate et si rebutante pour ceux qui n'agissent pas dans un but élevé, sont soumis par le législateur et les tribunaux à une responsabilité dont le poids est fort lourd.

Cette responsabilité, inhérente à leur activité professionnelle, est une responsabilité professionnelle ; elle est déterminée, non pas en considération de leur personne, mais d'après le genre et la nature de leur profession, selon qu'ils se chargent de l'éducation ou seulement de l'enseignement de leurs élèves, qu'ils assument ou non leur surveillance.

L'évolution de la doctrine et de la jurisprudence a donné à toutes ces questions de responsabilité une ampleur que ne soupçonnaient pas les rédacteurs du Code civil. A côté de la responsabilité découlant de l'idée de faute, l'on admet aujourd'hui une responsabilité fondée sur la notion de risques. La faute elle-même, susceptible de mettre en jeu la responsabilité, a été comprise dans un sens de plus en plus large. La faute délictuelle et quasi délictuelle, la faute professionnelle se combine avec la faute dite contractuelle pour augmenter encore la responsabilité. Selon l'expression de M. Jossierand : « Depuis bien des années, depuis plusieurs « décades, le droit a cessé de s'alimenter à sa source tradi-
« tionnelle. Après avoir puisé ses inspirations et ses substan-
« ces anciennement dans la religion, puis, à l'époque moder-
« ne dans la morale et dans la tradition, il a subi progressi-
« vement l'attraction et le goût des faits économiques qui le
« dominant et dont il est devenu tributaire. Longtemps il
« oscilla entre les deux pôles, le moral et l'économique. Au-
« jourd'hui c'est vers ce dernier qu'il tend constamment
« comme l'aiguille aimantée se tourne vers le pôle nord,
« Ainsi accède-t-il au troisième stade de ses destinées millé-
« naires : après l'ère religieuse, la période morale ; après
« celle-ci, la période économique. De même qu'il s'était sé-
« cularisé au temps de la Révolution, ainsi le droit s'amo-
« ralise de nos jours. Après s'être séparé de la loi divine,
« il s'éloigne visiblement de la loi morale pour se plier aux
« nécessités économiques singulièrement impérieuses et op-
« pressives (1) ».

Du reste, le rôle de la faute devient de plus en plus effacé, la pratique de l'assurance permet d'arriver à donner une réparation à la victime, sans pour cela préjudicier aux mem-

(1) Jossierand D. H., 40 juin 1937, chronique.

bres de l'enseignement privé qui limitent forfaitairement leur responsabilité au montant de la prime de leur assurance. Presque toujours c'est une compagnie d'assurance qui prendra à sa charge les conséquences pécuniaires de leur responsabilité. Les tribunaux le savent et n'ont aucun scrupule à charger avec une sévérité croissante les membres de l'enseignement privé d'une responsabilité de plus en plus lourde.

Quoi qu'il en soit, aujourd'hui leur situation est telle que leur responsabilité est mise en jeu à la suite du fait de leurs élèves, des dommages que ceux-ci peuvent causer à autrui et, à la suite de leur fait personnel, du tort qu'ils font à leurs élèves.

Dans une première partie nous étudierons la responsabilité des membres de l'enseignement privé à raison du fait de leurs élèves. Nous consacrons un titre premier à l'étude de cette responsabilité avant la loi du 5 avril 1937. Nous serons ainsi conduits à examiner les dispositions de l'article 1384 4°, à rechercher le fondement et l'explication de la présomption de responsabilité de ce texte qui rend de plein droit les instituteurs responsables du fait de leurs élèves ; nous déterminerons comment cette présomption se combine avec les principes du droit commun et les autres présomptions de responsabilité ; quelle est la portée et l'efficacité qui lui concèdent la doctrine et la jurisprudence ; nous rechercherons si nous trouvons des dispositions analogues dans les législations étrangères et plus spécialement dans celles qui sont la date récente.

Après avoir fait l'étude de la présomption de responsabilité en elle-même, nous nous efforcerons de nous attacher à en déterminer les termes. Connaissant le principe, la première question qui se pose est de savoir à qui ce principe s'applique ; quelles personnes les rédacteurs du Code civil enten-

daient désigner par le terme « instituteur ». Mais avec le temps la signification précise du terme évolue, et l'idée que s'en faisait le législateur de 1804 ne correspond plus à la conception de nos auteurs modernes. Aussi aurons-nous à préciser les avis de la doctrine sur l'interprétation du mot « instituteur » avant d'examiner comment la jurisprudence applique dans des cas concrets ce principe ainsi déterminé d'une façon abstraite. Cette présomption de responsabilité ne s'applique que si certaines conditions se trouvent réunies ; le dommage ne met pas en jeu la responsabilité de l'instituteur s'il ne s'est pas produit dans certaines circonstances, s'il n'est pas causé par un élève. Il s'agit alors de savoir quelles personnes sont désignées par cette expression, quelles répercussions peuvent avoir certains caractères de l'élève, certains faits de sa part sur l'étendue de la responsabilité des membres de l'enseignement. Nous étudierons ensuite les conséquences de la conduite de la victime. L'article 1384 ne se substitue pas au droit commun ; il le renforce pour assurer une garantie plus efficace à la victime. Lorsque les conditions nécessaires à l'application de la présomption de responsabilité ne se trouvent pas réunies, la victime conserve le droit d'agir en vertu des textes de droit commun ; aussi nous examinerons la responsabilité mise en jeu à la suite d'une faute prouvée.

Après avoir déterminé l'étendue de la responsabilité légale des membres de l'enseignement privé, nous rechercherons s'ils peuvent en limiter les effets à l'aide de conventions particulières. L'instituteur n'est déclaré responsable du fait de son élève que dans le but d'assurer une garantie à la victime. Lorsqu'il l'a indemnisé, il a le droit de se retourner contre son élève ou ses représentants et d'exercer un recours dans le but d'aboutir à un partage de responsabilité ou même de

mettre à la charge de ces derniers l'intégralité de la réparation.

Ayant ainsi étudié cette responsabilité telle qu'elle était jusqu'à la loi du 5 avril 1937, nous verrons, dans un titre deuxième, en quoi ce texte a modifié la situation préexistante, quelles questions nouvelles il soulève.

Ayant ainsi vu en quoi consiste la responsabilité que la loi impose aux membres de l'enseignement privé à raison du fait de leurs élèves, nous passerons, dans une deuxième partie, à l'étude de leur responsabilité à raison des dommages éprouvés par leurs élèves. Nous aborderons immédiatement l'étude de la responsabilité délictuelle ou quasi délictuelle ; nous rechercherons comment cette responsabilité peut être mise en jeu à la suite d'un dommage causé à l'élève par la faute de l'instituteur, faute de nature délictuelle ou quasi délictuelle, à moins qu'il n'y ait lieu de faire application de la présomption de responsabilité ; en cette hypothèse l'existence du dommage suffit à mettre en jeu cette responsabilité délictuelle ou quasi délictuelle n'a sans doute pas paru être une protection suffisante pour les élèves puisqu'on a fait appel à la notion de responsabilité contractuelle mis en jeu à la suite d'une faute contractuelle, consistant dans la violation d'une des clauses du contrat d'enseignement ou d'éducation.

Il nous faudra donc déterminer l'étendue exacte de ce contrat et rechercher spécialement si l'on peut y faire rentrer une obligation de sécurité de la part des membres de l'enseignement vis-à-vis de leurs élèves.

Connaissant le principe de cette responsabilité, nous rechercherons à qui ce principe s'applique, quels sont les membres de l'enseignement privé susceptibles d'encourir une telle responsabilité. Toutefois cette responsabilité peut

être écartée à la suite de circonstances dites exonératoires : en premier lieu on cite généralement la faute de la victime ; nous aurons à nous demander si, en cette matière, elle joue toujours le même rôle ; le cas fortuit ou de force majeure éprouvé par celui qui s'en targue exonère également de toute responsabilité. Enfin, après avoir vu quelles circonstances sont, à proprement parler, exonératoires de responsabilité, nous passerons à l'étude des clauses limitatives ou élisives des responsabilités.

Ayant ainsi terminé l'étude de cette responsabilité mise en jeu à la suite de dommage éprouvé par les élèves, nous passerons à l'étude des effets de la responsabilité, aussi bien de celle résultant d'un dommage causé par un élève que de celle mise en jeu par un dommage éprouvé par l'élève ; nous nous consacrerons à l'étude de l'action en responsabilité ; nous rechercherons le tribunal compétent, les particularités que peut présenter la procédure. Nous aborderons ensuite l'examen des assurances susceptibles de couvrir les membres de l'enseignement privé : assurances de responsabilité d'une part, assurances contre les accidents d'autre part ; nous verrons leur mécanisme et leur efficacité.

Nous terminerons cette étude sommaire de la responsabilité des membres de l'enseignement privé en jetant un coup d'œil sur les législations étrangères. Seulement ainsi nous serons à même de nous rendre compte si cette responsabilité découle d'un courant d'idées universel ou si, au contraire, nous devons la considérer comme étant propre à notre pays.

RESPONSABILITÉ DU FAIT DES ELEVES

L'évolution, le progrès juridique au cours des siècles ont dégagé de l'antique conception d'une responsabilité collective la notion des responsabilité individuelle. Les philosophes ont affirmé la liberté de l'individu, son indépendance vis-à-vis des groupements familiaux, professionnels ou autres, à qui il peut appartenir ; ils ont posé l'axiome de la responsabilité strictement individuelle seule compatible avec la liberté qui doit être l'apanage de tout citoyen.

Il serait vain de discuter l'influence de la répercussion des idées philosophiques sur les conceptions juridiques. Admise dans les unes, la notion de responsabilité individuelle ne pourrait être que consacrée dans les autres. Mais l'affirmation de l'individu libre, dégagé de toute entrave, de toute contingence, devait bientôt reculer aussi bien dans le domaine philosophique que juridique, devant les nécessités imposées par la vie en commun dans une société organisée. La liberté de l'homme vivant avec ses semblables sera limitée par celle d'autrui. Le premier devoir qui lui sera imposé sera de ne pas nuire à autrui. Les sociologues font disparaître les droits de l'individu devant ceux de la Société. A la notion de responsabilité individuelle, mise en jeu uniquement à la suite d'une faute personnelle, se substitue peu à peu une responsabilité sociale dont le but est d'assurer, à la victime d'un dommage, une réparation nécessaire au bon ordre de la Société : « le mouvement qui imprègne les législations modernes consiste à donner le pas aux points de vue sociaux » sur le point de vue juridique (1).

Les Membres de l'enseignement privé jouent un rôle social trop important pour qu'ils puissent échapper à une telle responsabilité. Ils ne peuvent se désintéresser des actes de ceux qui leur sont confiés ; ils faut qu'ils soient obligés de prendre toutes les mesures nécessaires pour les empêcher de nuire à

(1) Savatier : *Principes de la responsabilité*, n° 38.

autrui sans quoi le bon ordre de la société serait gravement compromis.

Pour les inciter à remplir scrupuleusement le devoir social que leur impose la loi morale, le législateur a jugé utile de renforcer le devoir professionnel à l'aide d'une responsabilité qui leur incombera à raison du fait de leurs élèves.

Cette responsabilité leur est imposée dans les articles 1382 et 1383 d'une manière indirecte et, dans l'article 1384 en termes très précis.

L'article 1382 en effet pose que « tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer ».

L'article 1383 ajoute : « chacun est responsable du dommage qu'il a causé, non seulement par son fait, mais encore par sa négligence et son imprudence ».

Il ressort de ces deux textes que les Membres de l'enseignement privé seront responsables du fait dommageable de leurs élèves lorsque ce fait sera la conséquence d'une faute, négligence ou imprudence de leur part.

L'article 1384, dans son alinéa 4, augmentait considérablement le poids de leur responsabilité à raison des dommages causés par leurs élèves « les instituteurs seront responsables du dommage causé par leurs élèves pendant qu'ils sont sous leur surveillance ».

La responsabilité ci-dessus a lieu à moins que... les instituteurs ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité.

La loi du 5 avril 1937 apporte une profonde modification à ce texte : Elle déclare dans son article premier : « les dispositions de l'article 1384 5° du Code Civil sont modifiées de la façon suivante : en ce qui concerne les instituteurs les fautes, imprudences ou négligences invoquées devront être prouvées conformément au droit commun.

TITRE PREMIER

La Responsabilité des membres de l'enseignement privé avant la loi du 5 avril 1937

Cette partie de notre étude présente surtout, à l'heure actuelle, un intérêt historique. Nous nous excusons des longueurs sur un sujet aujourd'hui périmé, mais nous avons voulu démontrer par là en quoi la loi du 5 avril 1937 constitue une véritable régression à notre époque où l'on tend à développer la réparation des dommages. Loi d'ordre politique assurément, faite pour cette catégorie privilégiée que sont les instituteurs publics. La jurisprudence était arrivée suivant la tendance actuelle à élargir en cette matière le domaine de la réparation. Brusquement par un caprice législatif et d'ordre électoral tout s'effondre.

CHAPITRE PREMIER

La Présomption de l'article 1384

La responsabilité sans faute prouvée qui incombe à l'instituteur à raison du fait de ses élèves fait partie de tout un groupe de reponsabilité pour autrui édicté dans l'article 1384. Ce texte prévoit également une responsabilité dont les pères, artisans, et commettants sont chargés à raison du fait de leurs enfants apprentis et préposés. Toutes ces responsabilités pour autrui ne chargent pas également ceux à qui la loi les impose. Si les maîtres et commettants sont toujours responsables du fait de leurs préposés, le père, l'instituteur et l'artisan peuvent se décharger de leur responsabilité en prouvant qu'ils n'ont pu empêcher le fait dommageable.

Le principe de cette responsabilité mise en jeu à raison du fait d'autrui est contraire aux principes généraux de notre code sur la responsabilité ; une discordance manifeste sépare les articles 1382 et 1383 de l'article 1384, le deux premiers posent le principe d'une responsabilité mise en jeu à la suite d'une faute, imprudence ou négligence de ceux à qui elle incombe, tandis que l'article 1384 édicte une responsabilité sans faute et à raison du fait d'autrui.

Le voisinage de ces articles dans le code ne nous permet pas de supposer une distraction ou un oubli du Législateur de 1804. Le projet de Code n'a pas été, comme cela s'est vu depuis, un texte élaboré à la hâte et voté précipitamment. Il

a été l'objet de travaux préparatoires sérieux, de discussions, de modifications telles que nous devons admettre que les dispositions contradictoires dans leurs principes ont été écrites délibérément et à dessein.

Au reste l'idée de la responsabilité pour autrui est bien antérieure à notre code. Il serait exagéré de vouloir trouver son origine dans les actions noxales du droit romain qui rendent les *paterfamilias* responsables de l'acte de l'aliéni juris qui est « in potestate », le *paterfamilias* peut toujours se décharger de sa responsabilité en abandonnant l'auteur du dommage à la victime.

Nous ne saurions non plus prétendre qu'elle nous vient de la solidarité des membres du clan germanique responsables du paiement du *wergeld* (un édit de Clotaire II de 636 parle bien d'une responsabilité pour autrui mais toute différente de celle qui nous occupe) ni dans les sociétés paisibles du Moyen âge.

Par contre, le droit coutumier n'ignore pas cette responsabilité pour autrui. L'article 656 de la coutume de Bretagne dispose « Si l'enfant fait tort à autrui tant qu'il sera au pouvoir de son père, le père doit payer l'amende civile pour ce qu'il doit chatier ses enfants ». Cette disposition est tout à fait exceptionnelle dans le droit commun coutumier. « Merlin cite de nombreuses coutumes et de nombreux arrêts notamment du Parlement de Paris, d'après lesquels cette responsabilité ne pesait pas sur les parents (1).

Ce principe est connu, il va pénétrer peu à peu dans toutes les régions coutumières. Au *xvi^e* siècle Domat y fait allusion et au *xviii^e* siècle Pothier le considère comme une règle générale : « quiconque a commis quelqu'un à quelques fonctions

(1) Matheron : *Responsabilité des instituteurs*, p. 6.

est responsable des délits et quasi délits que son préposé a commis dans l'exercice des fonctions auxquelles il était préposé ».

« Une autre obligation accessoire est celle des pères de famille qui sont responsables des délits de leurs enfants mineurs et leur femme lorsqu'ils ne les ont pas empêchés ayant été dans le pouvoir de le faire. Ils sont présumés avoir pu empêcher le délit lorsqu'il a été fait en leur présence. Lorsqu'il a été fait en leur absence il faut juger par les circonstances si le père a pu empêcher le délit.

« Ce que nous disons des pères s'applique aux mères lorsque, après la mort de leur mari, elles ont leurs enfants sous leur puissance.

« Cela peut s'appliquer pareillement aux précepteurs, pédagogues et à tous ceux qui ont des enfants sous leur conduite » (1).

L'article 1384 s'est en somme borné à retranscrire les règles posées par Pothier.

SECTION PREMIÈRE

Fondement et explication de la présomption de l'article 1384

« L'article 1382, qui est le texte fondamental et le plus important peut-être du Code civil, décide que tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer » (2).

Si le législateur s'était tenu au droit commun la responsabilité des membres de l'enseignement n'eut existé qu'en cas de dommages causés par leur faute, mais l'article 1384 dans

(1) Pothier, II, p. 252, n° 453, ed. Bugnet.

(2) Josserand, II, n° 421, p. 218. Cours de droit civil positif français.

son 4^e alinéa, déclarait l'instituteur responsable des dommages causés par ses élèves.

Le rapprochement des articles 1382 et 1384 met en évidence les caractères particuliers, les dérogations qu'apportait la responsabilité des membres de l'enseignement aux principes généraux de la responsabilité de droit commun.

L'article 1382 prévoit la responsabilité comme la conséquence d'une faute personnelle qu'il faut réparer : suivant l'expression de Labbé « c'est une idée élémentaire de toute justice que la responsabilité d'un fait dommageable à autrui suppose une faute imputable à l'auteur de ce fait ».

Il en résulte qu'en principe, la responsabilité ne peut être mise en jeu qu'à la suite d'un fait de la personne responsable et que ce fait constitue une faute qui puisse lui être imputée. l'article 1384, au contraire, édicte une responsabilité provoquée par le fait d'autrui, donc sans faute de la personne responsable.

Cette opposition entre la responsabilité du droit commun et celle des membres de l'enseignement peut paraître inexplicable : il semble qu'il n'y a aucun point de contact entre ces deux responsabilités puisque l'une peut exister sans réunir les conditions posées par le législateur en termes généraux comme nécessaires et indispensables à l'existence de toute responsabilité : le fait personnel et la faute, une telle contradiction devrait être la condamnation de l'article 1384 et entraîner sa disparition.

Pourtant nombreuses sont les décisions jurisprudentielles qui s'appuient sur ce texte — la doctrine discute sur l'étendue de son champ d'application, elle admet sans conteste que cet article doit être appliqué.

Les rédacteurs du code civil ont trop consciencieusement rempli leur tâche pour ne s'être pas aperçus de la contra-

diction de l'article 1382 et de l'article 1384. Le dernier texte édicte une responsabilité sans en indiquer la raison d'être.

Mais pour eux une telle responsabilité est absolument conforme à l'idée que toute responsabilité doit être la conséquence d'une faute de la personne à qui elle incombe. En droit commun cette faute doit être prouvée par la personne qui prétend bénéficier de l'obligation de réparation édictée par la loi.

Ici le législateur s'est substitué au juge et a fait le raisonnement qui se serait imposé à celui-ci : Le fait que l'élève a pu commettre un dommage sera, dans bien des cas, la preuve que l'instituteur, qui avait la garde de son élève, qui avait sur lui une autorité lui permettant de s'en faire obéir, n'a pas exercé avec toute la diligence nécessaire le devoir de surveillance qui lui incombait : Il a commis une faute qui est sinon la cause directe, du moins la cause déterminante du dommage éprouvé par la victime. « Aussi est-il quelque « peu abusif de parler de responsabilité du fait d'autrui, ce « n'est pas du fait d'autrui que répondent ces personnes mais « de leur fait personnel » (1).

Dans le premier alinéa l'article 1384 avait déjà présumé qu'une faute des parents était la cause impulsive et déterminante des dommages provoqués par leurs enfants mineurs. Il ne faudrait pas s'imaginer qu'il y a une concordance exacte entre la faute des parents et celle de l'instituteur ; les premiers sont chargés du double devoir de garde et d'éducation, leur faute peut donc consister dans la violation de l'un ou l'autre tandis que l'instituteur quoique étant chargé de l'instruction et de l'éducation de ses élèves ne saurait répondre que des fautes commises à l'encontre de son devoir de garde. Ceci s'explique par son rôle subsidiaire comme édu-

(1) Mazeaud, T. I, n° 707 : *Responsabilité civile contractuelle et délictuelle*.

cateur alors que l'éducation constitue un devoir primordial pour les parents : S'ils peuvent s'en décharger sur une tierce personne ils doivent s'assurer que l'éducateur à qui ils confient leurs enfants est capable et digne de la tâche qui lui est attribuée. Le devoir d'éducation des parents doit être sanctionné par la responsabilité qui leur incombe toujours lorsque des tiers auront à souffrir des conséquences de leur faute dans l'éducation de leurs enfants.

Il ne faudrait pas en déduire qu'une telle responsabilité est entièrement régie par le droit commun : en ce qui concerne le partage de la responsabilité entre l'instituteur et l'élève alors que le droit commun conduirait à admettre un partage, la loi permettrait au civilement responsable de recourir pour le tout contre celui dont il répond (1).

D'autre part en droit commun la preuve incombe à celui qui allègue l'existence de la responsabilité ; la victime de l'élève n'a pas à prouver la faute de l'instituteur, la loi en présume l'existence. Tel est le fondement de cette responsabilité spéciale, que la jurisprudence a maintes fois énoncé (2).

Cette explication par trop insuffisante demande à être un peu plus approfondie ; il nous faut déterminer quelle faute l'instituteur est présumé avoir accomplie : le degré de gravité de la faute peut varier : l'instituteur pourrait avoir poussé son élève à accomplir l'acte dommageable ; l'élève ne serait qu'un instrument entre ses mains, il se pourrait aussi que l'instituteur, sans être l'instigateur du préjudice, ait laissé délibérément à l'élève toute facilité d'agir ; enfin — et c'est presque toujours le cas — la faute de l'instituteur con-

(1) Mazeaud, précité, T. I, n° 707.

(2) Montpellier, 10 juin 1929, rec. Assur., 1929, som. 563. — Rouen, 5 novembre 1924. — Caen, 28 janvier 1926, D. 1927, 2. 123.

siste dans le fait qu'il n'a pu empêcher l'acte nuisible par suite de négligence de sa part. Quoiqu'il en soit, pour les rédacteurs du code, l'instituteur est présumé avoir mal accompli le devoir de surveillance qu'il avait à assumer.

Une explication plus approfondie, plus juridique mais ne concordant pas avec la réalité voudrait que l'instituteur soit responsable d'une faute d'une nature toute spéciale, une faute contractuelle. Dès lors l'article 1384 s'expliquerait de lui-même : la preuve de la faute résulte de l'inexécution du contrat, du fait qu'on n'a pas empêché l'élève de nuire à autrui.

A la base de la responsabilité des instituteurs il y a un contrat entre les parents et l'institution privée chargée de l'enseignement et, dans ce contrat, on retrouve l'obligation de surveillance ce qui entraîne la responsabilité contractuelle ou délictuelle suivant que la victime est un condisciple ou un tiers (1).

Cette notion de la faute contractuelle, si elle se trouve dans certains cas particuliers, n'est pas une explication de la responsabilité des instituteurs considérée en général. Son nom l'indique, une telle responsabilité contractuelle suppose nécessairement un contrat. Or ce contrat n'intervient pas toujours entre l'élève ou ses parents et l'instituteur. Nous laissons évidemment de côté les hypothèses où il s'agit d'un instituteur public qui sont en dehors de notre sujet ; mais même lorsqu'il s'agit d'institutions privées, un contrat n'est pas forcément à l'origine des obligations de leurs directeurs. Certaines institutions, surtout de nature charitables, sont accessibles à quiconque remplit certaines conditions d'ordre physique : âge, santé, etc..., leurs directeurs ignorent parfois

(1) Chauveau : *Rev. crit.*, 1933, 322.

les parents de l'élève qui eux-mêmes ne savent pas toujours à quel patronage se rend leur enfant — pourtant la responsabilité sera mise en jeu à l'occasion des faits causés par quiconque fait partie en tant qu'élève de son institution.

M. Demogue nous donne une explication très générale de la responsabilité des membres de l'enseignement privé à l'aide de la théorie du *poste social* : quiconque accepte un poste social, contracte certaines obligations envers la société. La première, la plus importante, exige qu'on remplisse son poste avec diligence. La moindre négligence est une faute : celui qui se charge d'un élève est présumé en faute si celui-ci nuit à la société dans la personne d'un de ses membres, à moins de prouver l'impossibilité d'empêcher le fait, sinon il est coupable d'une faute sociale.

Cette notion du poste social ne peut être retenue comme déterminant la nature de la faute présumée par le législateur. Elle est trop générale pour s'adapter à l'état actuel de notre législation pour concorder avec les dispositions de l'article 1384, n° 4.

« Laissant de côté les moyens techniques par lesquels ils
« avaient élargi le domaine de la responsabilité civile sans
« abandonner l'idée de faute, les juristes ont cherché un prin-
« cipe nouveau qui peut fonder le droit à la réparation. Ils
« ont formulé ce principe en disant : « le dommage doit être
« attribué à celui qui l'a causé parce que les risques doivent
« peser sur l'auteur de l'acte » (1). L'instituteur, par le fait
qu'il a accepté cette fonction, doit être présumé avoir accepté
tous les risques qu'elle comporte, le fait de réunir des
élèves souvent étourdis et tuburlents à raison de leur jeune
âge augmente les risques de dommages pour tous ceux qui

(1) Ripert : *Règle morale*, page 221, n° 115.

sont dans le voisinage de l'instituteur. La charge des risques supplémentaires revient de droit à ce dernier. C'est une idée de toute justice que l'instituteur qui tire profit de son activité soit chargé des risques inhérents à l'exercice de sa profession. La situation des tiers ne saurait être empirée à raison des dangers qui les menacent par suite de l'activité professionnelle de l'instituteur. Si le dommage est causé par un élève, la victime doit pouvoir s'adresser à celui qui a été la cause déterminante de ce dommage et sans lequel il n'aurait pu se produire tout au moins dans les mêmes conditions. Suivant l'expression de M. Gaudier « la responsabilité civile doit aussi se définir : l'obligation de prendre à sa charge les conséquences d'une situation à laquelle on préside » (1).

Cette théorie du risque dépasse de beaucoup le cadre de la responsabilité de l'instituteur qui peut toujours se décharger des conséquences des actes de ses élèves en prouvant qu'il n'a pu les empêcher. C'est bien la preuve qu'une telle responsabilité n'est pas fondée sur la notion de risques puisqu'il peut y avoir des dommages causés par les élèves dont l'instituteur ne répond pas.

Une note signé R. D. au Dalloz 1927-2-123 recherche le fondement de cette responsabilité. « Il est certain que la « responsabilité de l'instituteur est construite sur l'idée de « faute présumée dans un devoir de surveillance mais cette « idée ne constitue pas une explication totale parce qu'elle « devrait aboutir, conformément à la théorie du poste social, « à faire présumer la faute de tous ceux qui ont accepté une « tâche de surveillance et qui impliquerait un texte d'une

(1) *Rev. Crit.*, 1934 n° 33 : Règles fondamentales de la responsabilité.

« portée aussi générale que les dispositions de l'article 1382
 « inconciliable avec la précision du terme instituteur...

« Le problème est d'un ordre plus élevé, il dépasse la
 « technique, pour atteindre la philosophie juridique, il tient
 « dans la proposition suivante : Pourquoi existe-t-il dans
 « notre code, à l'encontre de l'instituteur, une présomption
 « de défaut de surveillance ? ».

Le législateur du Code a cherché à favoriser la victime, à l'aider à obtenir plus facilement la réparation du préjudice qu'elle a éprouvé. On a prétendu (1) qu'une telle présomption était imposée par la difficulté, l'impossibilité même dans la plupart des cas, pour la victime, de rapporter la faute de l'instituteur. L'élève ne peut apprécier la culpabilité de son maître, le tiers n'a pas les moyens nécessaires de savoir si l'instituteur a vraiment pris toutes les précautions qu'il est possible de prendre, si aucune négligence n'a provoqué ou facilité l'exécution du dommage dont il souffre. Les rédacteurs du Code se sont rendu compte que s'en tenir au droit commun, c'était en fait décharger l'instituteur de toute responsabilité alors que, par sa profession, il était plus porté qu'un autre à manquer à un devoir préexistant.

Ce motif n'est pas le seul ni même le principal qui a déterminé le législateur à écrire l'article 1384, n° 4. « Celui-ci a voulu protéger la victime contre l'insolvabilité possible et même probable de l'auteur du fait dommageable », affirmait Treillard au Conseil d'Etat, tandis que Bertrand de Greuille déclarait au Tribunal « le projet ne s'arrête pas à la personne qui est l'auteur du dommage, il va plus loin et, pour en assurer en plus la juste indemnité, il autorise le lésé à recourir à ceux de qui cette personne dépend et contre lesquels il prononce la garantie civile.

(1) Mazeaud, précité, T. I, n° 827.

« Le législateur a donc visé plus loin que la simple substitution d'une présomption au raisonnement du juge dictée par la vraisemblance d'une faute de surveillance lorsqu'un dommage a été causé par une personne placée sous la garde d'autrui. Il manque souvent à l'enfant l'élément psychologique nécessaire pour se trouver en faute et, de plus, il n'a généralement pas de patrimoine propre pour répondre de ses délits et quasi délits (1). Cette garantie est le véritable motif qui a conduit le législateur à édicter la présomption de responsabilité de l'article 1384.

La cause générale de cette présomption est sa meilleure justification : elle suffit à l'expliquer, il n'est pas besoin de recourir à l'idée de présomption de faute et si la doctrine s'est tant efforcée d'expliquer l'article 1384, 4°, par cette présomption c'est « qu'aux époques de plein individualisme on ne pouvait concevoir que les responsabilités aient une autre base que la faute et on parlait uniquement de la faute présumée. Mais aujourd'hui où le point de vue social domine dans le droit, l'idée de faute présumée recule (2).

De nos jours il n'est pas exact de dire que la faute présumée est le fondement de la responsabilité des instituteurs.

La pratique a dépassé de beaucoup la formule primitive. L'idée de garantie, qui est la raison d'être et l'explication de la responsabilité spéciale de l'instituteur, à raison du fait de ses élèves se retrouve dans toutes les responsabilités pour autrui édictées par l'article 1384 mais à des degrés divers ; tandis que les maîtres et commettants garantissent toujours la victime de leur préposé, les pères, instituteurs et artisans ne sont garants que s'ils ne peuvent prouver leur impossibilité d'empêcher le dommage. Cette garantie correspond à

(1) Note R. D., D 1927, 2. 123.

(2) Demogue, V. 819, p. I, *Traité des obligations*.

une nécessité sociale : lorsqu'un dommage a été causé il doit être supporté par quelqu'un, soit par la victime, soit par une personne déclarée responsable, « la victime est élue » a-t-on dit. C'est une erreur : dans la société telle qu'elle est organisée aujourd'hui, si la victime n'obtient pas une compensation du tort qu'elle a subi, son premier réflexe (comme c'était dans les sociétés primitives) serait de se venger sur l'auteur du dommage. « Seule l'organisation « d'une responsabilité permettant à la victime d'être presque « toujours indemnisée a refoulé la première loi du talion » « œil pour œil, dent pour dent (1). Il était nécessaire au bon ordre de la Société que la victime n'ait pas à se venger ni à se faire justice, il est indispensable que le législateur assure, le plus possible, une réparation effective des préjudices que l'ordre social n'a pas permis d'éviter.

Cette nécessité sociale s'est imposée au législateur avant même qu'il en ait distingué les caractères. Il a senti, sans savoir pourquoi, qu'il était nécessaire d'assurer une garantie aux victimes. C'est la raison pour laquelle l'article 1384 a été écrit.

Mais n'analysant pas la cause de ce texte, il s'est efforcé de l'expliquer d'après les idées de l'époque. Il a eu recours à l'artifice de la présomption de faute.

Aujourd'hui nous reconnaissons le véritable caractère de ces responsabilités pour autrui. Nous n'avons plus besoin d'en donner des raisons qui ne l'expliquent pas assez ou, au contraire, qui dépassent les solutions pratiques. Un tel état de chose peut surprendre, au premier abord ; il s'explique dès que l'on considère l'évolution de la notion de responsabilité. La responsabilité des instituteurs privés

(1) Ripert : *Règle morale*, 215.

était à un stade intermédiaire qui ne peut être défini tant il est variable.

Il n'est pas impossible de prévoir une organisation de cette responsabilité fondée sur la notion du poste social ou de risque, « on pourrait concevoir législativement des cas de
« responsabilité plus larges visant toutes les hypothèses où
« une personne a en fait assumé d'en surveiller une autre
« pour sauvegarder un intérêt général. La jurisprudence va
« dans cette voie : par l'interprétation qu'elle donne de
« l'article 1384 pour le fait des choses : rien n'empêcherait
« d'adopter le même système pour les personnes dont on
« doit répondre, c'est-à-dire qu'on a, envers la société, ac-
« cepté de surveiller : on ne l'a pas fait jusqu'ici mais rien
« n'empêcherait de le faire : la voie est libre pour le pre-
« mier Tribunal qui osera faire ici le même travail déjà
« accompli pour le fait des choses (1).

« La loi civile s'efforce de corriger les coups du sort : le
« déclin de l'idée religieuse empêche la plupart des hom-
« mes de croire que les malheurs qui les accablent peuvent
« être voulus par une providence aux desseins inconnus.
« Elle regarde avec soupçon celui qui est susceptible d'avoir
« causé le dommage même sans sa faute et, en tous cas,
« elle cherche celui qui pourra en supporter la charge et elle
« le force à l'accepter. Sans doute le choix de l'auteur res-
« ponsable ne saurait être purement arbitraire, sans quoi le
« déplacement du risque serait jugé absurde ou injuste.

« Les juristes se demandent d'où peut juridiquement pro-
« venir l'obligation de réparation qui pèse sur une personne
« innocente de toute faute. Ils discutent éperduement sur
« des notions de présomption de contrat de garde. Ils ne

(1) Demogue : V. 820, p. 245, précité.

« veulent pas voir la vérité, c'est-à-dire la puissance de
 « l'action politique qui déplace le risque pour protéger la
 « faiblesse et attaquer la richesse » (1).

Il ne nous reste plus qu'à rechercher quelles raisons ont déterminé le législateur à choisir l'instituteur comme garant dans certains cas.

Tout d'abord on peut supposer facilement des hypothèses où l'instituteur pourra seul garantir la victime. Il en est de même toutes les fois que l'élève n'a pas un père ou une mère civilement responsable. Par ailleurs toute une série de ces circonstances conduisent à choisir l'instituteur comme civilement responsable, il nous suffira de les énumérer :

L'instituteur profitant de l'exercice de sa profession, en tirant des bénéfices d'ordre divers, soit pécuniaires, soit moraux doit, en contre partie, subir les charges correspondantes. C'est une application pure et simple de la théorie du risque.

Mais la raison déterminante, à notre avis, consiste dans la nécessité qu'il y a d'édicter une responsabilité à l'encontre de l'instituteur : nous avons vu que d'après le droit commun il échapperait en fait à presque toute responsabilité, par suite il serait porté à plus de négligence dans l'exercice de ses fonctions. Une responsabilité est nécessaire pour stimuler sa diligence dans son devoir de garde et de surveillance. N'étant pas civilement responsable, sa responsabilité serait mise en jeu, ceci souvent par application de l'article 1382 ou 1383.

(1) Ripert, p. 369-370 : *Droit civil moderne et régime démocratique*.

SECTION DEUXIÈME

**Combinaison de l'article 1384 4°
et des principes du droit commun**

Les responsabilités pour autrui édictées dans l'article 1384 sont, en principe, des responsabilités d'exception qui se superposent à la responsabilité du droit commun pour renforcer la garantie que le législateur veut donner à la victime des dommages causés par certaines personnes.

La victime d'un élève qui intente une action en réparation du dommage par elle éprouvé, fonde généralement sa demande sur les dispositions de l'article 1384 4° qui lui sont plus favorables que les principes du droit commun.

Pourtant elle a la faculté dont elle use, si pour une raison ou une autre, l'article 1384 4° ne peut s'appliquer, de fonder sa demande sur l'article 1382, soit à l'encontre de l'instituteur lorsqu'il est démontré qu'il a commis une faute précise, soit contre l'élève qui est responsable de son fait suivant le droit commun.

Toutefois un cumul n'est pas possible entre ces différentes responsabilités ; la victime a différents moyens d'obtenir une réparation, elle peut choisir mais non cumuler les indemnités. Tant qu'elle n'a pas obtenu la réparation, elle pouvait fixer son choix, abandonner une action fondée sur l'une de ces responsabilités pour en intenter une autre ayant un fondement différent. Quand une demande était repoussée elle peut intenter l'action fondée sur l'autre texte sans qu'on put lui imposer l'exception de chose jugée. Il n'y avait pas plus ainsi depuis le décret-loi du 30 octobre 1935 modifiant l'art. 464 du code de procédure.

(1) Civ. 14 nov. 1934. D. H. 1935, p. 52.

Un autre problème résulte de la combinaison de la responsabilité édictée par l'article 1384 4° et des autres responsabilités visées par l'article 1384. L'alinéa 1° édicte une responsabilité à raison « des choses que l'on a sous sa garde ».

La jurisprudence érige cette disposition particulière en un principe général : Il est des plus important de déterminer comme il se combine avec la responsabilité de l'instituteur à raison du fait des élèves. Il nous faut rechercher à qui doit incomber la responsabilité du fait d'une chose appartenant à un élève, ou qui lui a été confié par l'instituteur. Cette question présente un réel intérêt pratique étant donné la multiplication des établissements d'enseignement professionnel où l'élève est en contact plus ou moins permanent avec des outils et des machines pouvant causer des accidents à autrui. L'instituteur, dans la plupart des cas, a la garde juridique des choses dont se servent ses élèves, « le « responsable n'est pas celui qui a la chose entre les mains, « mais celui qui s'en sert et en tire profit... le titre juridique « importera peu, on pourra n'avoir qu'une puissance de fait « pourvu qu'on ait le profit. Mais s'il y a le devoir de garder, « la responsabilité subsiste si on cesse de garder » (1).

C'est le cas pour l'instituteur, il tire un profit de son activité professionnelle, même s'il s'occupe d'une œuvre de bienfaisance, seulement le profit au lieu d'être pécuniaire est d'ordre moral ; l'instituteur répond toujours du fait de la chose dont se sert son élève, alors même que cette chose serait la propriété de son élève : il est astreint à un devoir de garde et de surveillance qui porte, non seulement sur les élèves mais sur « les choses » dont ils se servent en tant qu'élèves.

De même pour la responsabilité résultant du fait des ani-

(1) Demogue V n° 1128, p. 372, éd. 1925 précité.

maux, qui se trouve edictée dans l'article 1385 : Par exemple l'élève d'un manège n'est pas responsable des accidents provoqués par le cheval qu'il monte : la garde juridique de cet animal appartient au directeur du manège.

La combinaison de la responsabilité de l'instituteur et des autres responsabilités pour autrui demande un peu plus de précision. On peut se demander s'il est possible à la victime du dommage causé par l'élève de pouvoir à son gré mettre en jeu la responsabilité civile du père ou celle de l'instituteur, en tous cas « le cumul de ces deux responsabilités spéciales n'est pas admis ». Lorsque sont réunies les conditions visées par l'article 1384 4°, c'est-à-dire lorsque joue la présomption de faute posée contre l'instituteur, la présomption édictée contre les parents par l'article 1384 2° ne peut s'appliquer (1).

La raison en est que le législateur a entendu substituer l'instituteur aux parents, il a pensé que la garantie accordée à la victime est suffisante du moment où il y a un civilement responsable derrière l'élève. Le fait par l'instituteur d'accepter la garde de l'enfant le rend responsable à la place du père : notamment ce dernier n'est pas civilement responsable du dommage causé par son enfant dans l'établissement d'éducation où il l'aurait placé en qualité d'externe surveillé. La responsabilité ne serait encourue que s'il est prouvé une faute de sa part (2).

En effet le droit commun subsiste : la victime peut toujours demander une réparation au père, quoique l'article 1384 2° ne s'applique pas. Mais il faut établir une faute précise de sa part : par exemple que l'enfant a commis le dommage en raison de sa mauvaise éducation ou d'une impru-

(1) Mazeaud, I, n° 789, p. 695, ed. 1934, précité.

(2) Agen, 23 juin 1863. D. 1870. 2.213.

dence de la part de ses parents ou de leurs préposés qui ont laissé l'enfant amener en classe un objet dangereux. Dans le cas où une telle action est intentée contre le père, celui-ci a toujours le droit d'exercer, contre l'instituteur, un recours pour partie dès qu'il a démontré une faute de sa part conformément au droit commun. Si au lieu de s'adresser aux parents la victime s'adresse à l'instituteur, celui-ci a, dans ce cas, un recours soit pour partie soit pour le tout contre les parents de l'élève. L'étendue de son recours dépend de la preuve d'une faute précise relevée à son encontre.

On peut éprouver, au premier abord, un certain embarras à combiner la responsabilité des maîtres et commettants à raison des faits de leurs préposés édictés dans l'article 1384 3° et la responsabilité des instituteurs à raison du fait de leurs élèves. Ce problème est susceptible de se poser lorsque les directeurs d'une institution privée ont sous leurs ordres en qualité de préposés des professeurs et des surveillants qui s'occupent de leurs élèves. Dans ce cas on peut se trouver en présence de deux hypothèses. Si les conditions exigées pour mettre en jeu la responsabilité édictée par l'article 1384 4° sont réunies, la victime a le choix entre deux actions en responsabilité : l'une intentée à raison de l'article 1384 4° contre le directeur de l'Institution en qualité d'instituteur, l'autre fondée sur l'article 1384 3°, l'instituteur étant poursuivi comme commettant. « Le législateur, a en effet voulu protéger la victime de dommages causés par les élèves et celle des dommages causés par des préposés. Elle peut se placer sous l'une ou l'autre protection (1). Notamment il a été jugé que les préposés doivent être considérés comme ayant commis une faute dommageable qui engage la respon-

(1) Mazeaud, I, n° 750, précité.

sabilité de l'institution s'ils ont rendu possible l'accident en ne veillant pas à ce que fût observée une défense générale faite aux enfants (1).

Si au contraire, l'article 1384 4° ne peut s'appliquer le directeur de l'Institution privée sera seulement poursuivi en tant que commettant.

Pour que l'article 1384 3° puisse être invoqué il faut que professeurs et surveillants soient vraiment des préposés du directeur, qu'ils soient sous sa dépendance, la responsabilité du chef de l'Institution pris en qualité de commettant ne sera mise en jeu que dans le cas où son préposé est lui-même responsable soit en raison d'une faute par lui commise soit en raison d'une responsabilité édictée par un texte spécial. Par le jeu de l'article 1384 3° le commettant sera déclaré civilement responsable de l'objet de la responsabilité de son préposé.

SECTION TROISIÈME

Portée et efficacité de la présomption de l'article 1384 4°

« Aux termes de l'article 1349 les présomptions sont des
 « conséquences que la loi ou le magistrat tirent d'un fait
 « connu à un fait inconnu : ce sont des opérations de l'esprit,
 « des inductions effectuées par le juge ou le législateur :
 « lorsqu'elles sont l'œuvre du juge on les qualifie de pré-
 « somptions simples ou encore des présomptions de l'hom-
 « me ; lorsqu'elles sont inscrites dans un texte de loi elles
 « prennent le nom de présomptions légales.

« Entre ces deux catégories il existe non seulement une
 « nuance, mais une opposition très nette. Seules les présomp-
 « tions de l'homme sont un mode de preuves. Les présomp-

(1) Besançon, 17 mai 1927, G. P., 1937, n° 370.

« tions légales ont une toute autre portée et une toute autre
« signification, elles reviennent à de véritables dispenses de
« preuves (1) ».

La victime d'un élève n'a donc aucune preuve à établir à l'encontre de l'instituteur si ce n'est que l'article 1384 4° doit s'appliquer.

La nature juridique de la présomption édictée par l'article 1384 4° est définie dans l'article 1351 : « la présomption
« légale dispense de toute preuve celui au profit de qui elle
« existe ».

Mais toutes les présomptions légales n'ont pas la même efficacité : en principe elles peuvent être combattues par la preuve contraire qui peut se faire par tous les moyens possibles : ce sont les présomptions *juris tantum*.

Toutefois les présomptions dites *juris et de jure* sont irréfragables, on les reconnaît à ce qu'elles annulent certains actes ou dénie l'action en justice.

Les rédacteurs du Code avaient eu primitivement l'intention de considérer comme irréfragable la présomption de responsabilité qui pèse sur les membres de l'enseignement : l'article 17 du projet permettait au père et au commettant de prouver qu'ils n'avaient pu empêcher le fait dommageable dont ils étaient déclarés responsables. A dessein il ne mentionnait pas l'instituteur. Le texte définitif admis par le Tribunal sans discussion enlève au commettant la faculté de s'exonérer de sa responsabilité et l'accorde à l'instituteur. L'article 1384 porte donc : al. 4 : « Les instituteurs sont responsables du dommage causé par leurs élèves pendant le
« temps qu'ils sont sous leur surveillance. »

« Al. 5 : la responsabilité ci-dessus a lieu à moins que les...

(1) Jossierand : *Cours de droit civil positif français*. II. 247, p. 116.

« instituteurs ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait
« qui donne lieu à cette responsabilité. »

Ainsi l'article 1384 4° a seulement pour but de déplacer la charge de la preuve : c'est à l'instituteur de prouver qu'il n'a pu empêcher le fait de son élève. La Cour de Caen (1) a remarqué qu'il n'a pas à prouver l'impossibilité absolue, qu'il suffit de prouver l'impossibilité de prévenir l'acte et de s'y opposer : l'instituteur ne peut être tenu pour responsable du coup de pied qu'un élève donne à un camarade au cours d'un jeu inoffensif. La preuve de l'impossibilité d'empêcher l'accident est faite notamment quand à la suite d'une dispute entre enfants au cours du jeu inoffensif des barres, l'un des joueurs qui regagnait son camp a, tout à coup et sans que rien en puisse faire prévoir son geste, lancé un caillou sur un camarade, caillou qui a atteint à l'œil un autre joueur (2).

D'autre part un directeur d'école ne peut être déclaré civilement responsable d'un délit de coups volontaires commis par l'un des élèves dans l'intérieur de l'école par un ou plusieurs camarades lorsqu'il est établi qu'il a rempli tous ses devoirs de bonne direction, qu'il s'est trouvé dans l'impossibilité de prévoir les coups par suite de la rapidité imprévisible avec laquelle ils ont été assénés, si l'instituteur a pris toutes les précautions qui sont humainement et raisonnablement possibles de prendre pour empêcher l'accident en question.

Le directeur d'un pensionnat échappe à l'action en responsabilité du chef de l'article 1384 4° lorsqu'il démontre que son établissement est tenu avec soin, que le règlement porté chaque année à la connaissance des élèves défend, avec menaces de punition, de lancer des pierres même sous

(1) Caen, 7 mai 1905, droit, 16 déc. 1905.

(2) Civ. Thonon, 25 mars 1932. G. T. 95 janv. 1933.

prétexte d'amusement et qu'enfin au moment où le fait s'est produit inopinément et sans pouvoir être prévu, trois surveillants étaient préposés à la garde des élèves (1).

Le Juge de paix de Rugles refuse toute indemnité au père de l'enfant blessé par un camarade « attendu que l'instituteur est déchargé de cette présomption de faute s'il est établi que l'acte dommageable a été commis avec une rapidité telle que, par son caractère imprévu il devait nécessairement échapper aux regards les plus attentifs et déjouer la surveillance la plus active, attendu qu'il résulte des explications mêmes du demandeur que le 14 septembre 1933 à Rugles, pendant la récréation, dans la cour du Patronage, son fils Rémi fut heurté en jouant par un petit camarade ce qui le fit tomber, qu'il en résulta une fêlure du tibia.

« Qu'ainsi qu'il n'est pas douteux que le préposé chargé de la surveillance des enfants pendant la récréation ne pouvait prévoir un accident dans de telles conditions et se trouvait dans l'impossibilité manifeste de pouvoir l'empêcher malgré la surveillance qu'il devait exercer étant donné la rapidité d'exécution et sa spontanéité » (2).

Tout récemment, le 25 juin 1936, la Chambre des requêtes après délibération en la Chambre du Conseil rejette un pourvoi formé contre un arrêt de la Cour de Montpellier qui a déclaré irresponsable le directeur d'une école libre dont l'un des élèves a eu une fracture du bras en sautant à la corde, le jeu qui a été l'occasion de la chute n'ayant jamais été interdit aux enfants et ne présentant aucun danger, d'autant plus que l'accident ne se serait produit qu'à raison du fait

(1) Paris, 31 mai 1892. D. 1893, 2.940.

(2) Aff. Patronage Laïque de Rugles c/ Cie, inédit, donné par La Pater-nelle.

de la victime ou d'un mouvement inattendu et imprévisible, que les enfants qui tenaient la corde avaient pu imprimer à celle-ci.

Par contre la Cour de Chambéry ne considère pas comme un cas fortuit imprévisible le fait qu'un enfant marchant dans une pente met en mouvement des pierres qui, en roulant, occasionnent des accidents à des personnes se trouvant en aval (1).

L'instituteur ne peut, naturellement, être déclaré responsable du dommage provoqué par ses élèves lorsque ce dommage est dû uniquement à la faute de la victime, ou d'un tiers. Mais lorsque leur faute prouvée n'est pas la seule cause du dommage, l'article 1384 4° alinéa s'applique. Notamment l'instituteur n'encourt pas de responsabilité vis-à-vis de la victime de l'un de ses élèves, sauf toutefois si l'élève a pu conserver une arme à feu par suite du défaut de surveillance (2).

L'absence de l'instituteur peut-elle être considérée une circonstance exonératoire de responsabilité, en admettant que cette absence soit légitime et en raison d'un juste motif ?

« Si cette absence est nécessaire, écrivent MM. Mazeaud, « elle doit être considérée de toute évidence comme caractérisant l'impossibilité d'empêcher l'accident, c'est le cas « fortuit exigé par le droit commun pour libérer l'auteur du « dommage de toute responsabilité. »

Le fait par l'instituteur d'être absent même pour une cause légitime ne peut, à notre avis, l'exonérer de la présomption de responsabilité édictée par l'article 1384 4° ; le fait de laisser des élèves sans surveillance est une faute. Le directeur d'un établissement privé doit pourvoir à son rem-

(1) Chambéry, 20 janv. 1937, D. H. 1937, p. 195.

(2) Civ. 1890, D. 1890, I, 145.

placement pour le cas où il est obligé de s'absenter, ses préposés le remplacent et s'il n'a pas de préposé il commet une imprudence car il a dû prévoir l'hypothèse d'une absence légitime (1).

Il ne suffit pas pour écarter sa responsabilité, qu'il n'ait pu empêcher le dommage ; si la victime prouve une faute, précise de sa part, antérieure au dommage, l'article 1384 4° ne s'applique pas mais la responsabilité de droit commun édictée par les articles 1382 et 1383 est mise en jeu.

Il semble, conformément au droit commun que la Cour de Cassation puisse apprécier si les faits, légalement constatés sont une excuse de même que par ailleurs elle a qualité pour dire si un fait peut être qualifié de faute.

Lorsque la présomption de l'article 1384 4° est ainsi écartée, la victime a toujours le droit de demander une réparation à l'auteur du dommage, c'est-à-dire à l'élève, mais elle ne peut mettre en cause le père de l'élève, la responsabilité de ce dernier cesse dès que les conditions nécessaires pour faire naître celle de l'instituteur sont réunies. Tel est le cas, l'instituteur ayant seulement paralysé l'action en responsabilité intentée contre lui à l'aide d'une exception fondée sur l'alinéa 5 de l'article 1384.

Le législateur favorise déjà la victime en la dispensant de preuve et en chargeant l'instituteur, il lui accorde par là même une garantie dans une certaine mesure. Il ne peut accabler l'instituteur ni lui imposer une vigilance telle qu'elle empêcherait de sa part toute autre occupation, lui ferait interdire à ses élèves tout jeu et tout exercice. L'instituteur joue un rôle dont l'utilité sociale est indiscutable. Si la responsabilité qui lui incombe est trop lourde, il ne

(1) Cpr. Civ. Bourg, 13 mars 1936, 779.

pourra ni ne voudra assumer une tâche souvent pénible et ingrate. Cette faculté de s'exonérer donne à la présomption de l'article 1384 la souplesse nécessaire. Il ne faut pas oublier que cette responsabilité est au cours d'une évolution et par là même pas toujours bien définie. Il y a des périodes de tâtonnement, d'hésitations à avancer dans la voie d'un élargissement progressif de cette notion.

Il est curieux de comparer notre jurisprudence avec les décisions des Tribunaux belges qui se montrent beaucoup plus favorables à l'instituteur et lui permettent assez facilement d'échapper à la responsabilité édictée par l'article 1384 4°. Aussi la Cour de Bruxelles considère qu'il prend toutes les précautions utiles lorsqu'il surveille les élèves d'une autre pièce (1).

(1) Bruxelles, 1^{er} juillet 1934, *Bulletin des Assurances*, 1931, 839.

CHAPITRE DEUXIÈME

Que faut-il entendre par l'instituteur dans l'article 1384

L'article 1384 était encore, dans l'état de notre droit, antérieur à la loi du 5 avril 1937 un texte d'exception, ses dispositions auraient dû être l'objet d'une interprétation restrictive. Pourtant il est unanimement admis que le texte ne met pas en jeu la responsabilité de l'instituteur primaire seul, tout au plus discute-t-on sur les limites de l'extension du texte primitif.

Sans doute le droit pose des règles que les juristes doivent interpréter suivant une logique rigoureuse et en tirer toutes les conséquences qui en découlent, mais avant tout le droit est une règle de conduite pour les hommes vivant dans un état social déterminé ; lorsque les règles posées par le législateur ne concordent plus exactement avec cet état social, il y a une période où, avant d'édicter de nouvelles mesures adéquates à l'état social, on hésite à abandonner les anciennes, on ne voit pas toujours la fissure qui va en s'élargissant et qui sépare peu à peu la théorie de la pratique. La doctrine et la jurisprudence s'efforcent de faire concorder les textes précis avec les nécessités sociales en leur donnant une interprétation plus large que ne le voudra la logique. Le texte écrit se survit à lui-même : il n'est modifié que lorsque la jurisprudence et la doctrine ont complètement terminé leur œuvre d'adaptation aux idées nouvelles,

lorsqu'il sera absolument impossible d'expliquer les solutions de la pratique avec les dispositions même très largement interprétées du texte primitif.

En ce qui concerne les instituteurs privés nous nous trouvons précisément au stade où les termes de la loi ne correspondent plus exactement avec les solutions pratiques où l'on commence à se douter de l'insuffisance de l'article 1384. La Société telle qu'elle est organisée doit assurer à la victime de tout dommage une réparation le plus souvent possible. Le législateur a édicté toute une série de responsabilités pour autrui qui, en 1804, permettaient à la victime d'obtenir presque toujours cette réparation.

De nouvelles situations se sont créées, les hypothèses prévues par l'article 1384 sont apparues notoirement insuffisantes. Les juristes cherchent à leur donner un champ d'application le plus vaste possible. La jurisprudence est déjà parvenue, pour certaines responsabilités, à un résultat très marqué, mais en ce qui concerne l'instituteur elle a été moins hardie, retenue par l'utilité sociale indiscutable de son rôle à notre époque.

SECTION PREMIÈRE

Travaux préparatoires

A l'époque de la rédaction du Code Civil, le mot « instituteur » n'avait pas la signification restreinte que nous lui attribuons aujourd'hui. Loin de vouloir désigner les seuls instituteurs primaires, il englobait tous ceux qui donnaient un enseignement quelconque, on en trouve la preuve certaine dans l'article 4 du décret du 29 Frimaire 3 Nivose an II : « les citoyens et citoyennes qui se vouent à l'enseigne-

« ment de quelque art ou science que ce soit, sont désignés
« sous le nom d'instituteur ou d'institutrice »(1).

Les rédacteurs du Code ont précisé, dans leurs travaux préparatoires les caractéristiques de la fonction d'instituteur. Bertrand de Grénille, dans son rapport du Tribunal du 16 Pluviose an XII explique : « le projet rend le père et la
« mère, après le décès du mari, responsables du tort causé
« par leurs enfants mineurs. Cette obligation se rattache à la
« puissance de l'autorité que la loi accorde aux parents sur
« leurs enfants en minorité ; aux devoirs qu'elle leur impose
« pour la protection de leur éducation à la nécessité où ils
« sont de surveiller leur conduite... la même garantie, ajoute-
« t-il, est prononcée par l'article 17 (1384 du Code Civil) du
« projet contre les instituteurs et artisans pour les dommages
« causés par leurs élèves pendant le temps qu'ils sont sous
« leur surveillance ; en voici la raison : c'est que les institu-
« teurs ou artisans remplacent alors les parents, c'est que la
« loi leur délègue une portion d'autorité suffisante pour rete-
« nir les enfants et ouvriers qui sont sous leur direction dans
« les bornes de la circonspection et du devoir, c'est qu'ils doi-
« vent à ces enfants de bonnes instructions et c'est enfin
« qu'ils ont la faculté de renvoyer ceux d'entre ces enfants
« qui leur paraissent pervers ou incorrigibles » (2).

Dans l'esprit des rédacteurs il faut donc, et c'est suffisant pour être instituteur, donner un enseignement quelconque, participer à l'éducation de l'élève, en avoir la surveillance et avoir librement occupé une telle mission.

(1) Mazeaud, tome I, n° 792, p. 698, précité.

(2) Loche, T. XIII, p. 41-42.

SECTION DEUXIÈME

A quelles conditions est-on instituteur d'après la doctrine ?

D'après la rédaction du Code Civil, le mot « instituteur » a été entendu dans un sens plus ou moins large ; nous retrouvons dans la doctrine trois conceptions de cette notion « instituteur », trois théories sur les caractéristiques qui permettront de délimiter le champ d'application de la présomption de l'article 1384 4°.

Sourdat (1) admet l'extension du terme « instituteur » à tous ceux qui ont la garde de l'enfant, à un autre titre mais dans des conditions semblables et d'une façon suivie... « La « présomption légale, ajoute-t-il, en vertu de laquelle les personnes énumérées dans l'article 1384 sont déclarées responsables du fait d'autrui, ne peut être étendue à une classe « différente de celle qui y est taxativement indiquée que lorsqu'il y a non seulement analogie mais assimilation complète « quant au fond des choses. »

Planiol est également pour une interprétation rigoureuse, les présomptions étant toujours de droit étroit (2).

Malheureusement ces deux auteurs ne précisent plus les traits qui caractérisent un instituteur ; il est probable, puisqu'ils sont pour une interprétation rigoureuse, que comme MM. Mazeaud ils considèrent comme instituteur quiconque donne un enseignement tout en étant chargé de la surveillance de l'élève.

La nécessité de l'enseignement, pour ces auteurs, ressortirait des termes mêmes employés par le législateur qui nous parle d'instituteurs et d'élèves ; aussi, est-il inexact de

(1) Sourdat. T. II, n° 877 bis. *Traité de droit civil*.

(2) Note D. P., 1892, I. 5.

prétendre étendre le domaine de l'article 1384 4° aux personnes qui ne donnent pas d'enseignement alors même qu'elles auraient un devoir de surveillance : par exemple une société sportive, à moins toutefois qu'elle ne place des moniteurs auprès de ses membres et qu'il s'agisse d'un sport comme l'équitation, nécessitant l'acquisition d'une science par le débutant (1). Dans ce cas on considère la société sportive comme commettant du moniteur, c'est-à-dire d'un instituteur, car il n'est pas nécessaire que l'enseignement émane de la personne même poursuivie en vertu de l'article 1384 4°. Ce sera le cas du directeur d'une institution qui ne fait pas de cours ou même du surveillant d'internat, car l'un et l'autre jouissent, sur les élèves, d'une autorité donnée par l'enseignement que reçoivent ces derniers. Cet enseignement sera compris très largement : il n'est pas nécessaire qu'il se rapporte à la culture générale, il peut être professionnel ou même consister dans la technique d'un sport, et le moniteur de conduite automobile, comme le directeur d'un centre d'entraînement de pilotes d'avions sont des instituteurs. Peu importe la durée de l'enseignement, « la loi, en limitant expressément la responsabilité de l'instituteur au temps pendant lequel les élèves se trouvent sous sa surveillance, montre bien que celle-ci peut être simplement temporaire » (2).

Peu importe que cet enseignement soit à titre gratuit ou à titre onéreux, on peut le regretter, mais la loi ne distinguant pas, on est obligé de l'admettre. « Les uns et les autres, disent MM. Mazeaud (3), en parlant des instituteurs bénévoles et salariés, tirent de leur enseignement l'autorité

(1) Mazeaud, précité.

(2) Baudry et Barde, T. III, n° 2088 contra.

(3) T. I, n° 800, précité.

« qui fonde la responsabilité spéciale de l'article 1384 et peut-
 « être les premiers trouvent-ils, dans leur abnégation même,
 « une autorité morale plus grande que celle dont jouissent
 « les seconds. »

Toutefois, l'article 1384 ne s'applique pas aux patronages, colonies de vacances et œuvres de même nature : d'abord la plupart de ces œuvres ne se chargent nullement de donner un enseignement quelconque : elles cherchent à distraire les enfants, à développer leur santé physique et à assurer leur santé morale par le rappel de quelques principes religieux. Il y a là éducation, mais non pas enseignement (1). Du reste, même si cette œuvre donne un enseignement véritable, ce n'est pas le fait de sa gratuité qui est un obstacle à l'application de l'article 1384 ». Le Législateur n'a certainement entendu viser que ceux dont la fonction principale, dont la mission, comme l'écrit M. Demogue, est d'enseigner. Tel n'est pas le rôle des œuvres charitables qui se contentent de donner un enseignement d'une manière tout à fait accessoire » (2). Tous ceux dont le but principal est de distraire ou d'éduquer et non d'instruire, doivent échapper à l'article 1384 4°, qu'ils soient ou non salariés.

La garde, ou bien plutôt le devoir de garde, que le fait même de la surveillance est nécessaire pour que la présomption de l'article 1384 4° puisse jouer, ce serait rendre illusoire la portée de ce texte d'exiger pour son application le fait de la garde puisque c'est précisément de son absence que découle la responsabilité. Nul ne conteste la nécessité de la preuve de ce devoir qui est exigé par les termes mêmes de l'article 1384 4° : « les instituteurs sont responsa-

(1) Du reste les partisans de cette théorie se font une idée plus ou moins large de la notion d'éducation et d'instruction : en cas d'échange d'enfants, Mazeaud voit de l'instruction Soudrat de l'éducation.

(2) Mazeaud, précité.

« bles des dommages causés par leurs élèves pendant qu'ils
« sont sous leur surveillance. »

« La responsabilité spéciale de l'instituteur découlant de
« l'autorité que lui donne son élève, la mission d'enseigne-
« ment, il va de soi que cette responsabilité ne peut exister
« que dans le cas où une pareille mission emporte le droit
« de surveillance » (1). Ce devoir de garde consiste à empê-
cher les élèves de nuire à autrui ou à eux-mêmes, peu im-
porte la manière dont cette surveillance est exercée du mo-
ment que le but est atteint, peu importe l'âge du surveillant
s'il remplit bien sa mission. Il doit se conduire comme un
homme très prudent et très avisé, prévenir toutes les consé-
quences fâcheuses prévisibles découlant normalement des
actes des élèves, la moindre négligence, la plus légère
défaillance le constitue en faute. Cette surveillance doit
exister depuis le moment où l'élève pénètre dans l'institu-
tion privée, que ce soit pendant une récréation ou un ensei-
gnement. Elle se prolonge pendant toute la durée du séjour
de l'élève quel que soit l'emploi de son temps (2), du moment
qu'il est en qualité d'élève. Le devoir de surveillance de
l'instituteur existe même pendant les jours de congés (3),
même pendant les promenades organisées par l'instituteur,
et même pendant les vacances s'il reste à l'institution pour
une raison quelconque ; alors, même que les préposés de
l'instituteur qui l'aidaient dans sa tâche sont partis et que,
par suite de circonstances de fait, la discipline en soit relâ-
chée, du moment que ce relâchement de surveillance est
passager par rapport au temps passé par l'élève.

La présence de l'élève qui oblige l'instituteur au devoir

(1) Mazeaud, T. I, n° 803, p. 703, précité.

(2) Contra Mazeaud considère que le fait d'organiser certains jeux où la surveillance de l'instituteur est impossible le constitue en faute.

(3) Décret Impérial 5.11 1811, art. 79.

de surveillance, c'est sa présence en qualité d'élève, c'est-à-dire pour recevoir de l'éducation ou de l'instruction. L'instituteur n'est pas tenu à la moindre surveillance professionnelle lorsque l'élève vient lui rendre visite ou lui faire une commission, ou même lorsqu'il vient, en tant que membre d'une société sportive organisée par l'instituteur, dont il a recruté les adhérents parmi les élèves.

En est-il toujours ainsi et en particulier lorsque les élèves pénètrent dans l'institution en dehors de l'heure réglementaire ?

Si un contrat existe entre l'instituteur et l'élève ou ses représentants et prévoit la question, il n'a qu'à se référer à ce qui a été convenu ; les conventions légalement formées font la loi des parties.

Si le contrat n'a pas prévu cette situation ou si il n'y a pas de contrat préalable, la durée de la surveillance de l'instituteur sera réglée par les usages de l'endroit et du genre de l'institution : s'ils admettent la présence de l'élève en dehors des heures réglementaires, le directeur est censé s'être référé aux usages du moment où il ne les a pas formellement écartés.

Par exemple, le directeur des écoles libres rurales, où en raison de la distance, les élèves restent en dehors des heures de classe et y prennent leur repas de midi qu'ils ont apporté avec eux, doit les surveiller avec autant de vigilance que pendant les heures de présence réglementaire (1).

Enfin si cette question n'est résolue ni par les termes du contrat ni par l'usage, ce qui est une hypothèse plus théorique que pratique, il nous semble que l'instituteur doit être déclaré responsable par le fait qu'il ne s'est pas opposé

(1) Note Waline S. 1899, 2.137.

à l'entrée de son élève. Sa responsabilité est engagée par le fait de l'élève qui a pénétré à son insu dans son établissement.

Non seulement la durée de la surveillance de l'instituteur concorde avec la durée du séjour de l'élève dans l'institution, mais elle s'étend également au temps que l'élève doit y passer. Théoriquement, l'instituteur demeure responsable de son élève pendant les sorties qu'il a autorisées avec ou sans surveillance quand bien même ce serait à la demande des parents (1), de même que pendant les sorties non autorisées de l'élève qui ont lieu à son insu. La surveillance de l'instituteur doit s'exercer également pendant les leçons que donnent des personnes étrangères à l'institution et jusqu'au moment où l'élève est remis à ses parents, soit en mains propres, soit en les avertissant de venir le chercher faute de quoi il ira les retrouver : la responsabilité de l'instituteur prend fin seulement lorsque les élèves ont en fait quitté son institution ; il peut avoir à répondre des accidents causés par ses élèves dans l'escalier au moment de la sortie, sa responsabilité ne cesse que lorsque les élèves sont dans la rue à quelques mètres de lui (2). Toutefois, si le directeur de l'Institution privée se charge de raccompagner les élèves chez eux, sa surveillance subsiste jusqu'au moment et à l'endroit convenu.

La jurisprudence belge est bien moins sévère dans l'appréciation des fautes que l'instituteur peut commettre à l'encontre de son devoir de surveillance (3).

MM. Ripert (4), Esmein (5), Léonce Thomas (6) sont par-

(1) Cour Périgueux, 23 nov. 1926. Sirey, 1927, 2.102.

(2) Riom, 8 août 1898, la loi 1^{er} déc. 1898, sol. implicite.

(3) *Bull. assur.*, 1931, p. 102.

(4) *Revue critique*, 1911, page 144, 1913, page 209.

(5) *Revue critique*, 1927, page 519 et Planiol, T. IV, *Obligations*.

(6) Note sous D. 1912. 2. 385.

tisans d'un élargissement du champ d'application de l'article 1384. Ils considèrent que pour être l'instituteur auquel il est fait allusion dans ce texte, il faut avoir, en outre de la surveillance des élèves le soin de leur instruction ou de leur éducation.

L'éducation consiste dans le développement des facultés physiques, intellectuelles et morales de l'enfant, mais ces auteurs désignent surtout par ce terme l'éducation intellectuelle et morale. L'éducation physique est écartée si elle n'est pas accompagnée de l'éducation intellectuelle ou de l'éducation morale. Du reste, dans tout ce qui constitue l'éducation, l'instruction est une partie essentielle, aucune éducation n'est parfaite sans instruction. Toute instruction est en fait une éducation, car même entendue dans le sens le plus étroit et le plus rigoureux, elle exercera toujours sur la direction morale de celui qui la reçoit une telle influence qu'il y aurait absurdité à dire qu'elle ne contribue en rien à son éducation (1). Le R.P. Gillet résume la situation dans une expression précise : « l'éducation est complémentaire de l'instruction ».

Nous déduisons de cette formule que l'éducation et l'instruction sont en étroite dépendance et que, cependant, elles ne doivent pas être confondues. Aussi est-il normal d'étendre la qualité d'instituteur à ceux qui assument la garde et l'éducation de l'élève. Du reste, en fait, la plupart des instituteurs privés réclament hautement la participation à l'éducation de l'élève. « C'est enlever au professeur ce qui « fait la dignité morale de sa tâche que de le décharger de la « formation morale » (2). L'autorité morale tirée de l'éduca-

(1) R. P. Dumas, Congrès juris. cathol., Lyon 1885, rapp. Robez Pagillon, *Le Contrat d'éducation*, p. 42.

(2) Ferry, rapport. P. Pagillon, *Le Contrat d'éducation*.

tion est bien supérieure à celle qui découle d'un simple enseignement.

Cette opinion admet que les patronages et colonies de vacances s'occupant de l'éducation des enfants qui les fréquentent sont compris dans le terme « instituteur ».

MM. Lalou et Delpech élargissent considérablement cette expression en l'appliquant à quiconque se charge de la garde de l'élève sans aucune autre condition.

Toutefois M. Lalou (1) exclut de la notion d'instituteur les œuvres de bienfaisance ayant un caractère gratuit, il doit y avoir une sorte de risque accepté par les familles qui bénéficient de la gratuité de l'œuvre et ne sauraient exiger une garantie.

M. Delpech (2) arrive au même résultat en faisant remarquer que de nombreuses considérations, notamment dans les colonies de vacances, entraînent un relâchement de surveillance de la part de l'instituteur et des disciplines de la part de l'élève.

Malgré cette restriction, cette notion reste trop large pour être admise. Une des meilleures raisons de la repousser vient de ce qu'une telle extension est dépourvue d'utilité. Dès lors qu'une personne assume la garde d'une personne, elle est en faute si elle n'empêche pas la personne surveillée de commettre un dommage.

Nous ne pouvons admettre non plus l'opinion qui restreint le terme « instituteur » à ceux qui sont tenus au devoir de surveillance et d'enseignement : la loi ne peut faire de distinction entre celui qui a pour fonction d'enseigner et celui qui instruit à titre accessoire alors que l'autorité est indéniable.

(1) Lalou : *Responsabilité civile*.

(2) N.S. 1918, 2. 9.

SECTION TROISIÈME

Interprétation du terme « Instituteur » par la jurisprudence

Les Tribunaux ayant à juger des cas pratiques ne se sont pas toujours conformés à la notion de l'instituteur telle que la concevaient les rédacteurs du Code. Certaines institutions inconnues au début du XIX^e siècle se sont créées et développées. Leurs dirigeants ressemblant plus ou moins aux instituteurs prévus par le Code, la jurisprudence a dû décider si la présomption de responsabilité pour le dommage causé par ses élèves s'appliquait à leur cas. Ses décisions ont admis un élargissement progressif de la notion d'instituteur, devant les solutions de plus en plus hardies il devient difficile de prévoir le terme de cette extension. Certains (1) distinguent même dans cette impulsion un courant analogue à celui qui, au cours de ces années passées a, et à propos du gardien des choses inanimées, érigé en principe général la présomption exceptionnelle à l'origine édictée dans l'article 1384 1^o.

Il n'a jamais été mis en doute que ce terme englobe aussi bien les membres du corps enseignant primaire que les professeurs secondaires. La Cour de Besançon (2) ne trouve pas nécessaire de motiver la décision rendant le principal d'un collège responsable de la blessure causée au moyen d'une cartouche chargée de poudre à l'un de ses élèves, par un camarade qui, au cours d'exercice militaire, au collège, mais sous la direction d'un adjudant, aurait pu se la procurer par suite du défaut de surveillance. Elle se contente d'affirmer, tant cela paraît évident, que le principal d'un

(1) Savatier, D.H. 1933, p. 52.

(2) 30 juillet 1884, S. 85.2.44.

collège devant être assimilé à un instituteur est responsable du dommage causé par l'élève soumis à sa surveillance.

Mais les membres de l'enseignement supérieur ne sont pas compris dans ce terme ; la Cour d'Angers n'a pas rendu responsable d'un dommage causé à une étudiante, celui qui dirige les travaux pratiques, parce qu'il n'a pas la surveillance des étudiants qui peuvent sortir à leur gré. « Attendu qu'il résulte de l'article « 1384 al. 6 que deux conditions « doivent être remplies pour être instituteur au terme de « ce texte : donner un enseignement et avoir la surveillance « de l'élève ».

La personne qui, suivant l'usage reçu dans certaines localités, telles qu'en Alsace, a reçu chez elle l'enfant mineur d'un autre individu pour lui apprendre l'allemand, tandis que le sien, chez ce dernier, apprenait le français, est civilement responsable du dommage causé par voie de fait du susdit enfant mineur (1).

Dans un cas analogue, le prêtre à qui l'on a confié un enfant dans le but de lui parfaire son éducation, et qui assure à son élève la nourriture et une chambre dans l'immeuble qu'il habite lui-même, est civilement responsable des dommages causés par cet enfant (2).

Le directeur d'un établissement pénitentiaire est également considéré comme un instituteur. « Attendu que la loi « a entendu, par instituteur, toute personne chargée d'une « manière permanente, à quelque titre que ce soit, de l'édu- « cation ou de la surveillance des jeunes gens ; attendu que « l'acte d'autorité qui a eu pour effet d'enlever au père de « famille la garde et la surveillance de son fils lui a subs-

(1) Colmar, 14 juin 1830. S. 1830, 2.192.

(2) Trib. Cor. Périgueux, 23 nov. 1926. S. 1927, 2.102.

« titué en même temps une autre personne entre les mains
« de laquelle cette garde et cette surveillance ont passé ».

Le directeur de cet établissement pénitentiaire se trouve, en fait, investi de cette garde et de cette surveillance dont l'existence entre les mains suffit pour fonder, à son égard, le principe de la responsabilité civile du fait de ses élèves (1).

Le principe posé par le Tribunal de Bar-sur-Aube généralise la solution admise précédemment dans un cas similaire par la Cour de Grenoble, mais où l'analogie stricto sensu était plus marquée. Il s'agissait d'un prêtre, directeur d'une maison paternelle (2) où l'on donnait un enseignement primaire, secondaire et professionnel soit à des enfants ayant donné, à des points de vue divers, des sujets de mécontentement à leurs familles, et placés là par elles sans aucune formalité judiciaire, soit à des sujets arriérés ou irresponsables, soit à des jeunes vagabonds, vicieux ou insubordonnés, soit encore à des enfants moralement abandonnés, envoyés par l'Assistance publique, par des administrations publiques ou hospices.

Ce prêtre, et c'est là une autre différence avec l'espèce soumise au Tribunal de Bar-sur-Aube ; agissait dans un but désintéressé. La Cour de Grenoble avait déclaré ce prêtre instituteur « attendu que le caractère en grande
« partie professionnel d'un enseignement ne saurait être de
« nature à enlever, au chef de la maison où cet enseigne-
« ment est donné, la qualité d'instituteur. Le fait d'avoir
« des élèves pervers, incorrigibles n'empêche pas qu'il soit
« instituteur quoique dans des conditions plus difficiles ». Ces établissements pénitentiaires sont des maisons d'éduca-

(1) Paris, 15 juin 1904. D. 1905, 5.2.

(2) Grenoble, 20 déc. 1901. Sirey 1905, 2.125.

tion au premier chef puisque leur but est de redresser des enfants vicieux et sont, pour employer le terme officiel, « des écoles de redressement », aussi les obligations de leurs directeurs sont les mêmes que celles des établissements d'éducation et d'instruction.

Dans cette dernière espèce il y a une circonstance particulière qui la différencie de la précédente. Le directeur agit dans un but désintéressé. Cette circonstance n'a pas diminué sa responsabilité : « Attendu, ajoute la Cour, que si les « fondateurs n'ont jamais été animés d'un esprit de lucre « mais comme d'ailleurs la plupart des fondateurs d'éta- « blissements libres par les mobiles les plus élevés et les « plus désintéressés, mais que les actions les plus louables « et les plus dignes d'admiration ne doivent pas échapper « aux règles de droit commun ; selon l'expression de M. De- « mogue », il est d'un intérêt social évident de laisser au chef de l'établissement de cette institution l'intégralité de la responsabilité car les plus nobles intentions ne peuvent constituer à l'égard des tiers une garantie suffisante entre les conséquences du relâchement de surveillance.

Cette solution a conduit la jurisprudence à examiner de nombreuses espèces présentant une analogie plus ou moins grande concernant principalement les patronages et colonies de vacances. Deux caractères particuliers de ces institutions permettent le doute : leur caractère de gratuité, et le fait que leurs directeurs ne participent pas directement à l'instruction de ceux qui les fréquentent.

Les tribunaux se montrent hésitants à l'extrême sur le point de savoir s'il faut comprendre le directeur de telles institutions dans le terme d'instituteur : en cette matière particulièrement, des conditions de fait ont une répercussion profonde sur le point de droit énoncé d'une façon générale.

Les juges assimilent à l'instituteur le directeur d'un patronage ; il est responsable de la fracture du crâne d'un enfant qui fréquentait son patronage et qui a été poussé violemment par ses camarades dans l'escalier (1), de même l'abbé qui conduit des enfants à un patronage où ils jouent aux gendarmes et au voleur, tombe également sous le coup des dispositions de l'article 1384 4° lorsqu'au cours du jeu un enfant blesse un camarade.

« Cette interprétation extensive aurait pu compromettre le développement heureux de certaines œuvres charitables », dit M. Ripert, exprimant ainsi les craintes de l'opinion générale ; poussé par cette considération, les juges de première instance admettent que l'œuvre de bienfaisance qui se charge de garder un enfant, soit gratuitement, soit moyennant une rémunération modique, ne peut être tenue d'exercer la même surveillance que celle que doivent exercer les instituteurs, « en droit, déclarent-ils, l'article 1384 n'est pas applicable à des œuvres de charité ». La Cour de Paris (2), à qui le jugement fut déféré, n'a pas pris parti formellement sur ce point. Il semble pourtant, à contrario, qu'elle repousse l'idée de la limitation de la responsabilité puisqu'elle fait intervenir, pour motiver l'irresponsabilité de la colonie de vacances, l'impossibilité démontrée d'empêcher l'accident (3).

La Cour de Grenoble s'est nettement prononcée pour la non assimilation à un instituteur d'une personne qui, dans un but charitable, accepte gratuitement et bénévolement, avec le concours de jeunes filles agissant également de bonne volonté, de garder et de faire promener, les dimanches

(1) Civ. Seine 3 nov. 1897, C.P. 1897, 1.748.

(2) Req. 9 juin 1907. D.P. 1907. 1.479.

(3) D.P. 1913, 2.278.

et jeudis, des enfants risquant d'être abandonnés à eux-mêmes. « Attendu qu'il est encore à observer que l'appelante ne remplissait nettement dans les circonstances le rôle d'institutrice prévu par l'article 1384, qu'elle aurait simplement accepté à titre gratuit et avec le concours de jeunes filles de bonne volonté de garder et faire promener quelques heures, les jeudis et les dimanches, certains enfants et que si elle rendait service aux familles, elle n'était pas investie, surtout à l'état permanent, d'aucune délégation proprement dite de la puissance paternelle » (1).

Le Tribunal civil du Havre déclare que le mot « instituteur », employé par l'article 1384, ne peut s'appliquer qu'aux personnes qui, par leur profession, se chargent de l'instruction et de l'éducation des enfants. Aussi est irresponsable de l'accident causé, au cours d'une promenade, par un enfant à un autre, le prêtre, directeur d'un patronage, qui gratuitement ou moyennant quelques libéralités, réunit aux jours de congés scolaires les enfants que leurs parents envoient auprès de lui ou de ses préposés dans le but principal de leur faire prendre des distractions et leurs ébats en plein air. Cette décision est portée en appel devant la Cour de Rouen qui la réforme et accorde la qualité d'instituteur à toute personne qui se charge, à quelque titre que ce soit, même par pure bienfaisance, de la garde de l'enfant d'autrui et en particulier au directeur d'un patronage dont la mission est de soustraire les enfants aux dangers de la rue et de compléter, en même temps, leur éducation (2).

(1) Grenoble, 10 octobre 1916. G.T. 1917, 2.178.

(2) Rouen, 5 novembre 1924.

La Cour de Caen applique également ce principe au directeur d'un patronage alors qu'un accident a été causé par un des enfants sous sa surveillance à un camarade (1).

Le Tribunal de Paix de Rugles affirme, le 19 décembre 1934, que « la qualité d'instituteur, au sens du texte appartient à toute personne qui se charge, à quelque titre que ce soit, même par pure bienfaisance, de l'éducation ou de la surveillance des enfants d'autrui, qu'il en est ainsi pour les sociétés des Patronages qui tendent principalement à la sauvegarde des enfants ou leur éducation morale (2).

Le Tribunal de Bourg (3) partisan d'une opinion plus restrictive déclare : « attendu par l'application de l'article 1384, « qu'il ne paraît pas possible en droit de décider que la présomption des responsabilités qui pèse sur l'instituteur « puisse être étendu au directeur d'un patronage dont la mission est de soustraire des enfants aux dangers de la rue les « jours de congés et compléter l'œuvre d'éducation de l'école ».

Par l'application à cet article il faut, d'une part, donner un enseignement et, d'autre part, que l'élève soit sous la surveillance de celui qui donne l'enseignement.

La Cour de Chambéry, au contraire, estime que les personnes chargées de la surveillance des enfants d'une colonie de vacances doivent être considérées comme ayant la qualité d'instituteurs au sens de l'article 1384 du Code civil... Les enfants sont soumis à des disciplines qui ont pour but, en outre de leur développement physique, la culture de leur intelligence et leur formation morale par des lectures, des causeries, des exercices de musique et de chants. En consé-

(1) Caen, 28 janv. 1926. D.P. 1927, 2.123.

(2) Aff. Patronage Laïc de Rugles c/ Compagnon.

(3) 3 mars 1936. G.P. 1936, 1.779.

quence l'administration de la colonie de vacances est présumée responsable de « l'accident » causé à un élève (1).

Ces hésitations et ces fluctuations de la jurisprudence sont d'autant plus remarquables que la notion d'instituteur était déjà étendue considérablement au point de qualifier ainsi la femme qui se charge de la garde d'un enfant moyennant salaire (2), le directeur d'un établissement d'aliénés. De même le directeur d'une maison de santé, qui a reçu dans son établissement un jeune homme détenu pour dette et s'est formellement chargé de sa garde est rendu responsable de l'évasion de son pensionnaire à l'égard de ses créanciers (3). La raison s'en trouve dans l'opposition de deux idées contraires sur l'une desquelles se fondent les arrêts cités ; la plus ancienne veut qu'on ne soit pas rendu responsable à raison de son dévouement, les parents et les enfants ne sauraient exiger de garantie de ceux qui leur procurent déjà gratuitement de nombreux avantages, l'autre veut que toute personne subisse les conséquences de son activité en raison des profits qu'elle en tire : ces profits pouvant très bien ne pas être matériels, se trouvent dans les œuvres de bienfaisance sous la forme de satisfactions morales.

A tout autre point de vue et sans aucune hésitation la jurisprudence admet que celui qui donne des leçons de conduite automobile est un instituteur et le rend, en principe, responsable des dommages causés par l'apprenti chauffeur. En 1920, la Chambre criminelle de la Cour de Cassation met à la charge du mécanicien, en raison du rapport d'autorité et de subordination qui existe entre lui et l'auteur de l'accident au moment où celui-ci s'est produit, la responsabilité des

(1) Chambéry, 20 janv. 1937. D.H. 1937, p. 195.

(2) Req. 22 juillet 1891. D.P. 1892 1.5.

(3) Paris, 6 juillet 1879. D.P. 72.2.153.

suites de l'accident causé par un valet de chambre apprenant à conduire sous sa direction et sa surveillance exclusive (1). Depuis cette date elle maintient toujours que la responsabilité incombe, en principe, au moniteur qui accompagne, dirige et surveille et que cette responsabilité ne saurait fléchir que dans le cas de refus volontaire d'obéissance de l'apprenti chauffeur, d'une résistance volontaire de sa part (2).

Toutefois et dans des circonstances bien spéciales il est vrai, le Tribunal correctionnel de la Seine a conclu à la non application de la présomption de l'article 1384 4° alors qu'au cours de l'épreuve du permis de conduire le candidat effectuant une marche arrière cause, par maladresse, un accident à un tiers, le professeur ne peut être déclaré responsable s'il assistait à l'examen en simple spectateur, de sorte qu'il n'existait pas le moindre lien de subordination entre le candidat et lui ; quant à l'examineur il ressort implicitement de cette décision qu'il n'est pas considéré comme un instituteur.

La Cour de Paris a même été jusqu'à considérer comme un instituteur le directeur des centres d'entraînement des pilotes civils d'avions mobilisables qui, pour assurer le bon entraînement de ses pilotes civils, s'est engagé à avoir, sur terrain, à chaque séance d'entraînement, un représentant qualifié pilote breveté d'avion ainsi que le personnel nécessaire au bon fonctionnement d'un centre. Rappelant le principe d'après lequel les instituteurs sont responsables du dommage causé par leurs élèves sous leur surveillance ; elle en déduit que c'est cette surveillance qui fonde la responsabilité et, ajoute-t-il, le mot « instituteur » doit être interprété largement s'appliquant à toute personne sous la surveillance

(1) Crim. 24 juillet 1920. D.P. 1921, 1.30.

(2) Crim. 25 nov. 1912. Rev. Trim. 1923, p. 773.

de laquelle une autre s'exerce à la pratique d'une science ou de l'art (1).

Devant une si large interprétation du mot on s'est demandé si l'on ne pouvait y faire rentrer les sociétés sportives ; la jurisprudence s'est prononcée presque exclusivement pour leur irresponsabilité des dommages causés par leurs membres. Le Tribunal de Paix de Bordeaux (2) déboute dans sa demande de dommages-intérêts à la société sportive, un père dont le fils a eu la jambe cassée au cours d'une partie parce qu'en droit une société sportive ne peut être recherchée à raison d'un accident survenu à l'un des joueurs au cours d'un jeu ou d'un match par elle organisé que conformément aux articles 1382 et 1383 « et que » cette demande ne saurait trouver fondement dans l'article 1384 4°, s'il est vrai que cet article permet de poursuivre la responsabilité de ceux qui ont à répondre de leurs élèves pendant le temps qu'ils sont sous leur garde, ses dispositions — si largement qu'elles soient interprétées — ne peuvent s'appliquer à un président de société sportive. L'arbitre lui-même ne saurait être tenu de la responsabilité de l'article 1384 4° ; il n'est pas juridique de soutenir qu'il a sous sa garde les équipes qui jouent, il doit simplement veiller à ce que les règles du jeu soient observées et aucun acte de brutalité commis (3). D'autres décisions estiment que ce directeur de société sportive ne saurait être assimilé à un instituteur c'est-à-dire une personne chargée, d'une manière permanente et à quelque titre que ce soit, de l'éducation et de la surveillance d'enfants ou de jeunes gens, les liens qui rattachent l'instituteur à un élève étant tous différents de ceux qui peuvent exister entre les

(1) Paris, 13 oct. 1926. G.P. 1927, 1.86.

(2) Trib. Paix Bordeaux, 23 nov. 1909. D. 1912, 2.389.

(3) Bordeaux, 3 juillet 1910. D. 1912, 2.385.

membres d'une société sportive et le président de celle-ci qui n'est même pas l'éducateur ou le moniteur (1).

A un tout autre point de vue la jurisprudence dans une affaire criminelle qui a fait beaucoup de bruit à son époque a refusé de rendre civilement responsable, en vertu de l'article 1384 4°, le supérieur d'une communauté religieuse d'un crime commis par un membre de la communauté parce qu'il ne tire par son autorité d'un enseignement donné (2).

(1) Valence, 20 mars 1923. G.P. 1923, 2.7.

(2) Mazeaud, T.O. n° 793, précité.

CHAPITRE III

Des autres conditions d'application de la présomption de l'article 1384, 4°

Il est nécessaire, dans l'organisation de l'état social actuel, d'assurer à toute victime une réparation du dommage par elle subi. Pour parvenir à ce but le législateur a édicté une responsabilité incombant, non seulement à l'auteur du fait dommageable, mais encore à une autre personne déclarée civilement responsable. Telle est la situation de l'instituteur privé qui doit réparer les dommages résultant du fait de son élève. Toutefois si la loi préfère en principe la victime à l'instituteur, l'antique notion de responsabilité fondée sur une autre faute de celui sur qui elle pèse n'a pas disparu complètement, et si elle recule de plus en plus devant la notion du risque son influence s'exerce encore. Le législateur ne préfère la victime à l'instituteur que si certaines conditions relatives au dommage à la personne, à l'élève et à celle de la victime se trouvent réunies.

S'il faut assurer une garantie à la victime il est aussi indispensable de ne pas écraser l'instituteur sous le poids d'une responsabilité qui ne peut être que fort lourde. Son rôle d'instituteur d'une utilité indiscutable a jusqu'ici empêché la doctrine et la jurisprudence de l'astreindre à une responsabilité dont le fondement se trouverait dans la notion du risque. Bien au contraire le législateur a reconnu certaines

hypothèses où la personne de l'instituteur est aussi digne d'intérêt que la victime et où il serait arbitraire de lui conférer une responsabilité à raison du fait de ses élèves.

SECTION PREMIÈRE

Le dommage dont l'élève est responsable

« Parmi les éléments constitutifs de la responsabilité civile, le préjudice est celui dont l'existence soulève le moins de discussion. Cette condition apparaît, en effet, comme étant de l'essence de la responsabilité civile. Puisqu'il s'agit de réparer encore faut-il qu'il y ait quelque chose à réparer. C'est par là essentiellement que la responsabilité civile se distingue de la responsabilité morale et de la responsabilité pénale ; la morale frappe le péché sans se préoccuper s'il y a ou non un résultat. Le droit pénal va moins loin ; pour qu'il y ait responsabilité pénale, il faut au moins que la pensée se soit extériorisée, qu'elle se soit traduite dans le domaine des faits, qu'il y ait eu ce qu'on appelle un commencement d'exécution. Mais il n'est nullement nécessaire, du moins en règle générale, que l'exécution commencée s'achève.

« Dans ce cas il y a bien préjudice pour la société parce que dès que l'infraction entre dans la phase de l'exécution elle menace l'ordre social, mais il n'y a pas préjudice au sens où on l'entend ici, il n'y a pas de dommage privé » (1).

Le droit civil au contraire ne considère que ce seul préjudice, la responsabilité n'est plus édictée en faveur de la société mais d'un simple particulier, tant qu'il n'a pas subi

(1) Mazeaud, T. I, n° 208, page 230, précité.

un dommage il ne peut intenter aucune action en responsabilité ; telle est la conséquence de l'adage : « pas d'intérêts pas d'action ».

Le préjudice qui est le fondement de la responsabilité civile de l'instituteur doit être actuel, certain et causé à un moment déterminé, pendant que s'exerce sa surveillance.

Le directeur d'une institution privée n'est pas tenu de réparer un dommage éventuel, ou dont l'existence n'est pas certainé.

Du moment qu'un dommage certain et actuel a été causé par un élève pendant qu'il se trouvait sous la surveillance de l'instituteur, celui-ci en est responsable quelle que soit la nature de ce dommage. La victime a toujours le droit d'obtenir une réparation qu'elle soit lésée dans un droit patrimonial ou non. L'instituteur doit l'indemniser des conséquences d'un vol de son élève ou des dégâts qu'il a pu commettre sur sa propriété (1) à la suite d'un accident d'aviation.

Parfois l'élève frappe la victime dans « la partie sociale de son patrimoine moral », c'est-à-dire plus ou moins lié à un dommage pécuniaire. L'élève qui s'écrit et s'envoie par la poste une carte postale à découvert contenant des imputations de nature à porter atteinte à l'honneur et à la considération d'un tiers et dont certaines expressions ont un caractère injurieux engage la responsabilité de l'instituteur à qui cet élève était confié (2).

Le directeur d'une institution privée répond de toute atteinte que ses élèves peuvent porter à l'intégrité physique d'autrui. Etant donné le genre d'activité professionnelle de l'instituteur qui s'occupe d'élèves généralement étourdis et turbulents, le plus souvent dans la pratique la responsabilité

(1) Lalou, rapporté par Mazeaud, I, n° 293, 316.

(2) Cor. Périgieux, 23 nov. 1926, précité.

de l'instituteur sera mise en jeu à l'occasion de dommages physiques atteignant la personne de la victime. Ces accidents seront même relativement assez fréquents étant donné l'organisation des institutions qui groupent plusieurs élèves généralement portés à se disputer en raison de leur jeune âge et à en venir aux coups. On peut citer, à titre d'exemple, le triste sort d'un enfant bousculé par ses camarades, qui tombe à la renverse dans un escalier et se fracture le crâne ; la blessure à l'œil d'un élève atteint par une pierre lancée par un autre élève (1), l'infirmité contractée par un enfant à la suite de mauvais traitements de ses camarades (2), etc... On a pu remarquer que dans la majorité des accidents il s'agit de blessures aux yeux, la victime est atteinte d'une façon plus ou moins grave entraînant une diminution de la faculté visuelle pouvant aller jusqu'à la cécité complète. Il arrive aussi que l'élève cause un accident entraînant le décès de la victime, l'instituteur doit réparer ce dommage à tous ceux qui sont atteints « dans la partie effective de leur patrimoine moral » c'est-à-dire ceux qui auraient avec la victime des liens de parenté et d'affection.

SECTION DEUXIÈME

L'élève

La responsabilité de l'instituteur étant mise en jeu à la suite du fait de ses élèves il importe de déterminer ceux qu'englobe l'expression « élève ».

Il ressort des traits distinctifs qui caractérisent l'instituteur que l'élève, dans le sens où l'emploie l'article 1384 4°, est celui qui se trouve sous la surveillance de l'instituteur.

(1) Civ. 13 janv. 1890. D. 1890, 1.145.

(2) Paris, 12 nov. 1903, le Droit, 30 janv. 1904.

Toute la question se ramène donc à déterminer ceux que l'instituteur doit garder. La solution la plus simple, que certains ont préconisée, consisterait à considérer comme élèves seulement ceux qui seraient désignés dans le contrat d'éducation intervenu entre l'instituteur et l'élève ou ses représentants. Si tel est le cas, lorsqu'un contrat d'éducation a été conclu de part et d'autre, cette solution n'est pas admissible comme principe général, elle n'explique qu'un cas particulier. L'élève peut être déterminé dans un contrat, mais il y a des hypothèses où en dehors de tout contrat la présomption de l'article 1384 4° s'applique, par exemple lorsqu'un enfant est mis à l'essai dans une institution pour savoir s'il s'y habituera. Cette hypothèse serait explicable à la rigueur à l'aide de la notion d'avant contrat mais cette explication ne pourrait convenir à la situation de l'enfant amené par un camarade dans une œuvre de bienfaisance recevant, gardant et instruisant tous ceux qui la fréquentent même à l'insu de leurs parents. Comme l'écrit très justement M. Demogue, « l'article 1384 rend l'instituteur responsable pour quiconque en fait est élève : l'enfant arrivant mais encore non inscrit, l'enfant objet d'une décision de renvoi que ses parents n'ont pas encore repris, l'enfant trop jeune pour être régulièrement admis, l'enfant recueilli en fait sans contrat régulier ou en vertu d'un contrat annulable. »

« Elle vise l'élève à tout moment même soigné à l'infirmerie ou reconduit à domicile par le personnel de l'établissement » (1).

C'est uniquement une question de fait variant suivant les circonstances qui échappent au contrôle de la Cour Suprême.

(1) Demogue : *Traité des obligations*, T. V, n° 854, p. 44.

La doctrine discute sur le point de savoir si le fait d'être soumis à la surveillance de l'instituteur est seul nécessaire à l'application de la présomption de l'article 1384 4°.

MM. Sourdat et Demogue estiment que l'instituteur ne peut être déclaré responsable à raison des faits d'un élève majeur. Ils prétendent que, si l'article 1384 ne distingue pas, c'est que normalement l'élève est mineur : seuls les mineurs doivent être surveillés, un majeur reste responsable de ses actes, le fait d'être sous la surveillance de l'instituteur ne peut entraîner aucune incapacité, la responsabilité de l'élève majeur doit demeurer entière pour les actes commis « pendant qu'il se trouve sous la surveillance de l'instituteur » ; du reste, ajoutent-ils, les rédacteurs du Code auraient voulu substituer la responsabilité de l'instituteur à celles des parents lorsque ceux-ci se déchargent sur lui de leur devoir de surveillance : la présomption de l'article 1384 4° s'appliquerait donc seulement tant que la présomption de l'article 1384 2° peut être mise en jeu.

Ces arguments n'impressionnent pas beaucoup l'opinion générale de la doctrine : MM. Mazeaud, Josserand, Colin et Capitant affirment que l'âge de l'élève ne peut exercer aucune influence sur l'étendue de la responsabilité de l'instituteur. Sa surveillance est nécessaire aussi bien pour les élèves majeurs que mineurs, surtout lorsque l'enseignement porte sur l'usage d'objets susceptibles d'être dangereux. L'inexpérience de l'élève rend la surveillance obligatoire notamment dans les écoles professionnelles ou pendant les leçons de conduite automobile ou de pilotage d'avion. L'application de la présomption édictée par l'article 1384 4° à l'encontre de l'instituteur ne diminue pas la capacité délictuelle de l'élève ; non seulement la victime peut s'adresser directement à l'élève mais, lorsqu'elle préfère bénéficier de la présomption

de responsabilité imposée à l'instituteur, celui-ci pourra exercer un recours contre son élève. Et surtout ces auteurs invoquent l'argument devant lequel il paraît impossible de ne pas s'incliner, « le législateur a pris soin quand il a visé les « parents de n'envisager que les dommages causés par les enfants mineurs : s'il avait voulu établir la même règle pour les instituteurs comment n'auraient-ils pas employé une formule semblable » (1). Tout en admettant que la majorité de l'élève n'écarte pas en principe la présomption de l'article 1384 4° ils soutiennent qu'en fait « il sera très rare de voir jouer la responsabilité de l'instituteur d'un majeur, le devoir de garde étant bien moindre que pour le mineur » (2).

La jurisprudence n'a pas eu l'occasion de prendre parti catégoriquement, mais étant guidée par le désir d'assurer aux victimes le plus souvent possible la réparation des dommages qu'elles ont éprouvés, elle devait admettre au moins implicitement que la majorité de l'élève n'est pas un obstacle à l'application de la présomption de responsabilité de l'instituteur, elle considère comme des élèves au sens de l'article 1384 du mot : « les pilotes d'avions mobilisables, les apprentis chauffeurs ». Seule une interprétation extensive peut concorder avec la raison d'être de cette responsabilité. L'âge de l'élève n'a pas influé sur le préjudice subi par autrui dont la réparation est la cause finale de la responsabilité de l'instituteur. L'élève est considéré comme l'instrument du dommage et non comme son auteur, tout au moins dans les rapports de l'instituteur et de la victime. Il serait arbitraire et illogique de limiter cette responsabilité suivant l'âge de l'élève, alors que sa personnalité est indifférente, d'autant plus qu'à raison de son âge et de sa force, des instruments dont

(1) Mazeaud, précité, T. I, n° 707.

(2) Mazeaud, id.

il peut avoir l'usage, il est dans une certaine mesure plus susceptible de nuire à autrui, son inexpérience ne lui permettant pas de discerner les imprudences qu'il commet.

L'instituteur tire le même profit à raison de l'exercice de sa profession tant vis-à-vis des élèves majeurs que vis-à-vis des élèves mineurs : ayant les mêmes avantages dans ces deux hypothèses, les charges doivent être réparties de la même manière.

De même, le fait pour l'élève d'être anormal ou vicieux, n'est pas en principe un obstacle à la responsabilité de l'instituteur ; la tâche de l'instituteur est rendue plus lourde par cette circonstance ; aussi, sa responsabilité qui est toujours engagée vis-à-vis de la victime ne lui incombe définitivement que s'il a accepté l'élève en pleine connaissance de cause ; sinon il peut se retourner, en partie tout au moins, contre l'élève ou son représentant, alors même qu'aucune présomption de responsabilité ne pèserait sur ce dernier : il serait personnellement en faute de n'avoir pas averti l'instituteur de l'étendue anormale de sa responsabilité.

Si la personnalité de l'élève n'exerce aucune influence sur l'application de l'art. 1384 4°, il n'en est pas de même du fait de l'élève qui détermine cette responsabilité exceptionnelle : Tous les actes de l'élève ne rendront pas l'instituteur responsable : ce dernier n'a pas à empêcher un acte normal, dut-il avoir des conséquences fâcheuses pour autrui, du moment que l'élève peut opposer à la victime un droit plus fort que celui qu'il a lésé : par exemple l'instituteur ne sera pas responsable des actes commis par son élève en état de légitime défense.

On prétend généralement que la responsabilité de l'art. 1384, 4° ne peut incomber à l'instituteur qu'à raison d'une faute de l'élève : on explique que la faute de l'élève permet

de présumer une faute de l'instituteur et qu'en vertu de cette présomption il y a lieu de le déclarer responsable des conséquences mêmes indirectes de cette faute. Nous croyons plus exact de soutenir que la responsabilité de l'instituteur n'est pas subordonnée à une faute de l'élève, mais selon l'expression de M. Demogue « à un acte illicite ». Tout élément subjectif est écarté, l'acte illicite s'apprécie objectivement ; il est une condition nécessaire à l'existence de la responsabilité de l'instituteur. Si ce dernier doit assurer à la victime une réparation du préjudice subi, il n'y est plus obligé lorsque la cause du dommage est licite. La présomption de responsabilité a pour but de garantir la réparation ; encore faut-il qu'il y ait lieu à réparation. Par contre dès que cette réparation est dûe, c'est-à-dire dès qu'il y a eu un acte illicite d'un élève, l'instituteur est toujours responsable quel que soit le degré de culpabilité de l'élève.

Pour bénéficier des dispositions de l'article 1384, la victime qui se trouve par la même dispensée de la charge fort lourde de la preuve d'une faute de l'instituteur, doit cependant rapporter la preuve que les conditions exigées par l'article 1384 pour l'application de la présomption se trouvent réunies : elle doit prouver que le dommage a bien été provoqué par un élève qui se trouvait sous la surveillance de l'instituteur : c'est ainsi que le juge de Paix du canton sud de Saint-Etienne, le 5 juillet 1932, a refusé d'appliquer la présomption de responsabilité de l'article 1384 4°.

« Attendu que le demandeur n'a pas prouvé par l'enquête
« l'existence des éléments devant entraîner la responsabilité
« de la défenderesse.

« Attendu qu'aucune des personnes entendues n'a été
« témoin oculaire de l'accident, que Mlle X... s'est bornée à
« déclarer notamment qu'il n'existait pas de matériaux de

« démolition dans la partie de la cour de l'école où s'amusaient les enfants et que si comme le curé de X... le déclare des pierres étaient éparpillées dans cette cour, il n'est nullement établi qu'il y ait une relation de cause à cet effet entre la présence de ces pierres.

« Que d'autre part il n'est pas établi que l'accident a été provoqué par le fait d'un autre élève de l'instituteur.

SECTION TROISIÈME

La victime

« Si on examine la conduite de l'auteur, il faut également examiner la conduite de la victime ; la faute du premier crée la responsabilité mais la faute du second la fait disparaître ou l'atténue. Faut-il même parler de la faute de la victime, ne suffit-il pas qu'il y ait de sa part un simple fait qui soit la cause du dommage pour que ce fait détruise le lien de causalité apparent qui rattachait le dommage à la faute commise par le prétendu auteur ? » (1).

La victime peut-elle toujours opposer à l'instituteur les dispositions de l'art. 1384 4° ?

Cette question nous oblige à examiner les diverses hypothèses qui peuvent se produire : un contrat peut être intervenu entre eux : c'est le cas lorsque l'élève se cause à lui-même un dommage ; le point de savoir si l'art. 1384 4° s'applique est discuté. A notre avis il ne saurait y avoir de doute : ce texte impose à l'instituteur une responsabilité pour assurer une réparation ; mais lorsque la victime est en même

(1) Ripert : *Le régime démocratique et le droit civil moderne*, éd. 1936, page 332.

temps l'auteur du dommage, les considérations d'utilité sociale, d'équité qui ont poussé le législateur à charger l'instituteur d'un tel fardeau ne se trouvent plus dans ce cas.

Toutefois l'instituteur ne sera pas pour cela déchargé de toute responsabilité : l'art. 1384 4° ne s'applique pas, c'est entendu, mais la victime ou ses représentants pourront toujours prouver que le dommage est dû à une faute précise de l'instituteur qui a été la cause indirecte mais déterminante du dommage que s'est fait l'élève. Le plus souvent un défaut de surveillance aura permis à l'élève de se blesser, cette faute de l'instituteur aura pour conséquence d'aboutir à un partage des responsabilités suivant le droit commun. Mais il se peut que la faute retenue à l'encontre de l'instituteur soit contractuelle : outre les facilités de preuves, la victime bénéficiera toujours dans cette hypothèse d'une réparation intégrale.

Lorsque l'élève cause un dommage à un camarade, l'art. 1384 s'applique sans aucune contestation, l'élève doit être assuré d'obtenir le plus souvent possible une réparation : sans vouloir résoudre ici la question très controversée de savoir si le contrat d'éducation comporte une obligation de sécurité nous rappelons que la victime bénéficie des dispositions de l'art. 1384 4° ; l'élève a plus que tout autre, besoin de cette garantie, doctrine et jurisprudence n'en ont du reste jamais douté ; l'élève est au premier chef la victime qu'il faut protéger, qui est en droit de compter sur son instituteur pour réparer dans la mesure du possible le dommage qu'il aurait pu empêcher.

Le but du législateur serait manqué si l'instituteur pouvait se prévaloir de la faute de la victime comme la cause d'exonération totale ou partielle, les élèves victimes de dommages causés par leurs camarades ont en effet presque tou-

jours commis une imprudence, la faute de l'élève victime lui est donc imputable, c'est pour cette raison qu'il ne peut s'en prévaloir (1).

Le contrat intervenu entre la victime et l'instituteur n'est pas forcément un contrat d'éducation lorsque la victime de l'élève se trouve être un préposé de l'instituteur ou lorsqu'elle en est complètement étrangère ; lorsqu'elle est un tiers, un pénitus extranei, l'art. 1384 4° trouve son application, mais si certaines considérations interviennent l'étendue de la réparation qui incombe à l'instituteur peut être modifiée. Lorsque les instituteurs établissent que le fait fautif ou non de la victime est la seule cause du préjudice ils seront exonérés de la présomption de la responsabilité, mais c'est une hypothèse plus théorique que pratique, cette preuve étant très difficile à faire.

Le plus souvent les instituteurs établiront que, sans le fait de la victime le préjudice ne se serait pas produit, mais ils ne prouvent pas qu'il en est la seule cause. Si le fait de la victime n'est pas un acte illicite cette dernière a le droit de demander à l'instituteur l'intégralité de la réparation du dommage. Au contraire, si l'accident survenu a pour cause la faute de la victime cette faute produit ses effets ordinaires, elle diminue ou supprime la responsabilité de l'auteur et en même temps de l'instituteur car la faute a un caractère absolu (2).

(1) Mazeaux, D.P. 69, n° 1525, éd. 1930.

(2) Demogue, V.P. 54, éd. 1925.

CHAPITRE IV

La faute de l'instituteur

« Dans le principe la responsabilité subjective a été peu
« refoulée par l'application de règles nouvelles, le principe
« demeure sans doute mais sans qu'il soit le plus souvent
« besoin de l'appliquer ou tout au moins son application n'est
« plus qu'un ultimum subsidium pour le cas où la répara-
« tion ne serait pas assurée par le jeu d'une autre règle » (1).

Malgré l'élargissement du champ d'application de la présomption de responsabilité de l'article 1384 4°, la victime du dommage peut dans certaines hypothèses être obligée de recourir au droit commun des articles 1382 et 1383 pour obtenir la réparation du préjudice subi, elle doit faire la preuve d'une faute précise et personnelle à l'encontre de l'instituteur.

Il en est ainsi, cela va sans dire, lorsque les conditions nécessaires à l'application de l'article 1384 ne sont pas réunies pour une raison quelconque ou que la victime n'a pas fait la preuve que ces conditions se trouvent réunies.

Mais, même si cette preuve est apportée, la victime doit cependant prouver la faute de l'instituteur lorsque celui-ci, se targuant des dispositions de l'alinéa 5 de l'article 1384, prouve qu'il s'est trouvé dans l'impossibilité d'empêcher le dommage.

(1) Ripert : *Le régime démocratique et le droit civil moderne.*

Spécialement sur ce point la Cour de Nancy a décidé que pour être exonéré de sa responsabilité il ne suffit pas à l'instituteur de prouver qu'il n'a pas commis de faute à l'instant précis où s'est produit le fait dommageable, s'il est établi que ce fait a été la conséquence d'imprudence ou de négligence antérieure qui lui sont imputables (1). M. Voirin, dans la note qui accompagne cet arrêt dans la revue *Dijon Nancy Besançon*, fait remarquer que c'est à tort que la Cour s'est basée sur l'art. 1384, la présomption de responsabilité devant disparaître dès qu'il est démontré l'absence de faute : seule la responsabilité personnelle peut être mise en cause d'après l'art. 1382 en prouvant la faute de l'instituteur qui dans ce cas peut être bien antérieure au dommage.

Il y a des intérêts pratiques à éviter cette confusion. « Si
« au lieu de poursuivre le directeur d'école, la victime s'était
« attaqué au maître qui surveillait la récréation, celui-ci
« aurait pu établir son absence de faute sans qu'on puisse lui
« opposer la faute antérieure commise dans l'aménagement
« des cours de récréation ». Suivant la jurisprudence de la Cour de Cassation qui discernait une différence de cause entre l'action fondée sur l'article 1382 et l'action fondée sur l'art. 1384. Jusqu'au décret-loi du 30 octobre 1935 la victime ayant été déboutée conservait d'ailleurs la ressource de faire un nouveau procès en s'appuyant cette fois sur l'art. 1382 sans qu'on put lui opposer l'exception de chose jugée.

« En évoquant la notion de faute, le législateur s'est référé
« à une des notions les plus vagues et les plus fuyantes qui
« existent dans l'ordre juridique ; c'est à dessein qu'il est res-
« té dans l'imprécision, il s'est contenté de poser un principe

(1) *Re Dijon-Nancy-Besançon*, 1933, p. 142.

« et il s'est remis au juge du soin d'en assurer l'application, « lui confiant ainsi une des missions les plus délicates et les « plus redoutables qui soient » (1).

La question de savoir si un acte ou une abstention constitue une faute relève du contrôle de la Cour de Cassation, les juges du fond sont souverains pour constater le fait, mais non pour dire s'il présente le caractère d'une faute (2). La faute qui mettra en jeu la responsabilité personnelle des membres de l'enseignement sera une faute professionnelle de nature délictuelle ou contractuelle. Par le fait de leur profession les instituteurs ont certaines obligations qu'ils doivent remplir comme les remplirait l'homme le plus prudent et le plus avisé ; les juges seront d'autant plus sévères qu'il a un rôle social plus important, une mission d'un ordre plus élevé.

Les membres de l'enseignement privé manqueront à une obligation essentielle si le local où ils exercent leur profession et si leur organisation ne présentent pas certaines conditions de salubrité et de sécurité et notamment d'assurer une surveillance effective des élèves. L'instituteur ne peut se libérer de l'obligation de réparer le préjudice lorsque l'accident duquel il est résulté a eu pour cause une organisation défectueuse de l'école et qui a fait courir aux élèves les dangers dont aurait pu normalement les préserver une organisation plus rationnelle : ainsi lorsque des élèves appartenant à plusieurs classes et d'âges divers sont réunis au nombre de quatre-vingts dans une cour de vingt mètres sur trente-cinq environ, le mélange d'enfants dans un espace aussi restreint présente le double inconvénient de les exposer à des bousculades ou des collisions et ne pas permettre aux maîtresses

(1) Jossierand, II, n° 422, p. 219.

(2) Civ., 15 janvier 1925. G.P. 1925, 1.492.

respectives d'exercer une surveillance efficace sur leurs ébats et leurs jeux (1).

Est considéré comme une faute au terme de l'art. 1382 le fait d'admettre des enfants trop jeunes dans une institution (en fait ce sera généralement une école primaire) dont l'organisation ne permet pas d'assurer une surveillance d'autant plus assidue que les élèves sont plus jeunes.

La moindre négligence de la part de l'instituteur est susceptible de mettre en jeu la responsabilité édictée par les articles 1382 et 1383, cette négligence se manifeste souvent dans la surveillance. Elle consiste soit dans le fait qu'aucune surveillance n'était exercée à proximité de la victime et de l'auteur de l'accident alors d'ailleurs que la présence d'un surveillant et ses conseils auraient empêché d'agir dans un endroit mal éclairé avec la brusquerie qui a été la cause de l'accident (2), soit de toute suspension de surveillance provenant de l'absence de l'instituteur ou du système de surveillance insuffisant par lui adopté vis-à-vis des enfants dont il avait assumé la garde. L'instituteur doit s'opposer aux imprudences que ses élèves pourraient commettre : est en faute le directeur de l'établissement scolaire qui tolère l'organisation d'une partie de foot-ball, rugby ; il s'agit là d'un exercice violent et même dangereux qui ne doit pas être pratiqué au cours d'une simple récréation en dehors d'un terrain propre et sans le consentement des familles (3). L'instituteur doit également empêcher ses élèves de commettre des infractions, il sera également responsable du délit de lacération d'affiches commis par son élève alors qu'il n'a rien fait pour l'en empêcher.

(1) Nancy, 16 mars 1933, rec. Dijon-Nancy-Besançon, 1933, p. 142.

(2) Paris, 16 février 1933. G.T. 1933, 4 avril.

(3) Paris, 22 décembre 1930. G.T. 25 déc. 1930.

Pourrait-on aller plus loin et déclarer un instituteur personnellement responsable des actes commis par ses élèves alors qu'ils n'étaient plus sous sa surveillance mais résultant de l'éducation qu'il leur a donnée ; en d'autres termes l'instituteur commet-il une faute pouvant engager sa responsabilité, lorsque l'éducation qu'il a donnée a conduit son élève à causer un dommage ? Cette question n'a pas été examinée par la jurisprudence pour les instituteurs privés. A notre avis le directeur de l'institution privée ne saurait en principe être responsable de ce chef, le père a choisi librement l'institution privée, il est censé avoir choisi l'éducation qui y est donnée. Le directeur est censé avoir agi suivant les instructions du père ou du représentant de l'élève. Toutefois il serait dangereux de l'exonérer toujours de toute responsabilité. Lorsque par des manœuvres dolosives ou des allégations mensongères l'instituteur a induit en erreur le père, ce dernier peut en les prouvant se retourner contre l'instituteur coupable d'une lourde faute. Mais lorsque la mauvaise éducation est donnée contrairement aux engagements pris par le directeur de l'institution, l'instituteur sera entièrement responsable de l'inexécution de ses engagements ; sa faute professionnelle coïncidera avec une faute contractuelle. :

CINQUEME CHAPITRE

Des recours que peut exercer l'instituteur

« Aucune législation au monde ne peut plus rien une fois qu'un dommage s'est produit et le droit est impuissant contre le fait accompli. Tout son pouvoir consiste s'il y a lieu à en déplacer la charge définitive au mieux de la justice et de l'utilité sociale » (1).

Les membres de l'enseignement privé responsables d'un dommage devront indemniser la victime, réparer le tort par elle subi. Cette réparation consistera en dommages et intérêts égaux au montant du préjudice évalué en argent.

La victime qui n'obtient pas le recouvrement de l'indemnité à laquelle elle a droit, peut employer les voies d'exécution de droit commun contre l'instituteur. Il en est ainsi même lorsqu'en définitive ce dernier ne doit pas supporter intégralement les conséquences du dommage, lorsqu'il peut exercer un recours contre l'auteur du dommage ou un tiers.

Dans certains cas la réparation n'atteint pas seulement le directeur de l'institution privée, elle se réfléchit sur certaines personnes qui en subissent plus ou moins directement le contre-coup. Si le chef de l'institution privée est marié sous un régime de communauté, la victime pourra se faire payer sur les biens communs, les propres du mari et sur la jouis-

(1) Mataja : *Das Recht des Schanderzes*, p. 19, rapporté p. 4, Haller : *La Faute de la victime*.

sance des propres de la femme. C'est la solution de droit commun.

Mais si la femme a été seulement autorisée, on considère généralement que l'autorisation du mari permet uniquement de poursuivre la nue propriété des propres de la femme. La Cour de Cassation a, en cette matière, adopté une solution différente ; la communauté profitant de la rétribution de la tâche de la femme « doit subir les dommages du fait de l'enfant » (1).

« La raison de limiter la responsabilité du mari doit être
« recherchée dans le rapport plus ou moins direct qui existe
« entre l'acte par lui autorisé et les faits reprochés à sa
« femme » (2).

Le mari est responsable vis-à-vis des tiers d'avoir autorisé à la légère sa femme à remplir une tâche au-dessus de ses forces, un devoir très lourd. M. Planiol dans la note qui l'accompagne critique l'arrêt précité de la Chambre des Requêtes du 22 juillet 1891, qui fonde la responsabilité du mari sur les articles 1409 et 1410 d'après lesquels la femme engage la communauté du consentement de son mari : il fait remarquer qu'en réalité il n'y a pas d'engagement contracté par la femme, lorsqu'elle est responsable de l'incendie allumé par l'enfant qui lui était confié. Le propriétaire victime de l'incendie, est un tiers qui est resté étranger au contrat conclu entre cette femme et le père de l'enfant. Il ne peut se prévaloir de l'autorisation que le mari a donnée à sa femme pour conclure le contrat. « Mais, dit-il, l'obligation de réparer le préjudice causé par l'enfant est un risque inhérent à la
« fonction que la femme a acceptée du consentement de son
« mari. On peut très légitimement considérer ce risque com-

(1) Req. 22 juillet 1891. D.P. 1892, 1.5.

(2) Note Planiol sous décision précitée.

« me pesant sur le mari aussi bien que sur sa femme par
 « suite de l'autorisation qu'il a donnée, mais on ne saurait
 « traiter l'obligation de la femme envers les tiers lésés par
 « sa faute, comme comprise directement dans cette autorisa-
 « tion, car, d'une part, des faits de cette nature ne peuvent
 « être autorisés, et, d'autre part, les tiers ne peuvent bénéfi-
 « cier d'une autorisation à un contrat où ils sont étran-
 gers » (1).

Par ailleurs, dans certaines circonstances l'instituteur condamné à réparer les dommages causés par ses élèves peut se retourner contre un tiers au procès en responsabilité et lui demander réparation du préjudice causé par la condamnation. Cette hypothèse suppose que celui contre qui l'instituteur se retourne est en faute, et que l'instituteur apporte la preuve que cette faute a été la cause du dommage provoqué par l'élève. L'instituteur ne se décharge pas de sa responsabilité ; il est condamné à payer les dommages et intérêts à la victime, il ne peut se décharger de cette dette car il ne se substitue pas un autre débiteur ; mais cette condamnation lui cause un préjudice et il peut intenter une action en réparation de ce préjudice contre celui qui, par sa faute, a été la cause indirecte sans doute, mais réelle pourtant, de ce dommage. L'instituteur ne pourrait opposer la faute de ce tiers à la victime : vis-à-vis de celle-ci, il est responsable ; cette dernière ne connaît que l'instituteur et ignore ceux à qui la responsabilité peut incomber en définitive. Elle n'a pas à subir le risque de leur insolvabilité : l'instituteur seul doit le supporter. Toutefois, comme il s'agit de faute partagée entre l'instituteur et ceux contre qui il peut se retourner, la victime pourra mettre en cause tous ceux dont elle prouve la faute sauf en ce qui concerne l'instituteur dont la respon-

(1) Note Planiol, D. 1892. 1.5.

sabilité est spécialement édictée par la loi. Mais, si ce dernier arrive à prouver qu'il n'a pu empêcher le dommage, cette responsabilité légale cesse aussitôt.

Le recours de l'instituteur a pour objet un partage de responsabilité : l'indemnité allouée à la victime est répartie à la suite de ce recours dans la même proportion que si la victime avait mis en cause tous ceux qui par leur faute ont provoqué le dommage qu'elle a éprouvé. Lorsque la responsabilité des membres de l'enseignement privé résulte de l'article 1382, ce recours est toujours possible lorsqu'il y a faute partagée.

Le chef de l'institution peut-il se retourner contre l'élève qui a causé le dommage et la présomption de l'article 1384 aurait-elle pour principal effet de mettre à la charge de l'instituteur le risque de l'insolvabilité de l'élève ? Alors même qu'un recours serait possible, le poids de la responsabilité édictée par l'article 1384 ne serait pas toujours réduit à la charge du risque de l'insolvabilité de l'élève. Il n'est pas nécessaire que l'élève soit en faute pour que l'article 1384 s'applique, il suffit qu'il ait commis un acte illicite alors même que cet acte illicite ne peut lui être imputé. Au contraire, le recours est exercé seulement contre celui qui a commis une faute, c'est-à-dire plus qu'un acte illicite. Il y aurait des cas où l'article 1384 jouerait sans qu'il y ait de recours possibles de la part de l'instituteur ; du reste, un recours n'aboutit jamais qu'au partage de la responsabilité. De toutes façons, le rôle de l'article 1384 ne serait pas réduit à charger seulement l'instituteur du risque de l'insolvabilité de son élève.

Sur le point de savoir si le recours est possible, la question qui se pose est celle-ci : par quels textes les rapports de l'instituteur et de son élève sont-ils régis ? Doit-on leur appliquer

les textes de droit commun ou les dispositions spéciales de l'article 1384 4° ? Répondre à cette question, c'est donner la solution du problème du recours possible de l'instituteur contre son élève : si nous appliquons les principes de droit commun, le partage de responsabilité aura lieu, le recours sera possible dès que la preuve de la faute de l'élève est faite. Si, au contraire, l'article 1384 4° s'applique vis-à-vis de l'élève, celui-ci est irresponsable vis-à-vis de l'instituteur qui est chargé par la loi de la responsabilité des actes de son élève. A notre avis, il ne saurait être mis en doute que l'instituteur peut bénéficier d'un recours contre l'élève qui a commis une faute : il ressort en effet des travaux préparatoires que la présomption de responsabilité de l'instituteur fait partie d'un groupe de présomptions de responsabilité édictées dans l'intérêt de la victime pour la préserver contre l'insolvabilité de l'auteur du dommage qui, généralement, n'a pas de patrimoine personnel. D'autre part, il est un principe formel dans notre droit d'après lequel on ne peut se décharger par une convention de sa responsabilité délictuelle ou quasi-délictuelle. Ce serait pourtant le cas si on refusait tout recours contre l'élève coupable d'une faute et qui serait exonéré de sa responsabilité par le contrat d'éducation intervenu entre l'instituteur et lui. Il est vrai qu'on pourrait objecter qu'étant donné le devoir de garde et de surveillance envers l'élève, l'instituteur doit l'empêcher de commettre un dommage ; s'il n'y parvient pas, il est civilement responsable à moins toutefois qu'il ne prouve l'impossibilité où il se trouvait d'empêcher son élève d'agir. Cette objection n'est pas déterminante, nous ne discutons pas la faute de l'instituteur, mais cela n'empêche pas que l'élève lui-même est en faute. L'article 1384 ne se substitue pas aux principes généraux de droit commun, mais se superpose à eux.

Or, en droit commun l'élève est responsable de sa faute : l'article 1384 n'écarte pas sa responsabilité personnelle ; elle ne saurait refuser à l'instituteur le recours contre son élève.

Si l'instituteur prouve que le dommage a été causé par la faute du père de son élève, sa responsabilité cesse : la responsabilité du père et celle de l'instituteur, édictées respectivement par l'article 1384 2° et 1384 4° en général ne se cumulent pas : quand cette dernière commence, la première prend fin. Si nous supposons qu'il y ait eu faute prouvée de la part du père, l'instituteur n'est plus responsable d'après l'article 1384 4° ; mais le père, conformément au droit commun, peut faire la preuve d'une faute relevée à l'encontre de l'instituteur. La responsabilité du fait de leur fils et élève incombe à chacun dans la proportion où leur faute a été la cause directe, impulsive et déterminante du dommage.

Si l'élève est un préposé envoyé par son commettant à l'institution libre, soit dans le but de s'instruire dans une branche nécessaire à son métier soit dans le but de continuer son éducation en fréquentant un patronage, et qu'un tel élève cause un dommage, la qualité de préposé cesse quand s'acquiert la qualité d'élève ; l'instituteur est donc responsable, mais s'il prouve une faute de la part du commettant, le partage de responsabilité se fera comme dans les hypothèses précédentes.

L'instituteur peut-il exercer un recours contre un tiers qui a, par sa faute, provoqué le dommage ? C'est par exemple un tiers qui a excité un enfant insuffisamment surveillé par l'instituteur. Ce dernier et ce tiers sont fautifs : la responsabilité de l'instituteur doit être limitée, il aura la possibilité d'exercer un recours contre ce tiers conformément au droit commun.

Au fond, ce que veulent les tribunaux, c'est avant tout

trouver un responsable qui dédommage la victime. La loi rend l'instituteur responsable, mais elle n'a pu vouloir décharger certaines personnes de leur responsabilité délictuelle quand leur faute est établie. Ce serait anti-social : se sachant irresponsables, ces personnes ne prendraient plus aucune des précautions indispensables que doit observer tout homme diligent.

En dehors de ce recours légal l'instituteur peut-il se ménager dans le contrat d'enseignement un recours contre l'élève qui cause un préjudice à autrui. Il faut alors que l'instituteur soit présumé responsable d'un fait de son élève dont ce dernier, en raison de son jeune âge ou de l'insuffisance de ses facultés mentales, ne peut être déclaré responsable, lorsque en d'autres termes sa faute ne lui est pas imputable. La réponse à cette question dépendra uniquement du fondement de la responsabilité de l'instituteur : il est de principe dans notre législation qu'on ne peut s'exonérer à l'avance de la responsabilité causée par une faute délictuelle ou quasi-délictuelle. Donc en cas de faute prouvée, conformément à l'article 1382, les clauses de non responsabilité ou de limitation de responsabilité sont interdites, mais en cas de responsabilité encourue par l'instituteur, par application de l'article 1384 4°, comment résoudre la question ? Est-ce une responsabilité délictuelle ou quasi-délictuelle, toute limitation est possible. Est-ce, au contraire, une responsabilité contractuelle, rien ne s'oppose à la validité des conventions de limitation de responsabilité. La question présente un réel intérêt surtout en ce qui concerne les œuvres de bienfaisance qui souvent s'exonèrent de toute responsabilité.

La doctrine moderne et la jurisprudence sont d'avis partagés ; tandis que les uns (1) soutiennent que par le fait de la

(1) Lalou, précité.

gratuité les parents ne sauraient exiger d'être déchargés de leur responsabilité, les autres (1) préconisent que par le fait que les dirigeants ont accepté la garde des enfants, en se chargeant de leur éducation ou de leur instruction, ceux-ci ont entendu assumer les obligations de l'instituteur : c'est en somme une autre position du problème. Si les œuvres de bienfaisance peuvent encourir une responsabilité moindre en raison de leur caractère gratuit, il semblerait difficile de nier la validité des clauses d'irresponsabilité. Nous avons vu qu'en doctrine aussi bien qu'en jurisprudence, la tendance est très marquée pour admettre la responsabilité des œuvres de bienfaisance, pour charger l'instituteur d'une responsabilité de plus en plus lourde. D'autre part, le soin pris par le législateur de spécifier qu'il pourra faire la preuve qu'il n'a commis aucune faute, semble bien exclure tout autre mode d'exonération. Cette objection n'est pas concluante, le législateur a voulu assurer, dans la majorité des cas, une réparation à la victime ; or, l'effet d'une clause d'irresponsabilité ne touche en rien à la garantie légale accordée par l'article 1384 4°. Cet article ne régit pas les rapports de l'élève et de l'instituteur. L'article 1384 4° a été écrit dans un but de garantie nécessaire au bon ordre de la société, du moment que la garantie subsiste, il n'y a pas lieu de refuser aux membres de l'enseignement un recours contre leurs élèves.

Il reste cependant une objection qu'on ne peut négliger : l'article 1384 fait partie d'un système de responsabilité que la majorité de la doctrine considère comme délictuelle. Nous ne pouvons entrer ici dans les termes de cette discussion qui nous éloignerait de notre sujet, mais, notons que dans l'opinion traditionnelle la validité de cette clause ne peut être ad-

(1) Mazeaud, précité, et Demogue, précité.

mise sans réserve : il n'est pas permis de déroger à une responsabilité délictuelle.

L'effet de cette clause devrait être du reste d'une importance relative ; il consiste à dispenser ceux en faveur de qui elle est écrite de faire la preuve d'une faute précise imputable à leurs élèves. Ces derniers peuvent toujours prouver une faute précise de l'instituteur qui annulerait la clause d'irresponsabilité et mettrait en jeu sa responsabilité délictuelle.

TITRE 2°

La loi du 5 avril 1937

La responsabilité des membres de l'enseignement privé à raison du fait de leurs élèves est règlementée par les articles 1382, 1383 du Code civil, et surtout par l'article 1384 4°. Ces textes n'avaient subi aucune modification au cours des temps. Les « instituteurs » d'aujourd'hui étaient régis par les mêmes textes qu'en 1804.

Cet état de choses vient de changer. Une loi toute récente, en date du 5 avril 1937, porte que « les dispositions de l'article 1384 5° du Code civil sont modifiées de la façon suivante : « 1°) en ce qui concerne les instituteurs, les fautes — imprudences ou négligences — invoquées, devront être prouvées « conformément au droit commun par le demandeur à l'instance ».

Cette loi est l'aboutissement de nombreux amendements apportés à un projet de loi Bokanowski. Ce projet déposé à la Chambre en 1925, avait pour but de modifier la loi du 20 juillet 1899 sur la substitution de la responsabilité de l'Etat à celle des membres de l'enseignement public : « l'application « de la loi du 20 juillet 1899 sur la responsabilité civile des « membres de l'enseignement public a fait apparaître que la « disposition ajoutée par cette loi au dernier alinéa de l'article 1384 du Code civil était tout à fait insuffisante. En effet, malgré les termes généraux de ce texte, les membres « de l'enseignement public continuent à assumer une responsabilité que ne justifient ni leurs fonctions ni leur situation » (1).

Le projet primitif portait uniquement sur la substitution de

(1) Discours du rapporteur. Séance du 5 février 1925, *Journal Officiel* annexe, n° 1202.

la responsabilité de l'Etat à celle des membres de l'enseignement public, et cette question seule fut envisagée dans les discussions à la Chambre et les amendements proposés par le Parlement.

Les discussions reprennent sur le même sujet au Sénat où l'on reproche un défaut de clarté et de précision au texte voté par la Chambre. En 1932, M. Morand dépose un amendement dans le but de remédier à l'obscurité du projet soumis à l'appréciation de la Haute Assemblée. Il propose de supprimer la responsabilité des membres de l'enseignement « public ou privé » dans de nombreux cas où elle existe ; il ajoute ces quelques lignes qui annulent la présomption de responsabilité de l'article 1384 : « En ce qui concerne les instituteurs, les « fautes — imprudences ou négligences — invoquées, devront « être prouvées conformément au droit commun ».

En supprimant ainsi la majorité des cas où la responsabilité des instituteurs publics est engagée, la question de la substitution de l'Etat à ceux-ci est déjà simplifiée. La modification de l'article 1384 5° est votée sans discussion à la Chambre et au Sénat. Il ne reste plus qu'à mettre au point un deuxième alinéa réglant exactement les conditions dans lesquelles s'effectuera la substitution de la responsabilité de l'Etat à celle des membres de l'enseignement public.

La question traînait depuis 1932 lorsque le 26 mars 1937 on vote la déclaration d'urgence. Quelques jours plus tard le projet, voté et promulgué le 5 avril 1937, devient une loi exécutoire dans tout le territoire français.

Cette loi qui régleme la responsabilité des membres de l'enseignement privé a été édictée uniquement en vue de la responsabilité des membres de l'enseignement public. Seule la considération de la situation de ces derniers a été détermi-

nante dans l'esprit du législateur. Quoi qu'il en soit, aujourd'hui les membres de l'enseignement privé bénéficient de ce texte, sinon dans les mêmes limites que leurs collègues de l'enseignement public, tout au moins dans des proportions qui ne sont pas négligeables.

« L'alinéa 4 de l'article 1384 n'a pas été modifié : on y lit
 « toujours que les instituteurs sont présumés responsables du
 « dommage causé par leurs élèves. De sorte que le même arti-
 « cle de loi contient deux affirmations exactement contraires,
 « et que dans un texte spécialement consacré à l'énumération
 « des présomptions de responsabilité on a introduit une dis-
 « position qui devrait figurer dans l'article 1382, il eut été
 « plus simple de supprimer le mot instituteur dans l'énon-
 « ciation des personnes responsables du fait d'autrui » (1) ;
 les dispositions concernant les instituteurs ne sont plus que
 des applications du droit commun. Cette responsabilité n'est
 plus une responsabilité pour autrui ; le rôle de l'élève joue
 un rôle secondaire. Peu importe que l'élève soit en faute ou
 non, seule la conduite de l'instituteur entre en ligne de
 compte : il n'est plus responsable pour son élève ; il est res-
 ponsable de ses actes.

Conformément au droit commun édicté dans les articles 1382 et 1383, sa responsabilité ne peut être mise en jeu qu'à la suite d'une faute, d'une imprudence ou d'une négligence de sa part. La faute délictuelle ou quasi-délictuelle qui va mettre en jeu cette responsabilité, est une faute professionnelle. Le directeur de l'institution privée a dû mal remplir les obligations que lui impose l'exercice de sa profession. Presque toujours les fautes — imprudences ou négligences — consisteront dans une surveillance insuffisante ; mais toutefois, elles peuvent résulter de la violation d'autres obligations pro-

(1) M. Buffaut.

fessionnelles et plus spécialement d'une organisation défectueuse de l'institution. Une telle faute n'engage la responsabilité de celui qui l'a commise qu'autant qu'elle se trouve être la cause, sinon directe du moins déterminante du dommage subi par la victime. Le fait dont l'élève n'a été que l'instrument doit n'avoir été rendu possible que par suite de la faute de son instituteur. Un double lien de causalité doit exister d'une part entre le dommage et le fait de l'élève, et, d'autre part, le fait de l'élève et la faute de son instituteur. Lorsqu'il en est ainsi, la responsabilité de l'instituteur existe ; la victime peut lui demander réparation du dommage par elle subi ; mais si une contestation s'élève soit sur l'existence de cette responsabilité, soit sur la forme et le montant de la réparation à intervenir, si, en d'autres termes, la victime doit s'adresser aux tribunaux pour faire reconnaître son droit, il lui faudra de plus, depuis la loi du 5 avril 1937, rapporter la preuve du dommage, du fait de l'élève, de la faute de l'instituteur et des rapports de cause à effet qui existent entre eux.

Une telle preuve est complexe et difficile à faire, surtout lorsque la victime est étrangère à l'institution privée. Il s'agit d'un fait passé qui n'a peut-être laissé aucune trace ; du reste, ces moyens d'investigation sont bien insuffisants. Le plus souvent cette preuve sera faite par voie d'enquête ; mais les conditions mêmes dans lesquelles cette enquête est susceptible d'être faite sont défavorables à la victime. Presque toujours les élèves ou les préposés de l'instituteur privé seront les seules personnes susceptibles de donner des renseignements sur l'organisation de l'institution. Précisément, les uns comme les autres, par leur situation de dépendance vis-à-vis du directeur par suite de l'autorité et du prestige que celui-ci exerce sur eux, sont peut-être moins que d'autres, aptes à porter un jugement impartial sur sa conduite.

Quelquefois la victime aura la possibilité de faire dresser un constat d'huissier lorsque l'état des lieux permet de démontrer une faute de l'instituteur. En ce cas la preuve lui est beaucoup plus facile, mais dans la plupart des hypothèses, un tel mode de preuve ne peut avoir lieu. Du moment que le directeur de l'enseignement privé nie sa responsabilité, il n'a qu'à attendre que la victime fasse sa preuve. Avant la loi du 5 avril 1937, l'instituteur était responsable de plein droit dès qu'un élève avait occasionné un dommage à autrui ; c'était à lui de prouver que sa responsabilité ne pouvait exister par suite de l'imprévisibilité du geste de l'élève. La loi du 5 avril 1937, en supprimant la présomption de responsabilité qui incombait à l'instituteur, ne fait que déplacer le fardeau de la preuve à apporter.

Les conséquences d'une telle modification dans la responsabilité des membres de l'enseignement sont d'une importance considérable. Par suite de la réelle difficulté de prouver la faute de l'instituteur, dans bien des hypothèses, la victime n'obtiendra pas de l'instituteur la réparation du préjudice que l'élève lui a causé. Elle n'aura d'autre ressource que de s'attaquer à l'élève pour lui demander de réparer le préjudice qu'il a causé.

L'élève, s'il est condamné, pourra se retourner contre son instituteur, et s'il arrive à prouver une faute de sa part, ce qui lui sera plus facile que de la part d'un tiers étranger à l'instituteur, il obtiendra une décision partageant entre eux la responsabilité du dommage. L'élève ne peut obtenir qu'un partage de responsabilité, car il reste personnellement responsable pour partie ; tandis qu'autrefois c'était à l'instituteur d'exercer un recours contre son élève ; aujourd'hui la situation est tout autre : c'est l'élève qui poursuit son instituteur.

Dans les hypothèses où l'élève ne peut être déclaré responsable du dommage, ou si, par suite de son insolvabilité, la victime ne peut être indemnisée, celle-ci a la ressource de poursuivre les parents de l'élève. Elle ne peut fonder sa demande sur la présomption de responsabilité que l'article 1384 2° impose aux parents à raison du fait de leurs enfants pendant qu'ils sont sous la surveillance, car précisément cette dernière condition fait défaut. L'élève se trouve sous la surveillance de son instituteur et non de ses parents ; mais il reste toujours possible de poursuivre les parents à raison d'une faute par eux commise dans l'éducation de leurs enfants, faute qui se trouve être la cause première du tort causé par l'enfant. La diminution de la responsabilité des membres de l'enseignement privé entraînera comme conséquence l'augmentation de la responsabilité des parents. Si les parents sont jugés avoir commis une faute, une imprudence ou une négligence dans l'éducation de leurs enfants, s'ils sont condamnés comme responsables de l'accident, ils peuvent exercer un recours contre l'instituteur auquel ils ont confié leur enfant, à la condition, bien entendu, de prouver une faute de sa part. Ici encore la situation se trouve être le contraire de la situation antérieure au 5 avril 1937, puisque d'une part, les parents d'un élève victime d'un de ses camarades, risquent d'obtenir plus difficilement la réparation d'un préjudice ainsi causé ; il se peut qu'en pratique les clauses du contrat d'éducation le mettent à la charge du directeur de l'institution l'obligation de contracter une assurance (pas de responsabilité puisqu'il ne serait plus responsable) contre les accidents qui peuvent survenir à l'élève.

Il est également possible — mais c'est malgré tout moins probable — qu'une clause du contrat d'éducation impose au directeur de l'institution privée « une obligation de sécu-

rité », c'est-à-dire qu'il s'engage contractuellement à rendre l'élève dans l'état où il l'a reçu. La validité d'une telle situation expressément formulée ne peut être mise en doute (1). Mais il semble peu probable qu'une maison d'éducation accepte une telle charge. Sa responsabilité contractuelle serait mise en jeu par tout accident ou maladie survenant à l'élève, et la preuve du cas fortuit ou de force majeure qui l'exonérerait d'une telle responsabilité est trop problématique pour qu'il puisse escompter être déchargé de sa responsabilité.

Enfin les parents pourraient également stipuler expressément, dans le contrat d'éducation ou d'enseignement, que l'instituteur sera tenu contractuellement d'indemniser l'élève ou ses parents des conséquences d'une action en responsabilité intentée en raison du fait de l'élève. En d'autres termes, le contrat chargerait l'instituteur de la responsabilité dont la loi du 5 avril 1937 l'avait déchargé. A notre avis, une telle stipulation serait licite : il n'y a aucune raison pour en douter, car elle ne porte atteinte ni à « l'ordre public » ni aux « bonnes mœurs » et tout ce qui n'est pas formellement défendu est permis. Ici encore il est peu probable que cette question se pose en pratique. Les membres de l'enseignement n'accepteront jamais une telle charge.

En doctrine et au point de vue de la forme, la loi nouvelle entraîne, par voie de conséquence, un manque d'ordre et de clarté dans les textes relatifs à la responsabilité. Elle supprime la présomption de responsabilité. Si elle avait simplement supprimé la partie du texte réglant la présomption dans l'article 1384, cette responsabilité aurait, par le fait même, été régie par un texte de droit commun. Le résultat

(1) Voir *Gazette du Palais*, 28.1.784. Conclusions Savarroc. Riom, 3 juillet 1928.

pratique eût été identique, et au point de vue théorique, ce serait bien préférable. Alors que les articles 1382 et 1383 du Code civil parlent d'une responsabilité mise en jeu à la suite d'une faute prouvée, l'article 1384 édictait certaines présomptions de responsabilité. Aujourd'hui la situation est telle qu'après avoir édicté les présomptions de responsabilité dans les alinéas 1, 2, 3 et 4 de l'article 1384, l'alinéa 5 qui contredit la présomption de responsabilité en ce qui concerne les instituteurs est une application, sur un point déterminé, des articles 1382 et 1383, d'où un certain désordre, un manque de logique dans l'ordre des textes, dans la responsabilité des délits et quasi-délits.

Le Sénat avait prévu cet inconvénient et envisagé de placer les dispositions de la loi nouvelle sous l'article 1383. Il est à regretter qu'il ne se soit pas arrêté à ce projet plus conforme à la logique.

D'autre part, la loi du 5 avril 1937 ne peut que surprendre ; les tendances de la jurisprudence moderne s'affirmaient nettement contraires. Les Tribunaux s'efforçaient de découvrir une responsabilité qui permette à la victime d'être indemnisée. La doctrine, qui avait d'abord critiqué cette interprétation des textes, s'était, par la suite et en considération des conséquences pratiques, ralliée à la thèse de l'extension de la responsabilité.

Aujourd'hui le législateur tranche la question en supprimant la présomption de responsabilité qui incombait aux instituteurs. Cette modification a pour conséquence d'entraîner presque toujours une exonération totale de responsabilité. Si nous admirons profondément le dévouement des membres de l'enseignement privé ; si nous reconnaissons combien leur rôle est éminemment utile, moralisateur et social, nous pouvons regretter les sévérités de la jurispru-

dence ; nous sommes pourtant obligés de reconnaître qu'il était indispensable que les membres de l'enseignement privé fussent soumis à une certaine responsabilité. A tous points de vue il est regrettable que le législateur soit intervenu. A l'aide de l'assurance, les membres de l'enseignement privé étaient arrivés à une exonération presque totale de leur responsabilité dont les élèves profitaient par contre-coup lorsqu'ils étaient personnellement responsables. Malgré l'opinion du législateur, il n'en reste pas moins nécessaire d'assurer une réparation à la victime dès qu'un dommage se produit. La suppression de la responsabilité de l'instituteur va entraîner une recrudescence de celle des parents et des élèves, qui peut-être prendront leurs précautions en stipulant, dans le contrat d'éducation, des clauses défavorables au directeur de l'institution privée. Celui-ci, déchargé de la responsabilité délictuelle ou quasi délictuelle légale, sera chargé d'une responsabilité contractuelle. Il ne gagnera pas au change, et malgré tout il sera regardé avec suspicion et méfiance par les tiers qui sont susceptibles de rapports avec lui ou ses élèves.

Nous avons vu du reste qu'une telle loi n'est pas intervenue en considération des intérêts des membres de l'enseignement privé. C'est, en réalité — l'expression est de MM. Mazeaud — une question de politique. « C'est dire, ajoutent ces auteurs éminents, que les critiques que pourraient présenter les juristes ne seraient d'aucun poids » (1).

(1) Mazeaud : *Responsabilité civile*, tome I, n° 828.

**LA RESPONSABILITÉ
DES MEMBRES DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ
A RAISON DES DOMMAGES ÉPROUVÉS
PAR LEURS ELÈVES**

La responsabilité des membres de l'enseignement privé est souvent mise en jeu à la suite d'un dommage causé à un élève. Cette responsabilité, qui va faire l'objet de cette deuxième partie, est entièrement distincte de la responsabilité à raison de dommages causés par un élève.

L'indépendance de ces deux responsabilités est complète, elles ne sont pas réglementées par les mêmes textes. Sans doute l'une et l'autre peuvent résulter des articles 1382 et 1383 dont la portée très générale englobe toute responsabilité délictuelle et quasi délictuelle, mais l'article 1384 édicte seulement une responsabilité résultant des dommages causés par les élèves, et d'autre part l'article 114, relatif à la responsabilité contractuelle, ne réglemente que la responsabilité à raison des dommages éprouvés par les élèves.

De plus l'élève, dont la personnalité est prise en considération, est, dans la première partie, l'auteur du dommage causé à un autre élève ou à un tiers. Et dans l'autre c'est l'élève qui est victime d'un dommage causé par une personne dont l'instituteur répond, ou par des choses qu'il a sous sa garde.

La question que nous allons traiter n'est pas une répétition, elle a une importance réelle dans l'étude générale de la responsabilité des membres de l'enseignement privé.

PREMIER CHAPITRE

La responsabilité « délictuelle » des membres de l'enseignement privé pour les dommages causés aux élèves

Notre législation ne comporte aucun texte spécial concernant la responsabilité des membres de l'enseignement à raison des dommages éprouvés par leurs élèves. Les tribunaux appliquent à ce cas particulier les textes généraux, les principes directeurs du Code. Ils se sont référés à l'article 1382, « tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer ». L'article 1383 précise que chacun est responsable du dommage « qu'il a causé non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou son imprudence ». Lorsque les circonstances s'y prêtent, on applique aux membres de l'enseignement les présomptions de responsabilité édictées dans le Code : l'article 1384 déclare : « 1° On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre ou des choses que l'on a sous sa garde... 3° Les maîtres et commettants sont responsables du dommage causé par leurs préposés. 4° Les instituteurs des dommages causés par leurs élèves pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance ; en ce qui concerne les instituteurs, les fautes, imprudences ou négligences invoquées devront être prou-

« vées conformément à la loi ». L'article 1385 prévoit que « le propriétaire d'un animal ou celui qui s'en sert pendant qu'il est à son usage est responsable du dommage que l'animal cause, soit que l'animal fut sous sa garde, soit qu'il fut égaré ou échappé ». L'article 1386 dit que « le propriétaire d'un bâtiment est responsable du dommage causé par sa ruine lorsqu'elle est arrivée par suite du défaut d'entretien ou par vice de construction ».

La jurisprudence s'est appuyée sur ces textes généraux pour construire un système de responsabilité basé sur une faute délictuelle ou quasi-délictuelle des membres de l'enseignement privé.

PREMIÈRE SECTION

Le dommage causé à l'élève

Toute responsabilité suppose, par définition, un dommage antérieur qui en est la cause déterminante et dont la réparation en constitue la cause finale.

Celle des membres de l'enseignement privé a pour fait générateur un dommage causé à un élève. Lorsque ce préjudice atteint plus ou moins directement ses parents ou même un tiers, l'instituteur doit indemniser tous ceux qui peuvent rapporter la preuve d'un dommage à leur encontre. Peu importe les aspects sous lequel ce préjudice se présente : les juges du fond apprécieront souverainement si tel fait constitue ou non un préjudice, leur sévérité à l'égard des membres de l'enseignement les incitera à découvrir un dommage dans la majorité des faits allégués. Les membres de l'enseignement ont de fréquentes relations avec leurs élèves, ils jouissent de leur confiance et exercent sur eux une telle autorité que plus que tous autres ils sont à même de

leur causer directement ou indirectement, volontairement ou non, un dommage.

Ce dommage sera d'autant plus préjudiciable à l'élève ou à ses représentants qu'ils ont fait crédit à l'instituteur, lui ont laissé toute latitude d'action et se sont entièrement reposés sur lui. Les rapports fréquents, presque continuels parfois, qui existent entre l'élève et l'instituteur, multiplient les occasions susceptibles de faire naître un préjudice pour l'élève. Les dommages les plus divers donnent lieu à une réparation : le principal d'un collège qui a reçu le trousseau d'un enfant est responsable de sa destruction dans un incendie, il en doit la valeur à l'enfant (1).

Il est curieux de rapprocher de cette solution une décision de la Cour de Bordeaux, plus ancienne il est vrai, qui exonère une société propriétaire d'un collège de la responsabilité qui pourrait résulter d'un incendie ayant détruit des effets mobiliers appartenant aux professeurs et surveillants qui logeaient dans le collège (2). Le même fait donne aux élèves le droit à une réparation à laquelle les professeurs et surveillants ne peuvent prétendre.

D'autre part, le directeur d'un établissement privé doit indemniser ses élèves des conséquences de vol qui se sont pratiqués dans son institution.

Il arrive que le fait dommageable atteigne l'élève dans son intégrité physique : l'élève est atteint par une escarpolette qui le heurte violemment (3), il est blessé par un camarade qui tient son porte-plume à la bouche (4), il fait un mouvement de surprise ou de peur et se blesse lui-même. Il est parfois victime d'un accident : en jouant, il est blessé

(1) Arras, 7 mai 1930. G.P. 1930, 2.117.

(2) Bordeaux, 12 déc. 1904. D. 1905, 5.10.

(3) Civil Seine, 28 avril 1869. D. 1969, 5.342.

(4) Civil Le Puy, 5 juin 1924. G.T. 1^{er} décembre 1922.

par une machine agricole (1). Parfois, un accident arrive pendant que l'élève reçoit un enseignement ; étant élève d'une école professionnelle, il est victime d'un accident dans l'atelier ; il perçait, avec une machine dite perceuse sensitive rapide, un écrou à oreille ; alors qu'il était penché pour examiner le travail, la mèche de cette machine se brise et il reçoit un éclat à l'œil gauche qui, par suite de cet accident, est perdu (2). Ce peut être une organisation défectueuse de l'institution qui cause un dommage : l'élève peut intenter une action en responsabilité pour obtenir une indemnité lorsqu'il a souffert des punaises qui se trouvaient dans le lit que lui a donné le directeur de l'institution (3). Le fait dommageable peut même entraîner sa mort. L'élève est victime d'un assassinat perpétré dans des conditions mystérieuses : l'enfant ayant subitement disparu de l'institution sans qu'on sache ce qu'il est devenu ; son cadavre a été retrouvé quelques jours plus tard dans une partie inhabitée de l'institution (4). Le décès peut résulter d'une noyade (5) : d'un bain pris sans les conditions exigées par la plus élémentaire prudence, ou l'élève a trouvé la mort en portant secours à un camarade en danger (6).

La responsabilité des instituteurs est mise en jeu également par un dommage moral : l'action en responsabilité peut tendre à la réparation du préjudice moral résultant du renvoi injustifié d'un élève. L'exclusion définitive d'un élève du conservatoire de musique, à la suite d'imputations de l'élève reconnues exactes, et qui est motivée par une

(1) Cass. 29 déc. 1819. S. 1922, 1.33.

(2) Douai, 15 déc. 1931. Rec. Douai 1932, 79.

(3) Paris, 30 oct. 1930. G.T. 1931, T. 2.69.

(4) Trib. Lille, 24 mars. La Loi, 1904-425.

(5) Poitiers, 31 mars 1909. La Loi, 1909-223.

(6) Civil Seine, 23 déc. 1930. S. 1931, 2.126.

Lyon, 22 janvier 1914. La Loi, 18 juin 1914.

scène violente entre le père de l'élève et le professeur et par le refus du père d'adresser des excuses au professeur, constitue un préjudice envers l'élève que le professeur doit réparer (1). L'instituteur qui a, dans sa classe, devant ses élèves, tenu des propos constituant des insultes à l'armée, ou des outrages à la religion, et prononcé des paroles obscènes, peut être poursuivi devant les tribunaux civils par le père d'un élève à qui un tort a été ainsi causé, et condamné envers lui en réparation de ce tort à des dommages-intérêts (2).

Les faits les plus divers peuvent être considérés comme préjudiciables à l'élève ; mais l'existence d'un préjudice, si indiscutable soit-elle, ne suffit pas pour faire encourir aux membres de l'enseignement leur responsabilité. Ce préjudice doit résulter d'une faute de celui à qui on demande la réparation du dommage ou tout au moins d'un fait dont il est déclaré responsable par la loi en vertu d'une présomption de responsabilité.

Ce lien de cause à effet qui doit exister entre la faute et le dommage n'a pas à être prouvé, il est présumé (3) du moment que la preuve du dommage et de la faute ou du fait engageant la responsabilité de l'instituteur est faite. C'est à ce dernier de renverser cette présomption en démontrant qu'en réalité le dommage, prouvé par l'élève, a une cause autre qu'un fait susceptible d'engager sa responsabilité.

(1) Corr. Seine, 30 nov. 1897. G.T. 1898, 1.2225.

(2) Gardenat et Rici : *De la responsabilité civile*, p. 141, éd. 1927.

(3) Cf. Mazeaud, précité, T. I, n° 769. Demogue, précité, T. V, nos 822, 823.

DEUXIÈME SECTION

La faute de l'instituteur

L'article 1382 fait appel à une des notions les plus vagues, et pourtant les plus compréhensives qui existent en parlant de la faute comme fait générateur de responsabilité.

L'article 1383, précisant le texte précédent, emploie cette expression : « Chacun, dit-il, est responsable du dommage « qu'il a causé, non seulement par son fait, mais encore par « sa négligence ou son imprudence ». Il énumère les différents aspects que la faute peut présenter : une abstention, une négligence, une imprudence, peuvent aussi bien être fautives qu'un fait actif.

Le législateur de 1804 a employé le terme de faute dans son sens le plus large : il ne s'est pas référé à la notion de faute morale qui nécessite un certain état psychologique de son auteur. Pour lui, la faute qui entraînera la responsabilité légale (par opposition à la responsabilité morale) est une faute civile qui s'apprécie objectivement, sans tenir compte des intentions de son auteur. .²

La définition d'une telle notion a embarrassé la doctrine. A quoi reconnaître qu'un fait actif ou passif constitue une faute civile, puisqu'on ne peut s'appuyer sur un critérium d'ordre subjectif. Planiol a parlé d'un manquement à une obligation préexistante. On a pu dire, non sans raison, qu'une telle définition ne définit rien puisqu'il est à peu près impossible d'énumérer toutes les obligations qui pèsent sur l'individu.

Pourtant, il est impossible de prévoir toutes les fautes civiles, toutes les obligations qui incombent à l'individu en général ; en ce qui concerne les membres de l'enseignement

privé, on peut, non pas énumérer toutes leurs obligations, mais relever les principales dont le manquement constitue une faute engageant leur responsabilité délictuelle ou quasi-délictuelle.

La plupart de leurs obligations se ramènent à ce but : éviter que l'élève qui leur est confié subisse un préjudice de quelque nature que cela puisse être : tous leurs efforts doivent tendre à ce but.

Le Tribunal correctionnel de la Seine a déclaré qu'un chef d'institution est tenu envers ses élèves de tous les devoirs d'un père de famille : il est spécialement obligé de veiller à leur santé et de leur donner des soins attentifs. En cas d'accident, arrivé à un élève, le défaut de soins, le retard mis à appeler le médecin et à prévenir les parents de l'enfant, constituent de la part de l'instituteur, des fautes susceptibles d'entraîner des poursuites pour homicide par imprudence (1). La Cour de Paris juge les mêmes faits de la même manière : il y a bien une faute personnelle de l'instituteur qui « est évidemment tenu de surveiller la santé des enfants » qu'il prend en pension et de leur faire donner tous soins « que nécessite leur état, et au besoin, d'avertir les parents » des maladies dont ils sont atteints (2). Cette obligation impose à l'instituteur non seulement de veiller à la santé des élèves, mais de leur faire donner tous les soins par des personnes compétentes : le maître d'école qui fait appel à un rebouteux, au lieu de s'adresser à un homme de l'art pour pratiquer une opération sur un enfant confié à ses soins, commet une faute et doit être déclaré responsable de l'aggravation des conséquences de l'accident (3).

(1) Corr. Seine, 30 nov. 1897. G.T. 1898, 1.2.225.

(2) Paris, 10 mai 1898. D. 1900.2.405 et note.

(3) Lyon, 10 juillet 1901. La Loi, 1902, 2.

Il est évident que le directeur d'une institution privée est tenu d'organiser son établissement en prenant toutes les précautions nécessaires pour éviter les accidents possibles. Il doit faire preuve d'une prévoyance particulière en présence de ses élèves : le directeur d'un atelier d'une école d'apprentissage commet une faute de nature à engager sa responsabilité en cas d'accident dont un de ses élèves a été victime, lorsqu'il a disposé son atelier de telle sorte qu'il en puisse résulter du danger, notamment si l'armoire aux outils est placée dans un endroit où, pour y accéder, on doit passer devant une table où se martèlent des pièces d'acier incandescent (1) ; le directeur d'une école d'apprentissage est responsable d'un accident survenu à l'un de ses élèves, ayant commis une faute en ne munissant les machines d'aucun appareil protecteur alors que les élèves n'étaient soumis à aucune surveillance au moment de l'accident (2). La responsabilité du directeur existe non seulement en ce qui concerne l'organisation matérielle de son institution, mais il doit aussi répondre des règlements qu'il impose : un chef d'institution qui laisse aux termes de ses règlements sortir ses élèves seuls, avec la défense de franchir la limite de la ville, est responsable de la mort d'un de ses élèves qui, en se baignant avec des camarades, s'est noyé en essayant de sauver l'un d'entre eux (3). Des précautions doivent être prises pour éviter tout préjudice pouvant atteindre les élèves ; elles consisteront notamment dans une surveillance des plus attentives ; le directeur d'un patronage d'enfants est responsable de l'accident survenu à un des enfants placés sous sa garde si cet accident provient d'un défaut de surveillance (4). Les

(1) Trib. Toulouse, 24 mars 1919. G.T. 6 juillet 1919.

(2) Trib. Toulouse, 3 déc. 1920. G.T. 2 fév. 1921.

(3) Lyon, 22 janv. 1914. Moniteur judiciaire de Lyon, 30 mai 1914.

(4) Seine, 3 nov. 1905. La Loi, 1905, 419.

directeurs d'institutions privées commettent une faute en ne prenant aucune précaution pour empêcher les enfants ou jeunes gens dont ils sont chargés de se livrer, chez eux, aux mêmes errements auxquels il ont voulu les soustraire et de se trouver en contact avec des étrangers, étant donné la facilité d'accès dans l'établissement.

Le Tribunal de Lille a énoncé ce principe à l'occasion d'une tragique affaire. Le jeune G. F. élève au pensionnat de la rue de la Monnaie, à Lille, dirigé par les Frères des Ecoles Chrétiennes, s'était rendu à 4 heures de l'après-midi au patronage de la rue de la Monnaie, pour s'y livrer à des jeux et assister au salut jusqu'à 8 heures du soir ; il n'a plus reparu depuis au domicile de ses parents. Son cadavre est retrouvé trois jours plus tard dans le salon ou parloir du Frère directeur et les constatations médico-légales ont permis de constater qu'il est mort de mort violente résultant d'un crime. Or, avant l'assassinat du jeune F., les élèves de l'établissement, le dimanche comme les autres jours, y circulaient librement, sans surveillance, exposés à tous les dangers, étant donné l'étendue de l'établissement, au mépris des règles de la plus élémentaire prudence, dont l'observation incombait au directeur de l'école. De plus, l'établissement était mal gardé, insuffisamment surveillé ; les étrangers pouvaient notamment rentrer et sortir par une petite porte de côté de la rue de la Monnaie, qui ne fermait pas à clé et que personne ne surveillait. C'était là une faute, une imprudence, une négligence graves, ce défaut de garde ayant pu permettre à un tiers d'entrer et d'assassiner le malheureux F. Le Tribunal de Lille déclare les faits articulés pertinents et admissibles : « s'il était établi que le jeune F., au lieu d'être remis à la rue, pour employer l'expression dont on s'est servi, ce qui mettrait fin à toute responsabilité, a

« pu par suite du défaut de surveillance, rester dans l'état-
 « blissement, qu'il y a été assassiné, soit par une personne
 « de la maison, soit par un étranger. Etant donné surtout
 « que le défaut de surveillance n'a pas été simplement occa-
 « sionnel, mais qu'il était permanent, et dû à une mauvaise
 « organisation des services, de tels faits sont imputables au
 « directeur. Il en résulterait que celui-ci aurait commis une
 « négligence grave ayant occasionné un dommage et entraî-
 « nant par suite sa responsabilité (1) ».

De même la responsabilité du directeur d'une école est engagée à la suite d'un accident mortel arrivé à un élève pendant une baignade organisée par les soins de cette école, alors qu'il résulte de l'enquête que toute l'attention désirable des maîtres n'a pas été portée sur les jeunes gens qui se baignaient, et que si l'emplacement de la baignade ne peut faire en lui-même l'objet d'une critique, la juxtaposition de zones à eau profonde ou non, sans ligne de démarcation apparente et sans transition ménagée, était une cause de danger à laquelle il aurait dû être remédié soit par une barrière ou autres signes avertisseurs, soit par une surveillance attentive (2).

Le professeur de conduite automobile est responsable en vertu de l'art. 1382 de l'accident dont son élève a été victime par suite d'une erreur de manœuvre alors que l'élève était placé sous l'autorité de son professeur, lequel était tenu de veiller au bon fonctionnement ainsi qu'à la marche normale de l'automobile et de se substituer à l'élève si celui-ci commettait une erreur toujours prévisible en raison de son inexpérience. Si le brusque changement de direction de la voiture est dû à l'action maladroite de l'élève, l'accident est

(1) Trib. Lille, 24 mars 1904. La Loi, 1904, 425.

(2) Poitiers, 31 mars 1909. La Loi, 1909, 229.

imputable au professeur qui, connaissant l'inexpérience de son élève, qui prenait sa première leçon, n'a pas surveillé assez attentivement ses mouvements pour en prévenir les conséquences par une intervention immédiate, ce qu'il eut pu faire.

La faute génératrice de responsabilité ne consistera pas toujours en une abstention. L'instituteur manque parfois à ses obligations par des actes répréhensibles : ainsi il n'a jamais le droit sous aucun prétexte, même celui de correction nécessaire, de se livrer à ces violences physiques sur ses élèves (1).

Il doit toujours agir avec une prudence et une circonspection qui ne se trouvent jamais en défaut ; il faut prévoir toutes les conséquences, même les plus indirectes de ses actes ; l'instituteur qui s'approche derrière un jeune élève et place inopinément une baguette sur la main de celui-ci, sans l'avoir prévenu ni interpellé et provoque un mouvement de surprise et de peur, dans lequel l'enfant se blesse, commet une imprudence entraînant sa responsabilité (2).

Bien plus, les membres de l'enseignement sont tenus de connaître et de prévoir les dangers qui peuvent résulter de la nature des lieux où ils conduisent leurs élèves.

(1) Caen, 8 fév. 1912. R. Caen, 1912, 127.

(2) Besançon, 7 déc. 1933. R. Dijon-Nancy-Besançon, 1934. 23. En effet, l'auteur involontaire d'un dommage est en faute s'il existait pour lui l'obligation de prévoir et de faire diligence, pour éviter qu'il se produise. Cette obligation de vigilance ne s'apprécie pas *in abstracto* mais avec plus ou moins de sévérité suivant les facultés des victimes, de l'imprudence et de la conduite qu'il y a lieu d'attendre normalement d'elles au moment du fait générateur du dommage. Il doit faire preuve d'une prévoyance particulière, en présence d'enfants, de faibles d'esprit, de personnes inexpérimentées ou très âgées, prévoir leur surprise et leur peur. (Note sous décisions précitées).

TROISIÈME SECTION

Les présomptions de responsabilité

Les membres de l'enseignement privé sont soumis à différentes présomptions de responsabilité édictées dans le Code d'une manière plus ou moins générale. L'art. 1384 pose dans son premier alinéa « on est responsable non seulement du « dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore « de celui qui est causé par le fait de personnes dont on doit « répondre ou de choses que l'on a sous sa garde ».

La jurisprudence de ces dernières années a donné une importance considérable à ce texte, tout au moins en ce qui concerne le fait des choses que l'on a sous sa garde. Au contraire, elle n'a attaché aucune importance à la présomption de responsabilité du fait des personnes dont on doit répondre. A l'heure actuelle, ces dispositions sont considérées comme imposant une responsabilité aussi étendue que possible du fait des choses que l'on a sous sa garde. Les tribunaux font rentrer dans le terme un peu vague de « chose » les immeubles aussi bien que les meubles (1).

Ils n'exigent pas que la chose ait un vice inhérent à sa nature, susceptible de causer le dommage : l'article 1384 1° rattache la responsabilité à la garde de la chose et non à la chose elle-même (2).

La garde juridique à laquelle il est ainsi fait allusion est une notion qui diffère à la fois de la propriété et de la garde effective ; on peut être gardien d'une chose dont on n'est pas propriétaire, dont on ne se sert pas, et même parfois dont on ignore l'existence. Il serait plus exact, au lieu de parler de la garde des choses, de se référer au devoir de

(1) Req. 6 mars 1926. D.P. 1928, 1-607.

(2) Civil, 15 mars 1921. D.P. 1922, 1.25.

garde dont l'existence seule met en jeu l'application de l'article 1384 1°.

Il nous reste donc à déterminer les « choses qui sont sous la garde » des membres de l'enseignement privé. En principe, ces derniers sont censés avoir sous leur garde non seulement les « choses » qui leur appartiennent, mais encore toutes les choses mobilières ou immobilières nécessaires à l'exercice de leur profession, alors même qu'elles ne leur appartiendraient pas. En outre du matériel nécessaire, les membres de l'enseignement ont la garde notamment des « choses » dont se servent les élèves : par exemple, des objets nécessaires à leurs études, des jeux pour occuper leurs loisirs, c'est aussi tout ce que l'élève a en sa possession, dont il se sert même en cachette et contrairement aux règlements. C'est ce qui arrive lorsqu'un enfant se sert d'un couteau qui lui a déjà été confisqué plusieurs fois.

Toutefois, lorsque le chef de l'institution n'est pas assujéti à un devoir de surveillance envers ses élèves, il n'est plus le gardien juridique des « choses » qui sont en leur possession ; la garde juridique appartient à ces derniers. Quoiqu'étant tenu du devoir de surveillance envers ses élèves, il a été jugé que le directeur d'une école professionnelle n'est pas responsable du fait des outils et des machines dont se servent les élèves, le contrat d'enseignement qui est intervenu entre eux suppose une renonciation implicite de l'élève à se prévaloir de l'article 1384 1° en ce qui concerne le dommage qui pourrait lui advenir par le fait des machines et des outils dont il se sert et qui sont nécessaires à son instruction professionnelle.

La Cour de Douai précise que « celui qui est entré comme « élève dans une école pour perfectionner son instruction « pratique et professionnelle, employant une perceuse en vue

« de cette instruction. Participant dans ces conditions à l'usage de cette machine, il ne saurait invoquer l'art. 1384 1° auquel il avait renoncé avec le consentement tacite de son père, du fait même que les cours pratiques qu'il devait suivre avec l'agrément de celui-ci, comportaient l'emploi de machines nécessaires ou utiles à son instruction professionnelle ; s'il n'en tirait aucun profit matériel, c'est bien dans son intérêt qu'il en faisait usage. Il convient d'observer en outre, ajoute la Cour, que les sommes exigées pour être admis à l'école étaient si modiques, que cette école était pratiquement gratuite ; en conséquence la responsabilité incombant à celui qui a la garde de la chose ne saurait, en l'espèce, être prononcée contre le directeur de l'école professionnelle (1) ».

Cette décision catégorique est contraire à l'opinion générale qui considère les dispositions de l'article 1384 comme étant relatives à une responsabilité délictuelle. Il résulte de cette opinion qu'un contrat ne pourrait écarter l'application de ce texte.

Sans doute les partisans de la Cour de Douai se feront fort de répondre : Nous ne nions pas que l'article 1384 fasse partie des dispositions réglant la responsabilité délictuelle, nous prétendons seulement que la garde juridique dont il est fait allusion n'appartient plus à l'instituteur ; l'élève s'en est chargé contractuellement avec le consentement tacite de son père.

Il est regrettable que les termes de cet arrêt ne mettent pas en lumière ce transfert de la garde juridique. Du reste la thèse soutenue par Douai ne rend pas l'instituteur irresponsable si l'élève prouve une faute de sa part soit dans la

(1) Douai, 15 décembre 1931. R. Douai, 1932, 79.

surveillance, soit dans l'organisation de son établissement, le choix des machines mises à la disposition de l'élève, sa responsabilité est mise en jeu aux termes de l'article 1382.

Quant à nous, nous estimons que si le contrat d'enseignement contient une clause sur ce point, il n'y a qu'à se référer à ce qui a été stipulé. En tout cas la responsabilité du gardien de la chose cesse, dès qu'il a démontré que le dommage était causé par la faute de la victime ou par un cas de force majeure.

Le troisième alinéa déclare responsable « les maîtres et « commettant du dommage causé par leurs domestiques et « préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont em- « ployés ». Ce texte suppose que les chefs d'institution privée ont sous leurs ordres des préposés ayant causé un dommage aux élèves dans les fonctions auxquelles ils étaient employés. Suivant l'expression de M. Josserand, « la préposition est un « rapport juridique générique, une situation juridique résultant de toute convention par laquelle une personne en « commet une autre à l'exécution d'une fonction, d'une entreprise, d'une tâche quelconque (1) ».

Le préposé du chef de l'institution sera aussi bien l'auxiliaire bénévole que le professeur rémunéré. Parfois, les fonctions du préposé sont très importantes, il se peut que ce soit lui qui assume l'organisation et la direction de l'institution : c'est ainsi que l'administration de la colonie de vacances du Bionnay, qui se confond avec l'administration de la Compagnie d'Electro-Chimie et d'Electro-Métallurgie d'Ugine, est présumée responsable du préjudice causé aux élèves par la faute du directeur (2).

Le préposé sera quelquefois un membre d'une congréga-

(1) Josserand : *Droit Civ. positif français*, T. II, p. 273, n° 508, éd. 1933.

(2) Chambéry. 20 janv. 1937. D.H. 1937, 195.

tion religieuse. Les dommages qu'il causera aux élèves entraîneront la responsabilité de la congrégation et du supérieur général envers ces derniers.

Si le préposé a la direction de l'institution, ses fonctions sont permanentes et générales. Tout dommage causé aux élèves par son fait positif ou négatif mettra en jeu la responsabilité du commettant. Au contraire, lorsque ses fonctions sont moins importantes, il faudra un fait plus précis de sa part pour rendre responsable le directeur : par exemple, un élève d'une école professionnelle prétend, avec juste raison, que la responsabilité civile du directeur est engagée par une faute commise par son préposé : il soutient qu'âgé de 14 ans 1/2, il avait reçu l'ordre du chef d'atelier de percer un trou dans un écrou à oreille, à l'aide d'une mèche américaine et que, comme il avait percé le trou en oblique, le chef d'atelier lui avait ordonné de le boucher avec un morceau de fer et de repercer, dans l'axe de l'écrou, un autre trou de même diamètre. En exécutant ce travail la mèche s'était brisée au contact de l'acier et un éclat de 15 mm. de longueur était venu l'atteindre à l'œil gauche. Ce genre de travail était extrêmement dangereux et entraînait presque toujours la rupture de la mèche par suite d'un changement, à un moment donné, de la résistance rencontrée par la mèche tournant à une très grande vitesse. Le chef d'atelier aurait dû, en conséquence, lui prescrire le port des lunettes protectrices et il a commis une faute en ne lui prescrivant pas cette mesure de protection, faute que doit réparer le directeur de l'école professionnelle (1).

L'article 1384 4° édicte une responsabilité incombant aux instituteurs par le fait de leurs élèves pendant qu'ils sont

(1) La Loi, 1904, 425.

sous leur surveillance. Cette responsabilité spéciale a déjà été étudiée, nous n'y reviendrons pas.

L'article 1385 dit que « le propriétaire d'un animal ou celui qui s'en sert est responsable du dommage que l'animal a causé, soit que l'animal fût sous garde, soit qu'il fût égaré ou échappé ». On pourrait invoquer ce texte surtout contre les directeurs de manèges pour les dommages que les chevaux causent aux élèves. Toute la question serait de savoir à qui incombe la responsabilité prévue, au propriétaire de l'animal ou à l'élève qui s'en sert ? Le texte paraît conduire à cette deuxième solution, mais l'élève pourrait se targuer du devoir de surveillance qui pèse sur le directeur. La jurisprudence tranche la question en déclarant que l'article 1385 n'est pas applicable aux directeurs de manège (1).

L'article 1386 rend les propriétaires d'un immeuble « responsables des dommages causés par sa ruine, lorsqu'elle est arrivée par suite de son défaut d'entretien ou par vice de construction ». Le fait de ne pas entretenir le local où il exerce sa profession, ou de l'exercer dans un local ne présentant pas toutes les conditions de sécurité, constitue une faute engageant la responsabilité du directeur d'une institution privée, aux termes des articles 1382 et 1383 du Code civil. Toutefois, cette faute ne lui est pas toujours imputable : il a pu se fier à un architecte (contre lequel un recours est alors possible) et alors l'article 1386 sera seul mis en cause. Cette hypothèse est assez rare, en fait, on relève presque toujours une faute de l'instituteur, ce qui permet de fonder la demande sur les articles 1382, 1383 et 1385 combinés (2).

(1) Lyon, 1^{er} avril 1922. D. 1924, 2.51.

(2) Riom, 18 juillet 1928. G.P., 1928, 2.784.

DEUXIEME CHAPITRE

La responsabilité contractuelle des membres de l'enseignement privé

A côté de la responsabilité délictuelle ou quasi-délictuelle, le Code civil a prévu implicitement l'existence d'une responsabilité de nature contractuelle dont le principe ressort de l'article 1147 : « Le débiteur est condamné, s'il y a lieu, au « paiement de dommages et intérêts, soit en raison de « l'inexécution de l'obligation, soit en raison du retard de « l'exécution, toutes les fois qu'il ne justifie pas que l'inexécution provient d'une cause étrangère qui ne peut lui être « imputée, encore qu'il n'y ait aucune mauvaise foi de sa « part ».

Au lieu d'être mise en jeu à la suite d'une faute délictuelle, une telle responsabilité résulte de ce que l'on appelle un faute contractuelle, c'est-à-dire de l'inexécution du contrat.

PREMIÈRE SECTION

La faute contractuelle

L'élève victime d'un dommage prétend bénéficier d'une responsabilité contractuelle ou naissant du contrat ou intervenu entre le directeur de l'institution privée et lui.

Le plus souvent, en effet, un contrat intervient entre l'élève ou ses représentants et le directeur de l'institution privée : contrat synallagmatique et consensuel : il se forme par l'accord des volontés, il est même rarement rédigé par écrit ; tout au plus certaines obligations du directeur de l'institution sont-elles énumérées dans des prospectus et circulaires qu'il envoie aux parents des élèves. Comme c'est généralement un contrat à titre onéreux, les obligations de l'élève à son égard sont également indiquées.

Toutefois, il ne faudrait pas assimiler ce contrat à un contrat d'adhésion : les clauses prévues dans le prospectus ne s'imposent pas à tous les élèves de la même manière. Certaines dérogations sont prévues et les parties ont toute liberté. Pour déterminer si le contrat est à titre onéreux ou à titre gratuit, il ne suffit pas d'en examiner la forme, il faut en analyser le contenu. Certaines institutions privées exigent de leurs élèves une certaine rémunération, mais si minime qu'elle ne peut être considérée comme une contrepartie des avantages qu'elles procurent. En réalité ce contrat est un contrat à titre gratuit. Le critérium permettant de reconnaître le véritable caractère du contrat se trouve être dans l'intention des parties : il faut rechercher le but poursuivi par l'institution privée, les mobiles auxquels elle obéit, si le directeur exerce sa profession dans un but lucratif ou seulement en vue de jouer un rôle moralisateur et social. Ce

contrat, à titre gratuit ou à titre onéreux, est désigné sous le nom précis de contrat d'enseignement ou de contrat d'éducation (1). Très complexe, il est susceptible d'entraîner des conventions accessoires à son objet principal : l'éducation ou l'enseignement (2).

« Par ce contrat, le père se décharge de son obligation naturelle ou légale (étant donné la fréquentation des écoles obligatoires) sur un tiers qui prend l'engagement de la remplir comme le ferait un père de famille. Ce contrat fait donc part à l'idée de représentation et de louage de service » (3). La jurisprudence tend à considérer ce mandat comme un mandat salarié. La Cour de Caen déclare « que le contrat liant la directrice d'un cours à l'usage de jeunes filles au père de l'une de ses élèves, n'est pas un contrat de louage de service qui s'applique surtout à des services d'ordre matériel et non intellectuel, et qui suppose essentiellement un lien de dépendance et de subordination du locataire de service vis-à-vis de celui qui l'emploie, lien qui ne peut exister en ce cas ; un tel contrat est plutôt une sorte de mandat salarié ne tendant pas comme d'ordinaire à l'accomplissement de faits juridiques, mais com-

(1) Ces deux expressions ne sont pas synonymes : elles correspondent à des institutions privées de nature différente : les unes s'occupant de l'éducation de leurs élèves, les autres se chargeant seulement de leur donner un enseignement déterminé.

(2) Il ne faudrait pas croire que c'est une exception dans notre législation. Dans le droit des personnes, mais surtout dans le droit des choses, nous trouvons de ces contrats qui obligent le débiteur à une prestation principale et à de nombreuses autres prestations accessoires dont la nature et l'objet diffèrent : Le contrat de nourrice, par exemple, a pour objet principal d'assurer à l'enfant mis en pension sa nourriture, mais il entraîne en outre, de la part de ceux qui reçoivent l'enfant, l'obligation de le surveiller. On peut citer également dans le droit des choses le contrat d'hôtellerie qui comporte l'obligation principale d'une location d'appartement, une vente de nourriture et accessoirement un contrat de louage de service et un contrat de dépôts. La location de coffres-fort dans les banques est aussi un contrat complexe.

(3) Riom, 18 juillet 1928. G.P. 1928, 2.784.

« portant uniquement une mission d'éducateur » (1).

Ce contrat comporte souvent des objets accessoires : « il est certain en effet que la convention qui intervient pour la mise en pension d'un enfant est complexe et que son objet doit être entendu de manière large, d'après les habitudes et les circonstances : elle comporte des obligations sous-entendues dont les tribunaux peuvent et doivent reconnaître l'existence » (2).

La garde et la surveillance sont nécessaires pour atteindre le but poursuivi. Certains contrats de nature différente s'adjoignent au contrat d'enseignement, par exemple le contrat de louage lorsque le directeur reçoit des élèves internes et même le contrat d'hôtellerie, pourrait-on dire, si ce terme existait dans notre Code, le contrat de dépôt par lequel l'instituteur se charge, soit du trousseau de son élève, soit de l'argent qu'il devra lui remettre au fur et à mesure de ses besoins.

Le fait d'avoir conclu ce contrat d'éducation et d'enseignement entraîne certaines obligations précises à la charge du directeur de l'institution privée ; s'il y contrevient, il commet une faute dite contractuelle dont son co-contractant peut lui demander réparation (3). Chaque faute contractuelle correspond à une obligation précise imposée par le contrat d'éducation ; l'instituteur est tenu d'instruire ou de participer à l'éducation de l'élève dans les limites précisées par le contrat : le plus souvent, il s'engage à le surveiller pen-

(1) Caen, 29 juillet 1931. G.P. 1931, 2.562. Peut-être serait-il plus exact de voir dans ce contrat un louage d'ouvrage au contrat d'entreprise qui ne se confond pas avec le louage de service.

(2) Note sous Paris, 10 mai 1898. D. 1900, 2.405.

(3) Le principe de cette responsabilité n'est pas admis dans certaines décisions de jurisprudence dans lesquelles il s'agissait de déterminer si cette responsabilité était susceptible d'être mise en jeu à la suite d'une inexécution de l'obligation de sécurité qu'on prétendrait imposer par le contrat d'éducation. Voir : Riom, 29 juillet 1928. G.P. 1928, 2.784.

dant les heures de classe et de récréation : « L'instituteur qui « ne fournirait pas à l'élève les leçons promises pourrait « certainement se voir poursuivi par les parents sur le terrain contractuel » (1).

Cette obligation de donner l'enseignement promis entraîne implicitement celle de procurer à l'élève des professeurs compétents pour donner l'enseignement stipulé : ainsi, le directeur d'un manège ne dégage pas sa responsabilité par le fait qu'il prouve qu'à côté du professeur d'équitation et à son défaut, il y avait deux moniteurs particulièrement aptes à diriger l'enseignement. La présence de deux moniteurs ne saurait équivaloir à la présence du professeur et d'un chef d'équitation (2).

Il est bien évident qu'il n'en est ainsi que pendant le temps où le contrat s'applique et fait la loi des parties ; mais étant une sorte de mandat salarié pour la jurisprudence, celle-ci admet qu'il peut être résilié *ad nutum* par l'une ou l'autre des parties. Par application de l'article 2007 du Code civil, tel que l'interprète largement la jurisprudence, on doit admettre le droit pour le directeur d'un établissement d'éducation de renoncer à l'exécution d'un mandat sans que cette renonciation entraîne pour le mandat un droit à des dommages-intérêts, si elle est justifiée et non abusive. L'abandon d'un tel mandat ne pourrait donner lieu à des dommages-intérêts que dans le cas où il serait abusif et vexatoire : spécialement il n'y a pas lieu de condamner à des dommages-intérêts, au profit du père d'une élève, la directrice d'un cours de jeunes filles qui a renvoyé cette élève pour des raisons sérieuses et après toutes les précautions possibles pour

(1) « De la responsabilité contractuelle en matière d'accident de personnes », Camerlynck. *Rev. Trim.*, 1931, III.

(2) Douai, 24 juin 1932. R. Douai 1932, 263.

que le renvoi passe inaperçu et ne soit pas préjudiciable à l'intéressée (1).

Le principal d'un collège qui s'est offert à recevoir et a reçu effectivement le trousseau d'un élève s'est constitué dépositaire, d'autant plus que ce dépôt s'imposait aux élèves et que les objets du trousseau ont été placés dans des vestiaires appropriés dont le principal, ou un des préposés, détient la clé et duquel l'accès était interdit aux élèves sans autorisation spéciale. En conséquence, le principal, dépositaire des dits objets, doit prendre à leur égard les mesures que toute personne avisée prend pour ses biens personnels, et si par suite d'un incendie, les objets du trousseau sont détruits, le principal est responsable, à moins qu'il ne prouve que cet incendie est dû à un cas de force majeure (2).

Le directeur d'une institution privée qui prend des élèves pensionnaires est tenu contractuellement de leur assurer un logement remplissant certaines conditions de salubrité élémentaire et de leur fournir une nourriture saine.

DEUXIÈME SECTION

L'obligation de sécurité dans les rapports des membres de l'enseignement privé et de leurs élèves

Le contrat liant l'élève et l'instituteur comporte les obligations de nature si différente pour l'instituteur qu'on s'est demandé s'il ne lui impose pas implicitement l'obligation de rendre l'élève sain et sauf.

Cette question ne paraît pas avoir divisé la doctrine. Seul, M. Demogue (3) l'envisage et la résout par l'affirmative et

(1) Caen, 29 juillet 1931. G.P. 1931, 2.562.

(2) Civ. Arras. G.P. 1930, 2.117.

(3) Demogue : *Traité des obligations en général*. T. 5, n° 857.

encore, comme le fait remarquer M. Lalou (1) « cet auteur
 « ne propose-t-il cette solution qu'en convenant qu'elle est
 « sévère et qu'elle ne pourra faire état que d'une analogie
 « avec la théorie de la Cour de Cassation en matière de
 « transport de personnes ».

M. Beudant, dans son *Traité de Droit Civil*, envisage la question sans la résoudre « en ce qui concerne les domma-
 « ges éprouvés par l'élève, écrit-il, l'instituteur n'est res-
 « ponsable que dans les termes du droit commun, autrement
 « dit, à la condition qu'il soit établi que le dommage
 « prouvé a pour cause l'instituteur, à moins que la respon-
 « sabilité ne soit considérée comme contractuelle, cas au-
 « quel l'instituteur serait responsable de plein droit, sauf à
 « faire la preuve par lui que la cause du dommage ne lui
 « est pas imputable » (2).

La jurisprudence a été amenée à trancher cette question qui se posait dans des termes particulièrement précis : une demi-pensionnaire à l'institution Fénélon, à Clermont-Ferrand, est blessée dans une cour pendant la récréation par un objet du toit. Ses parents saisissent le Tribunal de Clermont-Ferrand d'une demande en dommages et intérêts, fondée notamment sur l'article 1147 et sur l'obligation pour la directrice de l'institution de rendre l'élève dans l'état où elle l'avait reçue.

Le Tribunal de Clermont-Ferrand admet l'existence de l'obligation de sécurité dans le contrat d'éducation « attendu
 « que la défenderesse (la directrice) en acceptant cōme
 « demi-pensionnaire la jeune P. dans son institution, a con-
 « tracté à la fois l'obligation de l'instruire et de la garder,
 « et qu'il paraît juridique d'admettre, et ce, par analogie

(1) Lalou. D.H., 1931, 41.

(2) Beudant. *Droit Civil*, n° 1207, note 2.

« avec la jurisprudence actuelle de la Cour de Cassation,
 « pour le contrat de transport de personnes, qu'elle s'est
 « ainsi engagée à rendre l'enfant dans l'état où on la lui
 « avait confiée et qu'elle ne saurait dégager sa responsabilité
 « qu'en prouvant son absence de faute, le débiteur étant
 « tenu, aux termes de l'article 1147 du Code civil, de prou-
 « ver que l'inexécution du contrat provient d'une cause
 « étrangère qui ne peut lui être imputée » (1).

La jurisprudence tranchait pour la première fois cette question : un arrêt de la Cour de Paris avait été invoqué comme admettant la responsabilité contractuelle d'un chef d'institution résultant d'un cas de maladie contagieuse constatée chez un élève « mais loin de consacrer la thèse de la « responsabilité contractuelle, il est basé sur un ensemble de « négligences précisées avec soin auxquelles il rattache l'origine et l'aggravation de la maladie » (2).

La Cour de Riom, devant laquelle cette question est portée en appel, refuse, dans un arrêt longuement motivé, d'admettre une obligation de sécurité à la charge de la directrice. A l'origine, il y a bien un contrat entre Mlle T., la directrice, et le père de l'élève, mais par ce contrat, le chef de l'institution ne promet pas de rendre l'enfant sain et sauf à ses parents. L'admettre serait faire une extension abusive des règles du contrat de transport : « on mécon-
 « naît un élément essentiel, le principal, celui en vue duquel
 « les diverses dispositions du Code en la matière ont été
 « écrites : l'intention des parties. Sans doute une telle obli-
 « gation n'aurait rien d'illicite si elle était stipulée. En l'ab-
 « sence d'une telle stipulation, doit-on la supposer ? En fait
 « nous n'avons pour nous guider aucune correspondance, ni

(1) Trib. Clermont-Ferrand. G.P. 1928, 2.784.

(2) Conclusions Cavarroc. G.P. 1928, 2.784.

« même aucune circulaire imprimée que les établissements
 « d'enseignement ou institution ont coutume d'adresser aux
 « familles pour solliciter leur clientèle » (1).

La Cour refuse de tirer un argument de l'article 1384 4° ; il serait aussi arbitraire de raisonner par analogie qu'a contrario dans le silence du législateur. Il faut, pour connaître l'intention des parties, se référer à l'opinion commune des co-contractants sur la portée de leurs engagements. Dans la pratique quotidienne, il n'entre pas dans l'intention des parties de faire endosser à l'une d'elles, en l'échange d'une rémunération souvent modeste, une responsabilité aussi étendue que celle de rendre l'enfant sain et sauf.

« La circonstance que, jusqu'à présent, la jurisprudence
 « a toujours cherché à appliquer les articles 1382 et 1383,
 « laissant aux parents la charge de la preuve d'une faute de
 « l'instituteur, donne une force particulière à l'interprétation
 « de cette volonté commune. Il est à présumer en effet que
 « pour déterminer les conséquences d'une convention non
 « écrite, non réglée par le Code civil, les parties s'en sont ré-
 « férées à la jurisprudence établie en la matière. L'obliga-
 « tion de sécurité n'est pas de l'essence du contrat d'éduca-
 « tion, elle n'est inscrite dans aucune disposition légale et
 « n'est pas nécessairement sous-entendue. Les soins que l'on
 « peut exiger d'un instituteur sont ceux d'un bon père de
 « famille et la limite de ses obligations à défaut d'un texte
 « formel, loi ou contrat, est celle que fixent l'usage et
 « l'équité...

« L'obligation du chef de l'institution est une obligation de
 « moyens ; il promet sa surveillance, ses efforts, son dévoue-
 « ment même : il ne garantit pas le résultat, il en est ainsi

(1) Conclusions Cavarroc. G.P. 1928, 2.784.

« malgré l'existence d'un contrat accessoire de pension ou de
 « logement qui n'a d'autre but que de faciliter l'exécution
 « des obligations de surveillance et d'éducation...

« On admettra difficilement que les parents fussent sou-
 « mis à un régime de preuve différent, suivant le caractère
 « public ou privé de l'établissement scolaire où s'est pro-
 « duit l'accident. Or, la responsabilité de l'Etat ne serait en-
 « gagée, selon les théoriciens du droit administratif, qu'après
 « la démonstration d'une faute de service, tandis qu'avec la
 « thèse contractuelle, celle du chef d'institution privée de-
 « vrait être toujours présumée » (1).

La Cour de Cassation n'a pu examiner cette question de l'obligation de sécurité dans une affaire analogue ; le moyen, tiré de la responsabilité contractuelle de l'instituteur, n'était pas recevable devant la Cour de Cassation comme étant nouveau et mélangé de fait et de droit (2).

Dernièrement, la Cour de Paris a fait application des principes mis en évidence par la Cour de Riom en une circonstance un peu spéciale, étant donné qu'il s'agissait d'un accident arrivé au cours d'un exercice de gymnastique ; elle infirme le jugement du tribunal civil de la Seine (3) qui avait admis la responsabilité contractuelle du professeur : « Consi-
 « dérant que c'est par suite d'une inexacte interprétation
 « des accords intervenus entre l'appelant et l'intimé, que les
 « premiers juges ont prononcé sur le fondement des textes
 « susvisés (art. 1335 et 1147 du Code civil) à l'encontre de
 « celui-ci, la condamnation de principe précitée ; considé-
 « rant sans doute que H. père, en confiant son fils P. pour
 « lui donner une leçon de gymnastique, entendait que celui-

(1) Conclusions Cavarroc. G.P. 1928, 2.784.

(2) Req. 29 mars 1929. G.P. 1929, 1.821.

(3) Civ. Seine, 22 octobre 1935.

« ci surveillât et dirigeât les exercices de l'enfant et prit
 « toutes précautions nécessaires, en ce qui concerne les lo-
 « caux et le matériel utilisés ; que l'appelant, en promettant
 « son industrie pour favoriser le développement physique ra-
 « tionnel de l'enfant, ne pouvait cependant être considéré
 « comme s'engageant à garantir, vis-à-vis du père de famille,
 « contre tous les risques d'accidents inhérents à de tels exer-
 « cices et susceptibles de survenir au cours de la leçon, in-
 « dépendamment de toute faute de sa part, l'intégrité cor-
 « porelle de l'enfant. Or, considérant, sans qu'aucun défaut
 « de vigilance fut allégué à l'encontre de P. ou que le carac-
 « tère anormal, en raison de l'âge de l'enfant, de l'exercice,
 « à savoir le saut d'un tremplin au cours duquel le jeune H.
 « a eu la jambe fracturée, fut établi ou même soutenu, les
 « premiers juges ont cru devoir fonder leur décision sur une
 « présomption de responsabilité ayant sa cause dans les sti-
 « pulations du contrat intervenu entre les parties au procès ;
 « qu'ils ont dénaturé ces accords... »(1).

Toutefois, la jurisprudence des Cours d'appel ne refuse pas catégoriquement d'admettre l'existence d'une obligation de sécurité dans le contrat d'enseignement. Par le contrat d'éducation, le directeur d'une institution privée s'engage à donner à l'enfant l'instruction et l'éducation en même temps qu'à veiller à sa santé et à sa sécurité. Cette convention ne comporte, en l'absence de textes légaux, l'obligation de rendre l'enfant sain et sauf, elle est plus restreinte et la responsabilité de l'instituteur est dégagée, s'il établit qu'il a fait tout ce qu'il a pu pour s'acquitter de son obligation de sécurité.

Le principe édicté en termes formels par Riom, est rap-

(1) Paris, 10 décembre 1936. D.H. 1937.73.

pelé, non moins catégoriquement, par Paris, pour son application, même lorsqu'il s'agit d'un enseignement portant sur un point très particulier : certains contrats, tel le contrat par lequel le directeur de manège s'engage à apprendre l'équitation à un élève : « il est facile de préciser les obligations du professeur d'équitation, déterminées nécessairement par l'une des hypothèses suivantes : ou bien il est simplement tenu d'exercer son art, ou bien il est tenu de l'enseigner en prenant toutes les précautions usuelles pour éviter l'accident ; ou enfin il doit à l'élève la garantie d'une éducation sans accident. Il est également inadmissible que le professeur d'éducation soit contractuellement dispensé de toute prudence et qu'il garantisse la sécurité absolue de ses élèves. L'équitation comporte, au su de tout le monde, des risques qui tiennent à sa nature même et qu'on ne supprima jamais. L'obligation du professeur doit donc être définie dans les termes de l'hypothèse intermédiaire » (1).

Les Cours de Lyon et de Douai déclarent que la responsabilité d'un maître de manège, quant aux dommages causés à ses élèves par les chevaux mis à leur disposition, est régie non par l'article 1385 mais par l'article 1137, relatif à la responsabilité contractuelle. Elles en déduisent que si un accident survient à un élève au cours d'une leçon, la faute du maître de manège est présumée et qu'il ne s'exonère de sa responsabilité qu'en prouvant qu'il a exécuté son obligation en bon père de famille.

Spécialement, sa responsabilité doit être écartée s'il justifie que le cheval, monté par l'élève, était doux, facile, que l'écuyer était prudent et que l'accident est dû à une impru-

(1) Lyon, 21 octobre 1922. D. 1924, 2.21.

dence de l'élève Mais la présence de deux moniteurs, à côté du professeur d'équitation ou à son défaut, ne saurait suffire pour écarter la responsabilité du directeur de manège.

CHAPITRE TROISIÈME

Combinaison de la responsabilité délictuelle et de la responsabilité contractuelle

La responsabilité des membres de l'enseignement privé peut être d'ordre délictuel ou contractuel. La question de savoir si la responsabilité contractuelle peut se cumuler avec la responsabilité délictuelle est une des questions les plus controversées en doctrine et à laquelle la jurisprudence répond de façon les plus différentes.

Cette question présente un intérêt de tout premier ordre ; non seulement la preuve à rapporter est bien facilitée lorsqu'il s'agit de la responsabilité contractuelle mais la capacité de l'auteur de la faute est différente suivant la nature de la faute : un incapable peut être rendu responsable par une faute délictuelle ou quasi-délictuelle ; il ne peut s'obliger valablement par un contrat qu'autant qu'il a été habilité.

D'autre part les dommages-intérêts susceptibles d'être demandés par la partie lésée ne courent en cas de responsabilité contractuelle qu'après la mise en demeure tandis qu'en matière délictuelle il n'y a pas lieu à cette formalité mais surtout, ce qui est de la plus haute importance, la validité des clauses de responsabilité admise en matière contractuelle est interdite en matière délictuelle. Le tribunal civil seul est compétent au sujet d'une action en responsabilité contrac-

(1) Lyon, 1^{er} avril et 21 octobre 1922. D. 1924, 2.51.
Douai, 27 juin 1932. R. Douai 1932, 263.

tuelle, les tribunaux répressifs peuvent être juges de la responsabilité civile délictuelle.

Enfin les dommages-intérêts susceptibles d'être alloués en matière de responsabilité contractuelle sont seulement ceux qu'on a prévus ou qu'on a pu prévoir lors du contrat, hors le cas de dol.

En doctrine la majorité des auteurs modernes admettent que le cumul de ces deux responsabilités n'est pas possible ; ils partent de ce point de vue qu'étant donné la dualité des fautes délictuelle et contractuelle il faut en séparer nettement les deux domaines « les articles 1382 et suivants ont « été écrits en vue des rapports entre individus liés seulement « par les règles du droit commun ; lorsqu'il y a contrat entre deux personnes ce contrat fait peser sur elles des « obligations exceptionnelles ».

Tel est l'avis de MM. Capitant et Josserand, Mazeaud, Demogue, etc... C'est bien à tort que ces auteurs ont voulu dissocier la faute délictuelle de la faute contractuelle. L'opinion qui rejette le cumul de ces responsabilités est condamnée par ce fait que le dol est toujours un délit et qu'en cas d'une inexécution dolosive d'une convention il y a nécessairement cumul des deux responsabilités.

D'autre part si la faute contractuelle est un délit pénal la victime n'aurait pas le droit de se porter partie civile par le fait qu'un contrat est intervenu. Si l'instituteur qui a blessé par imprudence l'un de ses élèves, sa victime ne peut se porter partie civile parce que l'instituteur s'était chargé contractuellement de son éducation et de son enseignement ; un tel résultat est la condamnation de ce système. Aussi certains auteurs partisans du non cumul tels que MM. Mazeaud (1) prétendent qu'il y a bien responsabilité contrac-

(1) *De la responsabilité civile*. page 186, n° 202, éd. 1931.

tuelle mais que la responsabilité contractuelle est de la compétence des tribunaux répressifs. Cette opinion est contraire aux principes de notre droit d'après lesquels l'action civile qui peut être portée devant les tribunaux répressifs accessoirement à l'action pénale est exclusivement celle fondée sur les articles 1382 et 1383. Du reste ils soutiennent que : « la « victime ne peut se placer sur le terrain contractuel que si « elle a passé un contrat valable avec l'auteur au moment et « si le préjudice dont elle souffre provient de l'inexécution du « contrat ».

« En principe elle peut toujours se placer sur le terrain dé-
 « lictuel mais il est certains cas où elle n'en a pas le droit
 « non point chaque fois qu'elle a passé un contrat avec l'au-
 « teur du dommage mais chaque fois que dans ce contrat
 « les parties ont entendu interdire tous recours aux arti-
 « cles 1382 et suivants. Tel est leur intention lorsqu'elles ex-
 « cluent du contrat certaines obligations ».

Malgré ces raisons M. Esmein considère que si le cumul est à rejeter délibérément (1) l'hésitation est permise sans doute lorsqu'il y a doute sur le rattachement du contrat de l'obligation envisagée, mais, dit-il, la question est alors celle du caractère délictuel ou contractuel de la responsabilité et non du cumul de celle-ci.

M. Jossierand tranche nettement « la question : ces deux « responsabilités peuvent-elles se juxtaposer ou se cumuler « pour un même rapport obligatoire donné ? C'est se deman-
 « der si des parties contractantes sont en même temps des
 « tiers. Les deux qualités des parties contractantes et de
 « tiers sont inconciliables ; du moment qu'on entre dans la
 « deuxième catégorie on sort de la première. Un contractant
 « n'est pas un tiers plus un contractant, de même qu'un

(1) Mazeaud : *De la responsabilité civile*, n° 207, page 150.

« Français n'est pas un étranger plus un Français. On additionne pas des qualités contradictoires qui s'excluent l'une l'autre, entre les deux il faut choisir la responsabilité délictuelle ou la responsabilité contractuelle (1) ».

Ces considérations théoriques n'ont pas suffisamment convaincu la jurisprudence qui reste toujours très flottante.

En ce qui concerne les membres de l'enseignement privé, les tribunaux admettent à la fois la responsabilité contractuelle et la délictuelle ; bien plus, lorsqu'une seule est invoquée, ils prétendent tirer de certaines circonstances alléguées et prouvées par le demandeur, la preuve d'une faute délictuelle alors que la demande est basée sur la responsabilité contractuelle : ils déclarent le directeur de l'institution privée responsable en vertu des articles 1382 et 1383.

(1) Josseland : *Droit civil positif français*, tome II, p. 258, n° 482, éd. 1923.

CHAPITRE QUATRIÈME

A qui incombe cette responsabilité ?

L'expression « membre de l'enseignement privé » est un terme générique et peu précis. Il est nécessaire de déterminer d'une manière plus concrète ceux qui encourent une responsabilité à raison des dommages causés à leurs élèves.

Dans une première partie, nous nous sommes efforcés de rechercher ceux que l'article 1384 4° rend responsables du fait de leurs élèves. Il serait inexact de croire que nous nous répétons purement et simplement. Il n'y a pas concordance parfaite entre ceux qui sont responsables du fait de leurs élèves et ceux qui sont responsables des dommages causés à leurs élèves. L'article 1384 4° s'applique à tous ceux qui, ayant la garde d'un élève, se chargent envers lui d'un enseignement ou d'une éducation, tel est le principe qui permet de déterminer le champ d'application de l'art 1384 4°.

En ce qui concerne la responsabilité des membres de l'enseignement privé à raison des dommages causés aux élèves, le domaine de cette responsabilité est à la fois plus large et plus étroit que celui de l'article 1384 4°.

Tout d'abord, il est plus large : tandis que deux éléments sont nécessaires pour déterminer les instituteurs dont parle l'article 1384 4° : la garde et l'éducation ou l'enseignement, il serait tout à fait arbitraire de rendre responsables des dommages causés à leurs élèves exclusivement ceux qui en ont la

garde. Sans doute, pour ceux-ci, la responsabilité sera plus étendue que pour ceux qui n'ont aucune surveillance à exercer, par le fait que la durée de leur responsabilité est plus longue, que leurs obligations sont plus nombreuses et qu'ils sont spécialement tenus d'un devoir de surveillance. Mais ceux qui ne se sont pas engagés à surveiller leurs élèves ne sont pas pour cela irresponsables de tous les dommages qui peuvent leur arriver. Ils répondent toujours de leurs faits positifs ou négatifs, de leurs négligences, de leurs imprudences.

Evidemment, il y a des abstentions qui sont fautives lorsque leur auteur est tenu d'un devoir de surveillance et qui n'engagent pas la responsabilité de celui qui a seulement promis d'assurer un enseignement ou de participer à l'éducation de son élève. La garde et la surveillance ne sont pas des éléments nécessaires à l'existence de la responsabilité des dommages causés aux élèves.

Si tel est le principe, s'applique-t-il en toutes circonstances ? N'y aurait-il pas des hypothèses où, quoique participant à l'instruction et à l'éducation des élèves, les instituteurs privés ne seraient pas responsables des dommages qui pourraient survenir aux élèves.

Cette question, d'une importance considérable, est l'objet de nombreuses controverses en ce qui concerne les œuvres de bienfaisance, patronages, colonies de vacances et autres, qui s'occupent de leurs élèves gratuitement ou moyennant une rétribution très modique.

La difficulté, pour trancher ce différend, vient de ce que deux principes contradictoires se heurtent sur ce point. Suivant que l'on donne la prééminence à l'un ou à l'autre, on est conduit à adopter une solution positive ou négative ; notre législation considère qu'en général, celui qui bénéficie

d'un acte à titre gratuit, ne peut exiger de garantie de celui qui lui assure un avantage sans aucune contre-partie. Du moment que les œuvres de bienfaisance s'occupent gratuitement de leurs élèves, ceux-ci seraient mal fondés à exiger certaines garanties, les avantages qu'ils en retirent ont par contre-partie un risque qu'ils acceptent par le fait qu'ils s'adressent à une œuvre de bienfaisance ; il serait contraire à l'équité la plus élémentaire que ceux qui agissent, uniquement poussés par un esprit de bienfaisance et de dévouement, puissent être poursuivis précisément à cause de leur activité et de leur dévouement ; ce serait bien mal les récompenser. Bien plus, l'utilité sociale s'oppose à une telle solution qui découragerait les meilleures volontés et arrêterait l'essor de toutes les œuvres de bienfaisance. La société est intéressée au plus haut point au développement de ces œuvres qui, du reste, en fait, se multiplient de plus en plus.

Toutefois, à cette considération, à ce principe que celui qui bénéficie gratuitement d'une activité, doit en accepter tous les risques, s'oppose un principe contraire : il serait bien imprudent d'exonérer les œuvres de bienfaisance de toute responsabilité. Si la société est intéressée à leur développement, elle l'est encore plus à ce que les directeurs prennent toutes leurs précautions pour éviter les dommages susceptibles de préjudicier aux élèves. La décharge de toute responsabilité entraîne inévitablement certaines négligences ou imprudences : « dans l'intérêt même des colonies de vacances » et œuvres de bienfaisance dont l'utilité sociale et le but « éminemment moralisateur sont incontestables, il échet que « leurs directeurs s'entourent des précautions indispensables « à la sauvegarde des enfants dont ils ont momentanément « la charge (1) ».

(1) Douai, 16 juillet 1930. G.P. 1930, 2.651.

En fait, la jurisprudence est arrivée à combiner ces deux considérations pour en titrer une solution équitable. Le directeur de l'œuvre de bienfaisance ne sera pas déchargé de toute responsabilité par le seul fait qu'il agit dans un but désintéressé, mais étant donné qu'il est animé par un esprit de pure bienfaisance, il serait profondément injuste de déterminer sa responsabilité à raison des dommages causés aux élèves avec la même sévérité que ceux qui retirent un avantage matériel de l'exercice de leur profession.

Il sera toujours responsable de ses fautes intentionnelles, des fautes lourdes, des imprudences graves assimilables aux fautes intentionnelles. Par contre, les tribunaux tiendront compte du caractère de l'œuvre de bienfaisance pour apprécier certains faits et les considérer comme non fautifs lorsqu'ils ne présentent pas un caractère de gravité exceptionnelle. Même lorsque l'élève allègue à l'encontre du directeur de l'œuvre de bienfaisance une faute de nature à entraîner sa responsabilité, les tribunaux se montrent bien plus difficiles au sujet de la preuve de la faute ; il est manifeste que le caractère gratuit de l'œuvre influence leur décision et les porte à l'indulgence.

La Cour de Besançon énonce très clairement les règles déterminant la responsabilité de l'œuvre de bienfaisance : « il « est d'abord à observer, ainsi que l'ont déjà admis diffé- « rentes décisions, que la responsabilité des œuvres de bien- « faisance, en raison de leur caractère très particulier et « louable, ne doit point être envisagée d'une façon aussi « étroite que celle qui découle des cas généraux du droit « commun. On ne saurait, en effet, ajoute-t-elle, sans créer « un regrettable accueil au but pleinement humanitaire « qu'elles se proposent, exiger d'elles cette surveillance de

« tous les instants à laquelle la loi assujettit l'instituteur (1) ».

La responsabilité des directeurs d'œuvres charitables étant admise, la question s'est posée de savoir si cette responsabilité est toujours encourue, spécialement lorsque l'œuvre charitable est un groupement de boy-scouts. « Il ne nous paraît pas en être tout à fait de même quand il s'agit d'éclaireurs ou boy-scouts. Pour faire partie d'un groupement et recevoir la préparation tant morale que physique de l'éclaireur, il faut préalablement signer ou prendre certains engagements notamment en ce qui concerne les obligations du boy-scout : la discipline, l'ordre, l'obéissance et l'entraide... En fait, le chef de groupe doit faire confiance aux éclaireurs de son groupe qui sont des jeunes gens et non des enfants et ne pas supposer a priori que l'ordre donné sera enfreint (2) ».

La jurisprudence s'est montrée plus sévère : cette considération ne l'a pas amenée à exonérer le chef de groupe de la responsabilité de la mort d'un des éclaireurs de son groupe (3).

Le caractère gratuit de l'institution limite dans une certaine mesure l'étendue de sa responsabilité lorsqu'il s'agit de dommages causés aux élèves. Au contraire, avant la loi du 5 avril 1937, ce caractère n'exerçait aucune influence sur la responsabilité prévue par l'article 1384 4°. Cette loi modifie le texte de cet article et déclare la responsabilité des membres de l'enseignement privé à raison des dommages causés par leurs élèves, subordonnée à la preuve d'une faute déterminée d'après le droit commun. Logiquement, il devrait en résulter une diminution de responsabilité pour les

(1) Besançon, 17 mai 1927. G.P. 1927, 2.370.

(2) Note sous Civ. Seine, 23 déc. 1930. G.P. 1931, 1.322.

(3) Paris, 26 nov. 1932. G.P. 1933, 1.335.

œuvres de bienfaisance, puisque les actes de leurs directeurs sont appréciés avec indulgence par les tribunaux.

Pourtant, à notre avis, la loi du 5 avril 1937 n'entraînera pas une telle modification : la faute qui met en jeu la responsabilité à raison du fait des élèves porte préjudice à un tiers qui n'a pas à connaître le caractère onéreux ou gratuit de l'institution. Il ne doit point subir de préjudice quelles que soient les conditions qui règlent l'activité professionnelle de l'institution.

CHAPITRE CINQUIÈME

Des circonstances exonératoires de responsabilité

« Qu'un préjudice ait été subi par le demandeur, écrivent
« MM. Mazeaud, qu'une faute ait été commise par le dé-
« fendeur, cela ne suffit pas pour que la responsabilité ci-
« vile se trouve engagée. Une troisième et dernière condition
« doit être remplie : l'existence d'un lien de causalité entre
« la faute et le dommage (1) ».

Il n'y a pas lieu à responsabilité lorsque le préjudice est dû à une cause étrangère au défendeur. Lorsque le dommage a une telle cause, on considère celle-ci comme une circonstance exonératoire de responsabilité. Il arrive fréquemment que celui qui demande une réparation soit lui-même la cause directe ou indirecte du dommage dont il se plaint. Il n'est pas moins rare que le dommage soit provoqué par un événement qu'il est impossible d'imputer à personne comme le vent, la foudre, etc... « Le dommage résulte alors de la force majeure ou du cas fortuit ».

Comme le remarquent MM. Mazeaud, la plupart des juristes français admettent que « dès qu'il est établi que sans « événement déterminé, le dommage ne se serait pas réalisé, cet événement est cause du préjudice ; si donc cet

(1) Mazeaud : *De la responsabilité civile*. T. 2, p. 1, éd. 1931.

« événement consiste en une faute du défendeur, ce dernier doit réparation, malgré l'intervention de causes étrangères (1) ».

« Quelle que soit la difficulté qu'on éprouve à se faire une opinion exacte sur l'orientation de la jurisprudence française, en raison de la réserve témoignée par les tribunaux, il semble possible d'affirmer que les arrêts se rallient à cette théorie ».

La Cour de Cassation s'est à plusieurs reprises prononcée en faveur de cette opinion (2).

PREMIÈRE SECTION

La faute de la victime

Lorsque le dommage causé à l'élève a été provoqué par sa faute, logiquement, il n'y aurait aucune raison de lui accorder le droit d'en demander réparation à son instituteur. Il devrait supporter seul les conséquences de ses actes, tout au plus, pourrait-on lui reconnaître le droit d'exiger une réparation partielle lorsque le dommage a été causé à la fois par sa faute et celle de l'instituteur.

En général, la faute de la victime a pour conséquence d'exclure la responsabilité de l'auteur du dommage en totalité ou en partie suivant que cette faute de la victime a été ou non la cause exclusive du préjudice subi ; la responsabilité se partage dans les proportions où leurs fautes respectives ont été la cause déterminante du dommage.

Si tel est le principe général, il est permis de douter qu'il trouve toujours son application, lorsqu'un élève s'est causé à lui-même un dommage. La faute de l'élève peut, sans

(1) Mazeaud : *De la responsabilité civile*, T. 2, p. 18, 1931.

(2) Cassation criminelle, 10 mars 1933. Recueil des Assurances, 1933, 171.

doute, conserver la propriété d'écarter la responsabilité de l'auteur du dommage, mais il est également possible de prévoir des hypothèses où le doute est permis : on a cherché à expliquer un tel état de choses à l'aide d'un subterfuge ingénieux : l'instituteur serait tenu contractuellement de rendre l'élève dans le même état qu'il l'avait pris. Nous avons vu que la jurisprudence, fortement soutenue par la doctrine, s'est refusée à entrer dans cette voie qui conduirait à une sévérité aussi excessive vis-à-vis des membres de l'enseignement privé.

Une telle solution a été repoussée avec d'autant moins d'hésitation qu'en fait la faute de la victime ne déchargera pas toujours l'instituteur de sa responsabilité. Il en sera ainsi toutes les fois où ce dernier est tenu du devoir de surveillance vis-à-vis de son élève : la possibilité qui a été laissée à l'élève de commettre une faute est justement une faute précise relevée à l'encontre de l'instituteur qui devait l'en empêcher. C'est en partant de cette idée qu'une institutrice a été rendue responsable de la blessure que s'est fait un élève avec un couteau qu'il avait pu conserver par suite du défaut de surveillance.

Précisons bien qu'il en est ainsi seulement si la faute de l'élève a été commise pendant le laps de temps où la surveillance de l'instituteur devait s'exercer. Si la faute de l'élève est antérieure ou postérieure, par exemple si l'élève pénètre dans l'établissement à une heure interdite par les règlements et se blesse avec un outil ou un échafaudage à raison d'un défaut de surveillance, la faute primitive de l'élève conserve toute sa fonction exonératoire de responsabilité.

D'autre part, certaines institutions privées s'occupant plus de jeunes gens que d'enfants, sont amenées à leur faire

confiance : leur responsabilité devrait être mise à couvert dès qu'elles ont donné des ordres pour éviter tout accident. Au premier abord il semble qu'elles ne sont pas tenues de veiller à l'exécution de ces ordres, pouvant à bon droit compter sur la discipline morale que leurs élèves se sont engagés spontanément et en connaissance de cause à respecter. Dès lors, si un des élèves désobéit, il commet tout d'abord une faute vis-à-vis du directeur de l'institution, et de plus, une faute vis-à-vis de ses camarades, en leur donnant ainsi le mauvais exemple. Cette double faute, il est juste que l'élève en supporte les conséquences, aussi le directeur devrait-il être exonéré si l'institution est d'une nature telle que ceux qui la fréquentent ont pris un engagement, ratifié au moins tacitement par leurs parents, de se conformer aux règlements. Ce serait le cas pour les troupes de boy-scouts et d'éclaireurs :

« Les parents auraient fait confiance à cet enfant pour lui
 « permettre de développer le sentiment de sa responsabilité
 « personnelle, avec toutes les chances, bonnes ou mauvaises,
 « que peut faire courir à l'élève l'éducation de ses senti-
 « ments. A cela, il est facile de répondre que, par le fait
 « même qu'ils assument le rôle d'éducateurs, les groupe-
 « ments scouts affirment leur responsabilité, car ils tendent
 « à s'assimiler aux instituteurs et on pourrait même se de-
 « mander précisément si, pour ce motif, l'article 1384 ne
 « devrait pas leur être appliqué. L'engagement que le jeune
 « scout souscrit, même connu et tacitement approuvé de ses
 « parents, ne saurait en tous cas dégager le groupement des
 « conséquences des fautes des préposés que ce groupement
 « désigne pour diriger les diverses troupes qui dépendent
 « de lui » (1).

(1) Note sous Civ., Seine, 23 déc. 1930. Sirey, 1931.226.

Les membres d'un tel groupement ont une certaine responsabilité personnelle : si leur faute n'exonère pas intégralement celle du chef, elle excluera au moins partiellement la responsabilité qui devrait lui incomber à raison d'un accident arrivé à un membre d'un groupement dont il avait la charge (1).

Ce sera le cas toutes les fois où, en fait, il est possible de reconnaître une part de responsabilité personnelle aux élèves dans l'infraction aux règlements. Pour qu'il en soit ainsi, les élèves doivent réunir certaines conditions d'âge et d'éducation. Il appartient au juge du fait de trancher souverainement si la responsabilité des élèves peut contrebalancer celle de l'instituteur. En pratique, si les tribunaux ne considèrent pas que la faute de l'élève puisse exonérer totalement le directeur de toute responsabilité, c'est peut-être parce qu'ils jugent la conduite de ce dernier avec une sévérité particulière et arrivent presque toujours à découvrir une imprudence ou une négligence qui peut lui être imputée. Mais, c'est surtout parce qu'il rentre dans l'exercice de la profession des membres de l'enseignement privé, chargés de la surveillance de leurs élèves, de veiller à leur conduite : la mission d'éducateur a précisément pour but de corriger l'élève de ses tendances à commettre une faute.

Lorsque la faute de l'élève victime n'exonère pas le directeur de l'institution privée, parce qu'il est tenu de garder et surveiller son élève, les tribunaux qui refusent de prendre en considération la faute de l'élève et en rendent les instituteurs responsables, admettent pourtant une dérogation à ce principe : lorsque l'acte de l'élève a été si imprévu que la surveillance la plus attentive n'aurait su l'empêcher, ils consi-

(1) Comparer, Paris, 23 déc. 1932. G.P. 1933, 1.335.

dèrent que le directeur n'ayant commis aucune faute à l'encontre de son devoir de surveillance, il n'y a aucune raison de le charger d'une responsabilité puisqu'aucun lien de causalité n'existe entre son fait et le dommage, alors surtout que l'élève en est la seule cause. L'imprévisibilité du fait de l'élève est assimilée à un « cas fortuit ou de force majeure », qui, d'après la jurisprudence, exonère l'instituteur de toute responsabilité.

DEUXIÈME SECTION

Le cas fortuit et la force majeure

Le lien de causalité entre la faute de l'instituteur et le dommage éprouvé par l'élève n'existe pas lorsqu'en fait ce dommage a été provoqué par un cas fortuit ou un cas de force majeure.

Loin d'être synonymes, ces deux expressions désignent des circonstances bien différentes ; mais « la confusion de ces « deux notions est couramment commise par nombre d'auteurs et dans une quantité de décisions judiciaires où les « deux formules « cas de force majeure » et « cas fortuit » « sont prises indifféremment l'une pour l'autre et considérées comme interchangeables en sorte que leur accouplement, qui est devenu de style, constitue un simple pléonasme » (1).

La force majeure, à proprement parler, désigne certains événements anonymes, complètement étrangers à l'instituteur et à l'élève : les forces de la nature, l'orage, le vent, le fait du prince, constituent au premier chef des cas de force ma-

(1) Josseland : *Droit Civil positif français*, T. II, p. 242, n° 453, éd. 1933.

jeure exonérant l'instituteur de la responsabilité naissant d'un dommage éprouvé par l'élève.

Toutefois, un tel fait sera considéré comme étant de force majeure seulement s'il était imprévisible : ainsi, il a été jugé (1) que le phénomène de la fausse montée ne saurait être considéré comme imprévisible, alors qu'un phénomène analogue a déjà produit des accidents dans la région ; du moment qu'un homme très diligent aurait pu prévoir et éviter le dommage causé par ce phénomène de la marée, on ne saurait parler de force majeure.

Dans un tout autre ordre d'idées, sont également considérés comme étant des cas de force majeure le fait des tiers, de personnes dont l'instituteur ne doit pas répondre ; les parents de l'élève peuvent être eux-mêmes en faute : la responsabilité du chef d'institution qui a négligé d'avertir les parents d'un élève, après avoir constaté que celui-ci est atteint de maladie contagieuse et s'abstient de lui faire donner des soins, se trouve atténuée lorsqu'il est établi que les parents eux-mêmes, après avoir repris leur enfant chez eux, ont attendu un certain temps avant de lui faire suivre le traitement que réclamait son état (2).

De même, en ce qui concerne les cas fortuits : en général les cas fortuits ne sont pas eux-mêmes exonératoires de responsabilité ; mais en la matière qui nous occupe, la responsabilité qui incombe aux membres de l'enseignement privé est fort lourde. L'article 1384, lorsqu'il détermine la responsabilité du fait des élèves, ajoute : « la responsabilité ci-dessus a lieu à moins que les instituteurs ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité ». La jurisprudence admet d'une façon courante

(1) Douai, 26 juillet 1930. G. P. 1930, 2.651.

(2) Paris, 10 mai 1898. D. 1900, 2.405.

qu'une telle preuve est rapportée lorsqu'il démontre que le dommage a été causé avec une telle rapidité que la surveillance la plus continuelle et la mieux exercée n'aurait su l'empêcher. Etant donné l'état de cette jurisprudence, on ne comprendrait pas qu'il en soit différemment lorsqu'il s'agit d'un dommage que l'élève se cause à lui-même. Lorsque l'élève a agi avec une telle rapidité que son acte était parfaitement imprévisible, que la surveillance la plus attentive n'aurait pu l'empêcher, il est parfaitement démontré que l'instituteur n'a pu commettre de faute. Il n'y aucune raison de préférer à ce dernier l'élève qui en somme est l'auteur de l'acte dommageable. C'est ainsi qu'un élève qui s'échappe du dortoir pour « faire la planche », c'est-à-dire descendre à califourchon sur une rampe d'escalier, deux étages, et qui tombe et se brise le crâne, doit être déclaré seul responsable de l'accident qui lui est arrivé (1). On ne saurait assimiler un tel fait à un cas de force majeure qui suppose une force contre laquelle personne ne pourrait rien. Aussi a-t-on fait appel à la notion de cas fortuit qui désigne exactement l'imprévisibilité absolue du dommage, c'est seulement cette imprévisibilité qui a empêché l'instituteur de l'éviter.

(1) Cas 15 déc. 1936, G.P. 1937, 1-255.

LA QUESTION DES ASSURANCES POUR L'INSTITUTEUR

Le nombre toujours croissant des institutions privées participant à l'enseignement ou à l'éducation des enfants et jeunes gens pourrait paraître inexplicable et inconciliable avec la sévérité de la jurisprudence.

Les condamnations de leur directeur sont assez fréquentes pour faire hésiter les plus courageux. A l'heure actuelle encore, mais surtout avant la loi du 5 avril 1937, nul ne pouvait ignorer qu'en faisant partie des membres de l'enseignement ils se chargeaient d'une responsabilité dont les limites sont imprévisibles. Une telle considération n'arrête pourtant pas l'essor grandissant des institutions privées qui concurrencent sérieusement les établissements d'enseignement publics et se multiplient un peu partout.

Serait-ce donc qu'un courant d'idées d'abnégation et de sacrifice se produise à notre époque ?

Loin de vouloir nier le dévouement des membres de l'enseignement privé, nous sommes pourtant obligés de reconnaître qu'une autre cause doit servir d'explication à ce phénomène.

Les membres de l'enseignement privé ont en pratique un moyen de se débarrasser sur un tiers de toutes les conséquences pécuniaires de leur responsabilité. Ils stipulent d'une compagnie d'assurances que cette dernière, moyennant par eux le paiement d'une prime, prendra à sa charge toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité qui peut éventuellement leur incomber, en ce qui concerne soit le dommage causé par leurs élèves soit les dommages éprouvés par leurs élèves. La pratique de l'assurance de responsabilité est ainsi venue en aide aux institutions privées et à

leurs dirigeants ; elle leur permet d'exercer toute leur activité professionnelle avec un minimum de risques, elle est devenue une nécessité. L'existence des institutions privées et la fortune de ceux « qui les dirigent sont à la merci « d'accidents toujours possibles et dont la réparation peut « toujours leur incomber. C'est pourquoi ce serait pour ces « dernières une imprudence de ne pas s'assurer. Les responsabilités qui les menacent sont lourdes, elles sont imprécises et les institutions privées ont intérêt à s'en débarrasser en les faisant endosser par une compagnie d'assurance » (1). Aussi, en pratique, à l'heure actuelle, la plupart des institutions ont une assurance de responsabilité. M. Savatier met en lumière l'influence d'une telle pratique sur l'évolution de la responsabilité : « Le domaine de la responsabilité n'a pu en réalité prendre le développement qu'il a aujourd'hui que parce que les juges et la loi savent que, derrière le responsable devenu simple personne interposée, il y a presque toujours une compagnie d'assurance » (2).

Les assurances de responsabilité sont régies par la loi du 13 Juillet 1930 qui est actuellement le texte fondamental en la matière. L'assurance est un contrat formaliste rédigé dans une police qui prévoit toutes clauses de déchéance et règle aussi minutieusement que possible le contrat.

Certaines compagnies qui avaient des polices spéciales en ce qui concernait les membres de l'enseignement privé ont, depuis quelques années, fait usage de police d'assurance de responsabilité en général. Toute la responsabilité de l'instituteur est comprise dans un seul contrat d'assurance : les

(1) *Journal de l'Assurance et de l'Assuré*, p. 937, 1929.

(2) Savatier : *Vers l'association de la responsabilité et des risques individuels*. D.H. 1931, 9.

polices ne dissocient pas la responsabilité imposée par l'article 1384 au sujet des dommages causés par les élèves et la responsabilité résultant des dommages subis par les élèves.

Le chef d'institution doit spécifier le nombre et le genre d'élèves si ce sont des internes, des demi-pensionnaires ou des externes. Il doit préciser le genre d'enseignement qu'il donne, le caractère gratuit ou onéreux de son établissement, enfin toutes circonstances permettant d'évaluer approximativement l'étendue de la responsabilité susceptible d'être encourue par l'assuré. C'est ainsi qu'en pratique, certaines polices prévoient une clause dans laquelle le directeur s'engage à ce que ses élèves ne pratiquent aucun sport violent ou dangereux tel que foot-ball ou tir. Du reste, en général, le directeur d'une institution privée n'est assuré que jusqu'à concurrence d'une certaine somme pour toutes les responsabilités qui peuvent lui incomber pour la totalité de ses élèves, et jusqu'à concurrence d'une somme inférieure à cette dernière pour chaque élève. Parfois même la police règle minutieusement le maximum de l'indemnité qui peut être allouée suivant chaque accident prévu dans des clauses spéciales ; à titre d'exemple, on peut citer une police d'assurance couvrant la responsabilité du directeur d'une école professionnelle où la Compagnie garantit en cas d'accident n'engageant pas la responsabilité de l'école assurée aux termes des articles 1382 et 1383 du Code civil.

1° En cas de mort survenue dans le délai d'un an à compter du jour de l'accident, un capital de dix mille francs payables aux ayants-droit de la victime.

2° En cas d'infirmité permanente :

a) pour les infirmités survenues à la suite d'accidents suivis de la perte complète de la vue ou de l'usage de deux

membres, une indemnité de dix mille francs.

b) pour des infirmités survenues à la suite d'accidents suivis de la perte complète de l'usage d'un membre inférieur, amputation ou fracture non consolidée de la cuisse, une indemnité de six mille francs.

c) pour des infirmités survenues à la suite d'accidents suivis de la perte complète de l'usage ou amputation d'un membre supérieur, de toutes les parties situées au-dessous du coude, d'une main, des parties situées au-dessous du genou, d'un pied, fracture non consolidée de la jambe, une indemnité de quatre mille francs.

d) pour des infirmités survenues à la suite d'accident suivis de la perte complète de l'usage d'un œil, ablation de la mâchoire inférieure, fracture non consolidée d'un bras, amputation ou perte complète de l'usage de quatre doigts d'une main, amputation partielle d'un pied, comprenant tous les orteils et une partie du pied, une indemnité de deux mille francs.

e) pour des infirmités survenues à la suite d'accidents suivis de la perte complète des mouvements ou de l'usage de l'épaule, du coude, la hanche, du genou, du coup de pied, amputation ou perte complète de l'usage du pouce ou de trois autres doigts d'une main, amputation du gros orteil du pied, fracture non consolidée de la mâchoire inférieure, fracture de la rotule vicieusement consolidée, raccourcissement d'un membre inférieur de 5 cm au moins, fistule urinaire, une indemnité de 1.500 francs.

f) pour les infirmités survenues à la suite d'accidents suivis d'amputation ou perte complète de l'usage d'un ou deux doigts de la main, amputation de deux ou trois orteils d'un pied, ou de quatre phalanges d'une main, perte complète

des mouvements du poignet, raccourcissement d'un membre inférieur de 3 cm. au moins, une indemnité de mille francs.

Le montant de la prime que l'instituteur s'engage à verser à la compagnie d'assurance est déterminée par élève. Il est assez minime. On peut citer à titre d'exemple les chiffres suivants :

Lorsque l'élève est assuré 50.000 frs :

On paie pour un externe	0 fr. 80
— 1/2 pensionnaire	1 fr. 30
— interne	1 fr. 45

Lorsque l'élève est assuré 200.000 frs :

On paie pour un externe	0 fr. 90
— 1/2 pensionnaire	1 fr. 40
— interne	1 fr. 55

En principe ces chiffres ne sont pas déterminés une fois pour toutes. Ils devraient dépendre des conditions d'organisation, d'installation de chaque institution.

En pratique ces chiffres sont les seuls appliqués, les agents d'assurance ne vérifient presque jamais l'état des locaux de leurs assurés et déterminent le montant des primes suivant un barème établi par chaque compagnie (1).

Lorsque la responsabilité de l'instituteur est mise en jeu à la suite d'un accident, il doit remplir un questionnaire très précis où la compagnie lui demande tous les renseignements permettant de se faire une idée exacte de la façon dont il a pu se produire. En pratique c'est l'agent d'assurance qui remplit le plus souvent un tel questionnaire d'après les indications orales de l'assuré et il lui fait signer le questionnaire

(1) Renseignements communiqués par « La Paternelle ».

qu'il envoie à la compagnie. La compagnie s'informe directement près des témoins cités par l'assuré des conditions du sinistre mais, en fait, bien peu de témoins répondent. Si la compagnie estime que la responsabilité de l'instituteur est en jeu, elle offre amiablement une indemnité ; en cas contraire et si la partie lésée estime cette indemnité insuffisante, elle peut intenter une action en responsabilité contre l'instituteur et la compagnie, ou soit uniquement contre la compagnie d'assurance. Cette deuxième solution est rarement celle de la pratique. Le demandeur peut être débouté de sa demande en raison d'une cause de déchéance opposable à l'assuré et dans ce cas il serait obligé de recommencer une autre instance contre l'instituteur. Lorsque la demande est faite contre l'instituteur et la compagnie solidairement responsables, si la compagnie n'oppose aucune cause de déchéance à son assuré, elle se substitue à lui et l'action se poursuit contre elle. Théoriquement l'assurance de responsabilité a le droit d'exercer un recours contre l'élève qui a causé un dommage mettant en jeu la responsabilité de l'assuré, recours qui aboutirait à une participation à l'indemnité que la compagnie est obligée de verser à la victime. En pratique ce recours n'est pas exercé.

La condamnation peut porter soit sur un capital soit sur une rente. En ce dernier cas, M. Jean Piot a demandé à M. le Ministre des Finances si l'exception apportée par l'instruction du 6 août 1935 (Journal Officiel du 7 août) au prélèvement de 10 % institué par le décret du 6 juillet 1935, exception visant les réparations civiles à la suite d'un accident, s'applique à une indemnité mise à la charge d'un tiers et employée par une compagnie d'assurance en rente française en exécution d'un jugement définitif, et ajoute que cette solution paraît d'autant plus équitable, qu'en matière accident du

travail, aucun prélèvement n'a lieu sur le montant des rentes en vertu de l'instruction du 4 septembre 1935 (Journal Officiel du 5 septembre 1935). Il a été répondu que le prélèvement de 10 % sur les dépenses publiques est supporté par le propriétaire du titre de rente dont les arrérages sont soumis à la dite retenue. Il appartient à l'autorité judiciaire de se prononcer sur les cas d'espèces. Les dispositions des instructions du 6 août et 4 septembre 1935 concernant les réparations civiles s'appliquent exclusivement au paiement de l'Etat et des collectivités publiques (1).

La compagnie peut intervenir dans l'instance même en appel. C'est ainsi qu'une compagnie d'assurance est intervenue pour défendre à la condamnation réclamée contre l'instituteur qui est en droit de l'appeler en cause par intervention forcée afin de jugement commun : « envisagée sous cet angle « l'intervention était conforme à la jurisprudence constante « qui admet l'imixtion des compagnies d'assurances dans les « procès suivis contre leurs clients, est d'une façon plus « générale la participation des tiers dont le débat ouvert « entre plusieurs parties est susceptible à raison de l'objet « de la contestation ou des faits contingents au procès de « leur préjudicier en une manière quelconque » (2).

Aux termes de l'article 25 de la loi du 13 juillet 1930 toutes les actions dérivant d'un contrat d'assurance sont prescrites par deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance.

Toutefois ce délai ne court : 1°) en cas de réticence, omission, déclaration fausse ou inexacte pour le risque couru que du jour où l'assureur en a eu connaissance.

2°) En cas de sinistre que du jour où les intéressés en ont

(1) *Journal des Assurances*, 1936, page 13.

(2) J. Delpech, note s., S. 1918, 2.9.

eu connaissance s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque là.

Quand l'action de l'assureur contre l'assuré a pour cause le recours d'un tiers, le délai des prescriptions ne court que du jour où le tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

Dans cette dernière hypothèse, la victime pouvant intenter une action contre l'instituteur pendant trois ans, la compagnie d'assurance n'est sûre de ne pas être poursuivie qu'après un délai de 5 ans.

La loi du 5 avril 1937 supprimant bien des hypothèses où la responsabilité de l'instituteur étant engagée, la victime obtenait de l'assurance une indemnisation du préjudice subi, conduira peut-être à la généralisation d'une clause accessoire qui se trouve dans certaines polices d'assurance de responsabilité. L'instituteur stipule que l'assurance versera une somme généralement minime : jusqu'à concurrence de 2.000 francs dans la majorité des cas, à l'élève en cas d'accident qui lui serait arrivé et dont l'instituteur ne serait pas responsable. La somme indiquée dans la police est un maximum qui ne peut être dépassé, mais lorsque le dommage éprouvé est évalué à une somme inférieure à celle prévue dans la police, l'élève reçoit l'indemnisation intégrale du préjudice subi.

Cette clause accessoire qui jusqu'ici était peu fréquente est en réalité une stipulation pour autrui mais une stipulation dont la validité ne saurait être mise en doute d'après l'interprétation constante de la jurisprudence des termes de l'article 1121.

Il se peut que l'instituteur ne trouve pas dans cette clause une garantie suffisante pour ses élèves. Peut-être même s'est-il obligé contractuellement à s'adresser à une assurance le

couvrant contre tous les accidents susceptibles de leur survenir.

Si l'instituteur contracte cette assurance contre les accidents pouvant arriver à ses élèves et une assurance de responsabilité à la même compagnie, on insère parfois dans la police d'assurance contre les accidents une clause d'après laquelle l'élève ne bénéficierait de l'assurance accident qu'autant qu'il s'engagerait à ne pas mettre en jeu la responsabilité de son instituteur. Si deux compagnies distinctes couvrent, l'une la responsabilité, l'autre les accidents arrivant aux élèves, il n'est pas possible à cette dernière d'exercer un recours contre l'assurance responsabilité, sauf en cas de stipulation contraire qui serait licite, l'élève cumulera les deux indemnités qui, du reste, ont chacune une cause différente, l'une naissant de la loi qui déclare l'instituteur responsable, l'autre du contrat d'assurance contre les accidents. Ce dernier contrat se ramène en somme à une stipulation pour autrui, l'instituteur étant le stipulant, la compagnie d'assurance le promettant et l'élève le tiers bénéficiaire. Toutefois il est également possible que l'instituteur impose à l'élève de s'assurer lui-même contre les accidents.

L'ACTION EN RESPONSABILITÉ

Les membres de l'enseignement privé dont la responsabilité est en jeu doivent s'efforcer de réparer le dommage dont ils sont responsables.

Cette réparation peut être déterminée dans un accord amiable intervenu entre eux et la victime : il n'y a qu'à exécuter ce qui a été convenu.

Il est possible que l'instituteur conteste sa responsabilité, qu'il ne s'entende pas avec la victime au sujet de l'étendue et du mode de réparation. Le législateur sanctionne l'obligation de l'instituteur à l'aide d'une action en responsabilité. Cette action est personnelle et mobilière. Elle est en principe de la compétence du tribunal civil, tribunal de droit commun ; mais toutefois, si l'objet de la demande est d'une valeur inférieure à 4.500 francs elle est de la compétence du juge de paix.

D'autre part, lorsque le fait générateur de responsabilité est une infraction, les membres de l'enseignement privé peuvent être assignés devant le tribunal répressif qui doit juger de cette infraction, qu'ils soient personnellement ou civilement responsables, si l'auteur personnellement responsable est poursuivi pénalement devant cette juridiction. Dans cette dernière hypothèse, la victime a la faculté de porter sa demande devant le tribunal civil ou devant le tribunal répressif à son choix. Lorsque la juridiction devant laquelle elle a porté l'affaire est devenue incompétente, pour une raison quelconque (par exemple, l'élève auteur de l'infraction, décède avant qu'un jugement de la juridiction soit in-

tervenu), il lui est toujours possible de porter son action devant l'autre juridiction. Par exception, la maxime « *electa via non datur recursus ad alteram* » ne lui est pas opposable. Mais à part cette seule exception, le choix fait par la partie lésée est définitif. La jurisprudence, favorable à la victime, admet qu'en choisissant l'une des deux juridictions, la victime s'engage à ne pas aggraver la situation du défendeur. Aussi, la victime qui a déjà porté son action devant la juridiction civile, ne peut, par la suite, la porter devant les tribunaux répressifs, mais lorsqu'elle a commencé par assigner l'instituteur responsable devant la juridiction répressive, elle peut toujours s'adresser par la suite au tribunal civil (1).

Il en est ainsi seulement lorsque les deux actions ont le même objet, se débattant entre les mêmes parties, sans quoi l'on serait en face d'une demande nouvelle que rien n'empêcherait de porter devant une juridiction répressive. La jurisprudence considérait comme ayant des causes différentes l'action basée sur l'article 1382, et celle appuyée sur l'article 1384, le décret loi du 30 octobre 1935 modifiant l'article 464 du Code de procédure met fin à cette solution. La victime qui a saisi la juridiction civile en invoquant les dispositions de l'article 1384 4° sur la responsabilité du fait des élèves, n'a plus la faculté de se porter partie civile en invoquant une faute personnelle de l'instituteur. Si la victime n'a pas choisi en pleine connaissance de cause le tribunal qui statuera sur sa demande, si par la suite le fait dommageable prend les caractères d'une infraction, la victime peut alors s'adresser aux tribunaux répressifs, quoique la juridiction civile soit déjà saisie. Du reste, la juridiction civile doit être réellement saisie, ce n'est pas le cas lorsque la victime

(1) Mazeaud : *De la Responsabilité civile*.

demande des mesures provisoires, telles que la nomination d'un expert en référé.

Lorsque la victime veut modifier son choix, elle doit se désister régulièrement de sa première instance : les articles 402 et 403 du Code de procédure civile exigent que ce désistement soit accepté par l'instituteur ou imposé par le tribunal, en cas de refus de sa part, le tribunal répressif compétent est, d'après l'article 3 du Code d'instruction criminelle, celui qui doit connaître l'action publique. Les articles 2 et 59 1° du Code de procédure civile posent le principe que le directeur de l'institution privée sera assigné devant le tribunal civil de son domicile, mais les articles 2, 59 1° et 69 8° du même Code déclarent compétent le tribunal de sa résidence, lorsqu'il n'a pas de domicile connu en France (ce qui suppose un instituteur étranger, voyageant en France avec ses élèves) sauf en cas de conventions diplomatiques.

La loi du 26 novembre 1923 complétant l'article 2 du Code de procédure civile et ajoutant un dixième paragraphe à l'article 59 du même Code, décide que « la demande en réparation du dommage causé par un délit, une contravention ou un quasi-délit pourra être portée devant le tribunal du lieu où le fait dommageable s'est produit ». « Ce texte vise uniquement les fautes qui s'analysent en délit correctionnel et contravention : il exclut les crimes et certaines fautes civiles : délits ou quasi-délits ». Lorsque la responsabilité des membres de l'enseignement est mise en cause à raison d'une infraction pénale commise à l'étranger, mais justiciable des tribunaux français, et qui est portée devant le tribunal répressif français pour statuer sur l'action pénale, ce tribunal est compétent pour juger de l'action civile, qu'elle soit formée par un Français ou un étranger, contre un étranger ou un Français. Lorsqu'un directeur d'institution privée

est responsable envers une personne de nationalité différente, les tribunaux français sont compétents, si l'une des deux parties est française ; l'action sera portée devant le tribunal du domicile ou de la résidence du défendeur en France ; s'il n'a ni domicile, ni résidence connus en France, la compétence du tribunal du demandeur est discutée : c'est pourtant la seule solution raisonnable.

L'action en responsabilité est subordonnée à l'existence d'un préjudice actuel et certain : une fois cette condition réalisée, la victime n'a plus qu'à mettre en mouvement le tribunal compétent suivant les formes ordinaires. Toutefois, l'action en responsabilité devant les juridictions répressives présente quelques particularités : il ne suffit pas de porter plainte, lorsque cette action en responsabilité est fondée sur l'article 1382, la victime agit par voie d'action si la juridiction répressive n'est pas encore saisie de l'action publique ; l'article 63 du Code d'instruction criminelle accorde le droit de saisir le juge d'instruction de l'action civile et de l'action publique : « toute personne qui se prétendra lésée par un « crime ou un délit, pourra en rendre plainte et se constituer « partie civile devant le juge d'instruction, soit du lieu du « crime, soit du lieu de la résidence du prévenu, soit du lieu « où il pourra être prouvé ».

Ce droit, longtemps discuté, a été reconnu par un arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de Cassation rendu le 8 décembre 1906. En se constituant partie civile, la victime saisit de l'action publique la juridiction répressive qui doit connaître l'affaire, alors même que le Ministère Public refuserait de poursuivre. La victime pourrait, il est vrai, faire appel de l'ordonnance du juge d'instruction devant la Chambre des mises en accusation (1).

(1) Mazeaud : *De la responsabilité civile*.

La loi du 2 juillet 1931, complétant l'article 70 du Code d'instruction criminelle, permet au juge d'ouvrir l'information contre inconnu dans le but d'éviter les constitutions abusives. Si la partie lésée s'adresse à une juridiction d'instruction, elle la saisit par une plainte avec constitution de partie civile, si c'est à une juridiction de jugement, celle-ci est saisie par la citation envoyée au prévenu. Dans les deux hypothèses, il faut au préalable consigner les frais qui pourraient incomber en cas d'échec.

Si le Ministère Public est déjà saisi, la victime peut se porter partie civile par voie d'intervention : il n'est même pas nécessaire d'avoir porté plainte ; elle peut intervenir aussi bien devant une juridiction d'instruction que devant une juridiction de jugement.

Le chef de l'institution privée peut également être poursuivi en tant que civilement responsable d'un crime, délit ou contravention commis par un élève. Suivant l'expression de M. Lalou (1) « il faut observer que la présence du civilement responsable constitue quelque chose d'anormal ; elle suppose nécessairement que l'action civile ou l'action publique sont recevables et qu'il n'a pas encore été statué sur cette recevabilité par la juridiction répressive. Par suite, la présence du civilement responsable ne peut être requise au plus tard qu'avant le jugement sur l'action publique et l'action civile ».

Si comme il arrive parfois la partie publique et la partie civile ont négligé de mettre en cause l'instituteur en tant que civilement responsable des faits de son élève, elles pourront toujours l'assigner devant les tribunaux civils. Il pourra y discuter la responsabilité civile de son élève, sans qu'on

(1) D. H. 1932. Chronique 105.

puisse lui opposer la règle de l'autorité absolue au civil, de la chose jugée au criminel. Lorsque les membres de l'enseignement privé ont été mis en cause devant les juridictions répressives, ils ont incontestablement le droit de former appel ou de se pourvoir en cassation dans les mêmes délais et les mêmes formes que la partie civile ; les articles 202 et 216 du Code d'instruction criminelle sont formels sur ce point. Par contre, les instituteurs ne sauraient demander le pourvoi en révision qui suppose une condamnation pénale en matière criminelle ou correctionnelle. Toutefois, ils auront la possibilité de faire opposition aux décisions rendues par les tribunaux répressifs dans le délai de 5 jours.

« Le sort du chef de l'institution et de son élève poursuivi « en tant que personnellement responsable n'est pas lié « nécessairement » (1). Pour que le chef de l'institution puisse être poursuivi en tant que civilement responsable devant une juridiction répressive, il faut que le fait de son élève constitue un délit ou un quasi-délit.

Si l'instituteur et l'élève sont poursuivis séparément et si l'élève a été définitivement condamné par les tribunaux répressifs, la juridiction civile devra tenir compte de cette condamnation, quitte à évaluer différemment à l'égard de l'instituteur le montant de la responsabilité.

Si, au contraire, l'élève a été acquitté, l'instituteur ne peut être poursuivi que devant les juridictions civiles, sauf si une faute précise est relevée à son encontre.

D'autre part, l'instituteur et l'élève peuvent ne pas user des mêmes voies de recours ; l'instituteur qui a seul formé appel d'un jugement correctionnel de condamnation, peut être exonéré par la Cour d'Appel des condamnations civiles

(1) Lalou, D. H. 1932, *Chronique* 105.

mises à sa charge. Inversement, l'élève peut, sur son appel, être déchargé des condamnations prononcées contre lui alors que l'instituteur en est toujours tenu comme civilement responsable. L'instituteur ne saurait être condamné à autre chose qu'à la réparation du préjudice causé par son élève et aux dépens de l'instance.

La victime peut toujours renoncer à son droit d'agir, même si l'action est portée devant une juridiction répressive. Son désistement résulte le plus souvent d'une transaction qui est possible même lorsque l'action en responsabilité est portée devant une juridiction répressive (article 2046 du Code civil). Mais l'article 4 du Code d'instruction criminelle porte que la renonciation à l'action civile ne peut arrêter ni suspendre l'exercice de l'action publique.

L'action en responsabilité était éteinte par la prescription trentenaire. La loi du 5 avril 1937 a porté ce délai à 3 ans.

CONCLUSION

Notre législation (1) et surtout notre jurisprudence, font aux membres de l'enseignement privé une situation qui ne peut être considérée comme privilégiée. Elles les chargent d'une responsabilité considérable, et qu'au premier abord on est tenté de juger exagérée et dictée par des mobiles défavorables à l'enseignement privé. Pourtant, si nous regardons comment une telle responsabilité est réglementée dans diverses législations étrangères, cette comparaison met en évidence que la même idée directrice se retrouve dans presque tous les pays.

En Allemagne (le Code Guillaume II ne connaît pas le principe de l'article 1384, mais il suit l'axiome aucune responsabilité sans faute personnelle) (2). Il dit dans son article 823 : « Celui qui, à dessein ou par négligence, a illégalement porté atteinte à l'intégrité corporelle, à la vie, à la santé, à la propriété ou à tout autre droit d'autrui, est tenu, envers la personne lésée, à la réparation du préjudice causé ».

« La même obligation incombe à celui qui contrevient à une loi qui a pour but la protection d'autrui. Si, d'après la teneur de cette loi, on peut y contrevenir, même sans qu'il soit besoin d'une faute, la responsabilité civile n'existe

(1) La loi du 5 avril 1937 restreint, il est vrai, l'étendue de cette responsabilité, en ce qui concerne les dommages causés par les élèves ; mais nous avons vu que la portée de ce texte ne sera peut-être pas aussi étendue qu'elle le paraît à première vue.

(2) Scherer : *Code Napoléon et Code Guillaume II*, p. 6, édition 1927.

« pourtant que si une faute s'est produite ». L'article 832 ajoute : « Celui qui, en vertu de la loi, est chargé de la surveillance d'une personne, laquelle, en raison de sa minorité ou de sa situation physique ou mentale, en a besoin, doit réparer le dommage que cette personne a causé illégalement à un tiers. Cette responsabilité n'existe pas lorsqu'il a satisfait à son devoir de surveillance ou que le dommage n'aurait pas moins eu lieu si cette surveillance avait existé. »

« La même responsabilité incombe à celui qui est chargé de cette surveillance par contrat ».

Ces dispositions, qui ne visent pas spécialement les membres de l'enseignement privé, arrivent cependant en fait, à leur faire une situation presque identique à celle qu'ils avaient en France avant la loi du 5 avril 1937.

L'article 832 du code allemand contient, exprimé en d'autres termes, la présomption de l'article 1384 4° du code civil français. Au lieu d'en charger les instituteurs, il l'applique à tous ceux qui sont chargés, par la loi ou un contrat, de la garde d'autrui. Toutefois, si la personne est tuée ou blessée, l'article 844 du Code civil allemand limite au conjoint ou à ses parents qui peuvent prétendre à des aliments, le droit de poursuivre l'auteur de l'accident.

Le Code civil suisse est plus favorable à ceux qui se consacrent à l'éducation des enfants. Aucune disposition ne les concerne particulièrement. On leur applique seulement les textes de droit commun qui, il est vrai, laissent une plus grande latitude que chez nous au juge de régler les choses suivant l'équité : « Art. 41. — Celui qui cause, d'une manière illicite, un dommage à autrui, soit intentionnellement, soit par négligence ou imprudence, est tenu de le réparer. Celui qui cause intentionnellement un dommage à autrui par des

« faits contraires aux mœurs est également tenu de le réparer ».

« Art. 42. — La preuve du dommage incombe au demandeur ; lorsque le montant exact du dommage ne peut être établi, le juge le déterminera équitablement en considération du cours ordinaire des choses et des mesures prises par la partie lésée.

« Art 43. — Le juge détermine le mode ainsi que l'étendue de la réparation d'après les circonstances et la gravité de la faute ».

« Art 51. — Lorsque plusieurs répondent du même dommage en vertu de causes différentes : acte illicite, contrat, loi... les dispositions légales concernant le recours de ceux qui ont causé ensemble un dommage, s'appliquent par analogie. Le dommage est, dans la règle, supporté en première ligne par celle des personnes responsables dont l'acte illicite le détermine, et, en dernier lieu, par celle qui, sans qu'il y ait faute de sa part ou obligation contractuelle, en est tenue par la loi.

« Art. 54. — Si l'équité l'exige, le juge peut condamner une personne, même incapable de discernement, à la réparation totale ou partielle du dommage qu'elle a causé. Celui qui a été frappé d'une incapacité passagère de discernement est tenu de réparer le dommage qu'il a causé dans cet état s'il n'y a été mis sans sa faute ».

Le Code chinois ne possède pas, lui non plus, de dispositions particulières aux membres de l'enseignement. Son article 184 porte que « celui qui, d'une manière illicite, soit intentionnellement, soit par sa faute, nuit aux droits d'une autre personne, est tenu de réparer le préjudice. Il en est de même si l'on cause intentionnellement un préjudice à autrui d'une manière contraire aux bonnes mœurs.

Celui qui enfreint une disposition légale édictée pour la protection d'autrui est présumé en faute ».

Mais l'article 187 précise : « Une personne dont la capacité
« d'exercice des droits est restreinte, qui nuit aux droits d'au-
« trui d'une manière illicite, est responsable, solidairement
« avec son représentant légal, du préjudice causé, si elle est
« capable de discernement au moment de l'acte. Si, au mo-
« ment de l'acte, elle n'est pas capable de discernement, son
« représentant légal seul est responsable du préjudice.

« Dans le cas prévu au paragraphe précédent, le représen-
« tant légal n'est pas responsable lorsqu'il n'a pas commis de
« faute dans son devoir de surveillance ou si le préjudice était
« inévitable, nonobstant l'exercice d'une surveillance conve-
« nable.

« S'il est impossible d'obtenir réparation, dans les termes
« des deux paragraphes précédents, le tribunal peut, à la
« requête de la partie lésée, prendre en considération la si-
« tuation économique de l'auteur de l'acte illicite et de la
« partie lésée, et condamner l'auteur de l'acte à réparer, tout
« ou partie, du préjudice.

« Les dispositions du paragraphe précédent reçoivent une
« application correspondante au cas de préjudice causé à au-
« trui par une personne qui est en état d'absence de discer-
« nement ou de trouble de l'esprit autre que celui prévu
« au premier paragraphe ».

Il resterait à déterminer si les membres de l'enseignement privé peuvent être considérés comme des représentants légaux. Nous ne le pensons pas ; mais le souci du législateur qui l'a poussé à autoriser le tribunal à condamner à une réparation l'auteur responsable du dommage, pourrait bien influencer les tribunaux et leur faire apprécier la conduite

des membres de l'enseignement privé avec une certaine exigence.

Le Code polonais des obligations, promulgué en 1935, édicte une responsabilité particulière à ceux que la loi ou un contrat charge de la responsabilité d'autrui.

Art. 138. — « 1°) En cas de dommage causé par une personne atteinte d'une absence de développement des facultés intellectuelles, d'une maladie mentale ou de quelque autre trouble de l'activité psychique, l'auteur du dommage n'en-court pas en général de responsabilités ».

Art. 142. — « Celui qui, en vertu d'une loi ou d'une convention, est tenu de surveiller une personne à laquelle une faute ne peut être imputée en raison de son âge ou de son état psychique ou physique, est obligée de réparer le dommage causé par cette personne à moins qu'il ne prouve qu'il a rempli son devoir de surveillance, ou que le dommage se serait produit, même si la surveillance avait été exercée avec diligence ».

Art. 143. — « Lorsque la victime ne peut pas obtenir réparation des personnes chargées de surveillance, l'obligation de l'indemniser en tout ou partie peut être imposée à l'auteur lui-même s'il résulte de circonstances, spécialement de situation de la victime et de l'auteur du dommage, qu'une telle indemnisation réponde aux exigences de l'équité ».

Art. 146. — « Si, en vertu des articles précédents, la responsabilité pèse non seulement sur l'auteur du dommage mais encore sur une autre personne, cette responsabilité est solidaire ».

Art. 147. — « Les personnes, responsables du fait d'autrui, ont un recours contre l'auteur du dommage si elles prouvent que le dommage s'est produit par la faute de celui-ci ».

Il ressort de ces dispositions qu'en Pologne la situation des membres de l'enseignement présente de grandes analogies avec celle qui leur est faite en Allemagne et qui était la leur en France avant la loi du 5 avril 1937.

Il ressort de cette longue énumération de textes, que toutes les législations connaissent une responsabilité qui pèse lourdement sur les membres de l'enseignement.

Cette responsabilité est des plus lourdes ; il est impossible d'en évaluer à priori l'étendue. Si les membres de l'enseignement ne font pas preuve d'une prudence et d'une diligence sans défaut, ils sont toujours à la merci d'un accident susceptible de mettre en jeu leur responsabilité. Or, la conduite de l'homme très prudent et très avisé est souvent très difficile à observer. Le rôle de l'éducateur, de l'instituteur est si étendu, les forces humaines sont si limitées, que nul ne peut prétendre remplir exactement et toujours toutes ses obligations, nul ne peut affirmer qu'il ne commettra jamais la plus petite négligence ou imprudence.

Les élèves dont se chargent les membres de l'enseignement privé devraient leur garder une reconnaissance que le temps ne diminuerait pas. Outre la formation morale, intellectuelle, dont ils sont redevables à ces derniers, ils ne pourront jamais comprendre assez quels risques ceux-ci ont éprouvés pour faire leur éducation, pour leur permettre d'atteindre le niveau intellectuel et moral où ils sont parvenus. Jamais, même lorsque le contrat d'enseignement est un contrat à titre onéreux, ceux qui consacrent leur temps et leur dévouement (nulle tâche n'en exige davantage que l'éducation des enfants d'autrui) à l'éducation intellectuelle ou morale de la jeunesse, ne trouvent d'autre compensation que la satisfaction morale d'avoir mené à bien une tâche lourde et périlleuse. Quelque rémunération pécuniaire qu'ils

aient demandée, les membres de l'enseignement privé ne pourront jamais être complètement indemnisés de leur responsabilité qu'ils acceptent en se chargeant de l'éducation et de l'enseignement de la jeunesse. Il peut surprendre que le législateur et les tribunaux se soient montrés si exigeants envers ceux dont la conduite est dictée par les mobiles altruistes tendant à atteindre à un idéal d'ordre le plus élevé.

Comment donc a-t-on pu méconnaître l'obligation morale qui impose à l'élève le respect, l'admiration de son maître ; comment a-t-on pu multiplier les occasions où il aura le droit, sanctionné par les tribunaux, de poursuivre son instituteur pour la moindre négligence qui peut être bien excusable ?

La réponse vient de ce que le droit se sépare de la morale : « Les idées de Bentham et de William James peuvent être mises à la base du mouvement juridique actuel, bien plutôt que celles de Platon, de Descartes ou de Kant ; et le concept de droit naturel est menacé d'un discrédit grandissant. Il nous préservait d'une excessive mécanisation du droit ; à ce titre, il est permis d'en déplorer l'éclipse qui est celle d'un idéal et d'une force spirituelle à laquelle la raison ne conçoit pas de substitut possible. » (1).

VU :
Le Doyen,
RIPERT

VU :
et permis d'imprimer
Le Recteur de l'Académie
de Paris
ROUSSY

VU :
Le Président,
MOREL

(1) Josseraud, *Dalloz hebdomadaire*, 10 juin 1937. Chronique.

Bibliographie

- BAUDRY ET BARDE *Droit civil.*
- BEUDANT *Droit civil.*
- CAMERLYNCK *De la responsabilité contractuelle en matière d'accidents de personnes.*
Revue trimestrielle 1931.
- CAVAROC *Note sous Riom 3 juillet 1928.*
G. P. 1928-1-784.
- CHAUVEAU *Examen des questions de responsabilité.*
Revue critique 1933.
- J. DELPECH *Note sous Sirey 1918-2-9.*
- DEMOGUE *Traité des obligations.*
- GAUDIER *Règle fondamentale de responsabilité.*
Revue critique 1934.
- GARDENAT ET RICI *De la responsabilité civile.*
- HALLER *La faute de la victime.*
- JOSSERAND *Cours de droit civil positif français.*
10 juin 1937. D. H.
Chronique page 52. D. H. 1933.
- LALOU *Chronique D. H. 1931 page 41.*
Responsabilité civile.
Le civilement responsable et la juridiction répressive.
- LOCRIÉ *T. 13.*
- MATAJA *Dasrecht des schanderzes.*
- MATHERON *Responsabilité des instituteurs.*
- MAZEAUD *De la responsabilité civile contractuelle et délictuelle.*
- PLANIOI ET ESMEIN *Obligation.*
- POTHIER *Traité des obligations. Edition Bugnet.*
D. 1927-2-123.
- NOTE R. D.

RIPERT	<i>Règle morale. Le droit civil moderne et le régime démocratique.</i>
ROBEZ-PAGILLON	<i>Le contrat d'éducation.</i>
SAVATIER	<i>Principe de la responsabilité. Vers la socialisation de la responsabilité et des risques individuels. Chronique.</i>
SCHERER	<i>Code Napoléon et Code Guillaume II.</i>
SOURDAT	<i>Droit civil.</i>
WALINE	<i>Note sous Sirey 1899-2-137.</i>
NOTE SIREY	<i>1893-2-49.</i>
MONTPELLIER	<i>10 juin 1929. Recueil assurance 1929. Sommaire 563.</i>
ROUEN	<i>5 novembre 1924.</i>
CAEN	<i>28 janvier 1926. D. 1927-2-123.</i>
BESANÇON	<i>17 mai 1927. G. P. 1927-370.</i>
CAEN	<i>7 mai 1905. Le droit 16 déc. 1905.</i>
CIVIL THONON	<i>25 mars 1932. G. T. 25 janvier 1933.</i>
PARIS	<i>31 mai 1892. Dalloz 1893-2-940.</i>
CHAMBÉRY	<i>20 janvier 1937. D. H. 1937-195.</i>
CIVIL BOURG	<i>13 mars 1936.</i>
CIVIL	<i>1890 — 1890-1-145.</i>
NOTE D. P.	<i>1892-1-5.</i>
TRIB. TOULOUSE	<i>3 décembre 1920. G. T. 2 février 1921.</i>
CORRECTIONNELLE SEINE	<i>30 novembre 1897. G. T. 1898-1-2-225.</i>
LYON	<i>10 juillet 1901. La loi 1902-2.</i>
LYON	<i>22 janvier 1914. La loi 18 juin 1914.</i>
CIVIL	<i>15 janvier 1925. G. P. 1925-1-492.</i>
PARIS	<i>16 février 1933. G. T. 1933-4 avril.</i>
PARIS	<i>22 décembre 1930. G. T. 25 décembre 1930.</i>
REQ.	<i>22 juillet 1891. D. P. 1892-1-5.</i>
ARRAS	<i>7 mai 1930. G. P. 1930-2-117.</i>
BORDEAUX	<i>12 décembre 1904-D. 1905-5-10.</i>
CIVIL SEINE	<i>28 avril 1869-D. 1869-5-342.</i>
CIVIL LE PUY	<i>5 juin 1924 G.T. 1^{er} déc. 1922.</i>

CASS.	29 déc. 1918-S. 1922-4-33.
DOUAI	15 déc. 1931 Rec. Douai 1932-79.
PARIS	30 octo. 1930-G.T. 1934-1-2-69.
CIVIL SEINE	23 déc. 1930-S. 1931-2-126.
PARIS	10 mai 1898-D. 1900-2-405.
TRIB. TOULOUSE	24 mars 1919-G.T. 6 juil. 1919.
LYON	22 janv. 1914, <i>Moniteur judiciaire de Lyon</i> 30 mai 1914.
SEINE	3 novembre 1905. <i>La loi</i> 1905-419.
CAEN	8 février 1912. R. Caen 1912-127.
BESANÇON	7 déc. 1933. R. Dijon-Nancy-Besançon 1934-23.
REQ.	6 mars 1926. D. P. 1928-1-97.
TRIBUNAL LILLE	24 mars 1904. <i>La loi</i> 1904-425.
POITIERS	31 mars 1909. <i>La loi</i> 1909-223.
AGEN	23 juin 1863 D. 1870-2-213.
BRUXELLES	1 ^{er} juillet 1931. <i>Bulletin des assurances</i> 1931-839.
COR. PÉRIGUEUX	23 novembre 1926. <i>Sirey</i> 1927-2-102.
RIOM	8 août 1898. <i>La loi du 1^{er} décembre 1898.</i>
PARIS	15 juin 1904.
GRENOBLE	26 décembre 1901. <i>Sirey</i> 1905-2-125.
REQ.	9 juin 1907. D. P. 1-907. 1-479.
D. P.	1913-2-278.
GRENOBLE	10 octobre 1916. G. T. 1917-2-178.
REQ.	22 juillet 1891. D. P. 92-1-5.
PARIS	6 juillet 1879.
CRIMINEL	24 juillet 1920. D. P. 1921-1-30.
CRIM.	25 novembre 1912.
PARIS	13 octobre 1926. G. P. 1927-1-86.
TRIB. PAIX BORDEAUX	23 novembre 1909. D. 1912-2-389.
BORDEAUX	3 juillet 1910. D. 1912-2-385.
VALENCE	20 mars 1923. G. P. 1923-2-7.
PARIS	12 novembre 1903. <i>Le droit</i> 30 janv. 1904.
DIJON NANCY BESANÇON	1933. P. 142.
CIVIL	15 mars 1921. D. P. 1922-1-25.

LYON	1 ^{er} avril 1922, D. 1924-2-51.
RIOM	18 juillet 1928, G. P. 1928-2-784.
CAEN	29 juillet 1931, G. P. 1931-2-562.
DOUAI	24 juin 1932, R. Douai 1932-263.
TRIB. CLERMONT-FD	G. P. 1928-2-784.
REQ.	29 mars 1929, G. P. 1929-4-821.
CIVIL SEINE	22 octob. 1935.
PARIS	10 déc. 1936, D. H. 1937-73.
DOUAI	16 juil. 1930 G. P. 1930-2-554.
PARIS	26 nov. 1932, G. P. 1933-4-335.
CASS. CRIM.	10 déc. 1933, Recueil des assurances 1933 474.
PARIS	23 déc. 1932, G. P. 1933-4-335.

Table des Matières

AVANT-PROPOS	7
INTRODUCTION	9

Responsabilité du fait des élèves

TITRE PREMIER : La responsabilité des membres de l'enseignement privé avant la loi du 5 avril 1937.....	18
CHAPITRE PREMIER. — La présomption de l'article 1384.	19
§ 1 ^{er} . — Fondement et explication de la présomption de l'article 1384.....	21
§ 2. — Combinaison de l'article 1384 et des principes de droit commun.....	33
§ 3. — Portée et efficacité de la présomption de l'article 1384, 4 ^o	37
CHAPITRE II. — Que faut-il entendre par instituteur dans l'article 1384	45
§ 1 ^{er} . — Travaux préparatoires	46
§ 2. — A quelles conditions est-on instituteur, d'après la doctrine	48
§ 3. — Interprétation du terme Instituteur par la jurisprudence	56
CHAPITRE III. — Des autres conditions d'application de la présomption de l'article 1384	67
§ 1 ^{er} . — Le dommage dont l'élève est responsable..	68
§ 2. — L'élève	70
§ 3. — La victime	76
CHAPITRE IV. — La faute de l'instituteur.....	79
CHAPITRE V. — Des recours que peut exercer l'instituteur	84
TITRE DEUXIÈME. — La loi du 5 avril 1937.....	94

Responsabilité des membres de l'Enseignement privé à raison des dommages éprouvés par leurs élèves

CHAPITRE PREMIER. — La responsabilité délictuelle des membres de l'enseignement privé.....	105
§ 1 ^{er} . — Le dommage causé à l'élève.....	106

	184
§ 2. — La faute de l'instituteur.....	110
§ 3. — Les présomptions de responsabilité.....	116
CHAPITRE II. — La responsabilité contractuelle des membres de l'enseignement privé	123
§ 1 ^{er} . — La faute contractuelle	124
§ 2. — L'obligation de sécurité dans les rapports des membres de l'enseignement privé et de leurs élèves	128
CHAPITRE III. — Combinaison de la responsabilité dé- lictuelle et de la responsabilité contractuelle.....	137
CHAPITRE IV. — A qui incombe cette responsabilité....	141
CHAPITRE V. — Des circonstances exonératoires de res- ponsabilité	147
§ 1 ^{er} . — La faute de la victime.....	148
§ 2. — Le cas fortuit et la force majeure	152
<i>La question des assurances pour l'instituteur.....</i>	155
<i>L'action en responsabilité</i>	165
CONCLUSION	171
BIBLIOGRAPHIE	179
